



Numéro 14 - août 2012

Résultats économiques des exploitations agricoles en 2010

Réseau d'information comptable agricole

Au sommaire :

**Situation financière et disparité
des résultats économiques des exploitations**





Page 02 **Avant-propos**

Page 03 **Situation financière et disparité des résultats économiques des exploitations en 2010**

En 2010, les résultats se redressent en moyenne, avec une plus grande dispersion ; l'endettement poursuit sa progression

Page 11 **Les résultats économiques en 2010 en 33 fiches thématiques**

Page 11 **A - La production de l'exercice**

Page 15 **B - Les subventions d'exploitation**

Page 19 **C - Les charges**

Page 27 **D - Les résultats**

Page 31 **E - L'actif et l'investissement**

Page 37 **F - Le passif et l'endettement**

Page 41 **G - Analyse financière**

Page 47 **Les annexes**

Tableaux complémentaires

Méthodologie d'enquête

Plan, nomenclature, concepts et traitements comptables

Lexique



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

AVANT-PROPOS

La vingt-septième édition du rapport annuel du Réseau d'information comptable agricole analyse les résultats économiques des exploitations agricoles en 2010. La typologie des exploitations ainsi que le mode de calcul de certaines variables ont été modifiés, voir l'encadré d'avertissement ci-dessous. Des séries de fiches réunies en sept chapitres examinent les différents thèmes abordés par le RICA. Ces fiches sont précédées d'un article général qui analyse les faits marquants de l'année. Le lecteur trouvera en fin d'ouvrage une présentation de la méthodologie utilisée pour la collecte et le traitement de l'information, du plan comptable utilisé pour le RICA ainsi que la définition des divers concepts comptables.

Le RICA est une enquête par sondage réalisée auprès d'environ 7 700 exploitations agricoles de métropole et des DOM, auprès desquelles sont recueillis des données comptables et des indicateurs technico-économiques. Les concepts utilisés, conformes à ceux de la comptabilité d'entreprise, peuvent différer de ceux des comptes agricoles macroéconomiques. Ce rapport présente les résultats des seules exploitations de la métropole. En métropole, le champ couvert par le RICA est celui des exploitations dont la production brute standard est supérieure ou égale à 25 000 euros.

Les résultats de la présente publication sont produits à partir des fichiers définitifs du RICA. Les évolutions sont calculées en valeur réelle.

AVERTISSEMENT

En application des dispositions du règlement (CE) n° 1242/2008 de la Commission, les résultats du RICA sont présentés à partir de l'année 2010 selon la nouvelle typologie européenne des exploitations agricoles. Dans un souci de cohérence des séries, l'ensemble des résultats du RICA ont été recalculés sur la période 1988-2010 en appliquant cette nouvelle typologie.

Les données du RICA, enquête européenne, peuvent être dépendantes des différences de taux d'inflation entre pays. Afin d'assurer une cohérence entre les données des actifs immobilisés acquis à des époques différentes, une réévaluation de ce type d'actif était appliquée dans les États membres, y compris en France. Cette procédure est abandonnée au niveau communautaire. Les résultats du RICA français sont donc désormais calculés sans appliquer cette réévaluation des bilans. Le total de l'actif, les capitaux propres et le total du passif sont diminués d'autant. Cette réforme implique aussi la diminution de la valeur des dotations aux amortissements, les soldes intermédiaires de gestion qui en dépendent, et en particulier le résultat courant avant impôts (RCAI). Cette réforme rend les résultats du RICA plus cohérents avec ceux liés à la mise en œuvre des règles comptables en France.

En conséquence, les résultats présentés dans les Résultats économiques des exploitations agricoles 2010 ne peuvent pas être comparés avec ceux proposés dans les éditions précédentes de cette publication.

L'annexe 2 présente ces aspects méthodologiques.

La gestion du RICA relève de la responsabilité du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt. Le Service de la Statistique et de la Prospective du Secrétariat général et les services régionaux de l'information statistique et économique du ministère ont produit l'enquête.

La collecte de l'information a été pour l'essentiel assurée par les centres de gestion et d'économie rurale (réseau CER France), les associations de gestion (réseau accompagnement stratégique) et de manière plus marginale par divers experts comptables.

Cette publication a été réalisée par le bureau des Statistiques sur les productions et les comptabilités agricoles de la sous-direction des Synthèses statistiques et des Revenus. Thierry de CORLIEU a rédigé l'ouvrage. La composition a été assurée par l'atelier de composition de Beauvais.

SIGNES CONVENTIONNELS ET UNITÉS

–	Résultat nul	€	euro
///	Sans objet	k€	1 000 euros
ε	Chiffre inférieur à la moitié de l'unité de dernier ordre exprimé	ha	hectare
ns	Résultat non significatif	hl	hectolitre
		q	quintal = 100 kg
		t	tonne

En 2010, les résultats se redressent en moyenne, avec une plus grande dispersion, l'endettement poursuit sa progression

Avec le retour d'une conjoncture plus clémente en 2010, une grande majorité des exploitations améliorent leur résultat courant avant impôts (RCAI) par rapport aux deux années précédentes. La proportion des exploitations avec un RCAI négatif, qui avait fortement augmenté en 2008 et 2009 retrouve, avec 9,1 %, un niveau habituel. Pour 18,2 % des exploitations, le RCAI par unité de travail non salarié est supérieur à 50 000 euros, tandis que pour 22,4 % d'entre elles il est inférieur à 10 000 euros. Après une contraction en 2009, on retrouve, en 2010, les fortes dispersions de revenus déjà observées en 2007 et en 2008. Dans toutes les orientations le RCAI moyen progresse. La progression du RCAI est cependant relativement limitée en « Bovins viande » où les revenus restent faibles. La situation est difficile également pour une proportion significative de viticulteurs et d'arboriculteurs. En revanche, en « Grandes cultures », la situation paraît plus favorable.

Avec l'accroissement de la valeur des stocks et des créances sur les clients, l'amélioration des résultats ne s'est que partiellement traduite par un accroissement des flux de trésorerie d'exploitation, l'autre partie sera encaissée ultérieurement. Les prélèvements privés ont peu augmenté et les investissements sont réduits. L'endettement à long ou à moyen terme continue de croître.

En 2010, 78 % des exploitations améliorent leurs résultats, performance proche de celle de 2007

En 2010, le résultat courant avant impôts (RCAI) des exploitations agricoles s'élève à 45 400 euros en moyenne par exploitation, soit un niveau proche de celui observé en 2007, la meilleure année de la décennie. En 2009, année avec une conjoncture très défavorable, le RCAI par exploitation avait chuté

à 20 800 euros en moyenne. Le niveau obtenu en 2010 est aussi à comparer avec celui de 2008, qui avec 36 400 euros en moyenne, est proche de celui mesuré sur l'ensemble de la décennie.

Après une forte baisse en 2009, les prix à la production des principaux produits agricoles retrouvent, en 2010, un niveau plus rémunérateur. L'augmentation de la valeur de la production qui en résulte, + 13,4 % en moyenne par rapport à 2009, et dans une moindre

mesure la diminution des charges d'approvisionnement (- 6,2 %), expliquent pour l'essentiel la très forte progression du RCAI en 2010. Dans un contexte redevenu favorable, 78,4 % des exploitations améliorent leur RCAI par rapport à 2009, et plus de 60 % par rapport à 2008.

La proportion des exploitations avec un RCAI négatif, qui avait atteint 14,1 % en 2008 et à 22,2 % en 2009, retrouve avec 9,1 % un niveau proche de celui observé en moyenne sur la décennie. La proportion des exploitations avec un RCAI négatif deux années consécutives est aussi en baisse : 5,1 % en 2009 et 2010 contre 7,4 % en 2008 et 2009.

Progression des résultats dans toutes les orientations

Les exploitations des orientations « céréales et oléoprotéagineux » et « cultures générales » ont bénéficié en 2010 de deux facteurs favorables : un rebond, après une forte baisse en 2009, des prix à la production des céréales et des principales cultures industrielles, et un mouvement inverse de baisse des charges de fertilisation après une hausse l'année précédente. Des rendements céréaliers un peu moins élevés qu'en 2009 et un montant des subventions d'exploitation en diminution sont à mentionner. Dans les deux orientations, le RCAI s'élève respectivement à 51 200 et 83 100 euros en moyenne par exploitation, après respectivement 11 600 et 30 000 euros en 2009 et 43 400 et 64 200 euros en 2008. En orientation « céréales et oléoprotéagineux »,

93 % des exploitations voient leur RCAI progresser et 88 % en « Cultures générales ». Dans les deux orientations moins de 4 % des exploitations ont obtenu un RCAI négatif.

Avec des prix à la production en hausse pour la plupart des légumes, la valeur de la production des exploitations de l'orientation « Maraîchage » progresse de 12 % en moyenne par rapport à 2009. Le niveau du RCAI, 65 000 euros en moyenne, est sensiblement supérieur à celui enregistré au cours de la période 2006 à 2009 (37 000 euros en valeur 2010). La proportion des exploitations avec un RCAI négatif, 11 % en 2010, a diminué sensiblement. En orientation « Fleurs et horticulture diverse », le RCAI progresse en moyenne de 23 % pour atteindre 32 500 euros par exploitation. Dans cette orientation les évolutions des indicateurs de résultats sont moins marquées qu'en « Maraîchage ».

En viticulture, la progression du RCAI à plus de 53 100 euros en moyenne (+ 52 %) provient pour une part importante d'une appréciation de la valeur des stocks de vins et des eaux-de-vie à la clôture de l'exercice. Des prix qui restent élevés en 2011 doivent permettre l'écoulement des stocks dans de bonnes conditions. 63 % des exploitations améliorent leur résultat, cette proportion est sensiblement plus importante en Champagne-Ardenne (83 %) et Poitou-Charentes (94 %) qu'en Aquitaine ou en Bourgogne où elle est inférieure à 50 %. Les résultats demeurent très dispersés : la proportion des exploitations avec un RCAI négatif a peu diminué (16,9 %).

Part des exploitations avec progression du RCAI par rapport à l'année précédente en % du nombre d'exploitations de la catégorie

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Céréales et oléoprotéagineux	34,0	61,7	52,8	50,9	31,7	69,5	91,6	27,3	14,0	92,8
Cultures générales (autres grandes cultures)	52,7	42,6	62,4	45,5	39,2	74,2	75,9	40,6	18,4	87,6
Maraîchage	47,4	56,0	44,2	29,0	64,7	56,3	37,2	43,6	40,3	63,7
Fleurs et horticulture diverse	41,8	47,8	39,6	33,8	44,1	46,1	52,7	49,3	50,3	55,2
Viticulture	41,4	56,2	41,6	56,7	34,0	49,7	61,0	40,2	44,1	63,3
Fruits et autres cultures permanentes	58,6	51,3	47,9	43,0	43,3	70,6	39,2	54,3	36,7	62,3
Bovins lait	39,8	56,7	39,7	62,5	46,6	49,7	65,4	39,7	21,0	86,7
Bovins viande	49,6	64,0	43,7	53,5	48,7	58,6	28,7	31,1	47,5	62,9
Bovins mixtes	38,7	64,4	39,9	65,4	51,5	53,5	49,6	37,5	29,0	86,2
Ovins et caprins	55,3	57,7	31,9	58,5	36,4	55,6	47,0	33,8	50,2	81,7
Porcins	74,6	5,4	54,8	63,2	73,2	65,5	23,1	44,6	60,6	80,4
Volailles	60,4	45,9	44,8	56,3	50,2	57,9	67,7	38,0	42,2	68,0
Granivores mixtes	50,9	31,6	51,2	58,9	61,6	60,5	49,1	31,9	33,0	85,3
Polyculture polyélevage	47,1	53,1	45,5	57,6	40,7	62,0	64,1	30,2	26,5	85,4
Ensemble des orientations	45,1	54,1	44,7	55,2	42,6	58,7	60,8	36,0	31,9	78,4

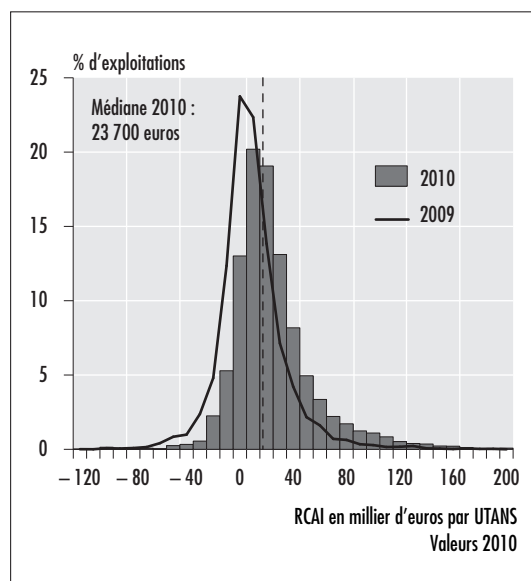
Source : SSP - RICA

Les arboriculteurs ont pu profiter de la progression des prix à la production des fruits (pommes et pêche notamment). Par ailleurs les charges sociales du personnel salarié diminuent fortement : en 2010, le personnel occasionnel en est exonéré. Après une année 2009 en forte baisse, le RCAI des arboriculteurs retrouve, avec 28 900 euros en moyenne, un niveau proche de celui observé depuis une dizaine d'années. La proportion des exploitations avec un RCAI négatif (24,5 %) reste cependant supérieure à celle relevée sur la période 2000 à 2010 (20,6 %). 10 % des exploitations ont connu un exercice déficitaire au cours des deux dernières années.

La redistribution des subventions suite au bilan de santé de la PAC contribue fortement aux résultats en « Bovins viande » et « Ovins caprins »

En 2010, le prix du lait, après la forte baisse de 2009, retrouve un niveau habituel, par ailleurs les rendements laitiers continuent leur progression. Les exploitations de l'orientation « Bovins lait » ont perçu davantage de subventions d'exploitation (+ 13,5 %). Près de 87 % des exploitations améliorent leur RCAI, mais par rapport à un niveau très bas en 2009. Le RCAI s'élève en moyenne à 43 200 euros, le meilleur résultat de la décennie.

Distribution du résultat courant avant impôts par UTANS en 2009 et 2010



Source : SSP - RICA 2009 et 2010

En orientation « Bovins viande », l'augmentation des subventions d'exploitation explique pour une part importante la progression du RCAI des éleveurs (+ 31 %). L'augmentation du RCAI de 63 % des exploitations de cette orientation confirme cette amélioration qui fait suite à deux années aux résultats très dégradés. La proportion des exploitations avec un RCAI négatif (13,3 %) reste relativement importante.

Les éleveurs de l'orientation « Ovins et de caprins » ont bénéficié eux aussi d'un accroissement important des subventions d'exploitation (+ 27,4 %). Elles contribuent fortement à l'amélioration du RCAI (+ 74 % par rapport à 2009), après deux années déprimées. Pour 80 % des exploitations, on observe une progression du RCAI par rapport à celui des deux années précédentes.

En orientation « Porcins », après 2007 et 2008, deux années avec des résultats très faibles, les exploitations avaient pu retrouver l'équilibre en 2009, à la faveur de la baisse du prix des aliments pour animaux, poste important de charges pour ces exploitations. En 2010, avec la hausse du prix du porc en fin d'année, la valeur de la production, et en particulier celle de la production stockée progresse. En conséquence le RCAI augmente à nouveau pour atteindre plus de 52 500 euros en moyenne par exploitation. L'amélioration de la conjoncture est favorable au revenu pour plus de 80 % des éleveurs de l'orientation.

Les éleveurs spécialisés dans la production de volailles connaissent des évolutions de leurs résultats moins contrastées, une part plus importante des élevages étant sous contrat d'intégration, ce qui limite les effets des variations conjoncturelles des prix de l'alimentation. Avec la progression des produits d'élevage (+ 7,5 %) en orientation « Volailles », le RCAI augmente en moyenne de plus de 40 %.

Avec la progression des résultats, la dispersion des revenus augmente

Le RCAI, solde intermédiaire de gestion proche d'un revenu d'entreprise, doit rémunérer l'activité de la main-d'œuvre non salariée de l'exploitation, soit en moyenne 1,47 unité de travail à temps plein. Pour l'étude de la dispersion des revenus des agriculteurs, le RCAI sera rapporté au nombre d'unité de travail non salarié (UTANS).

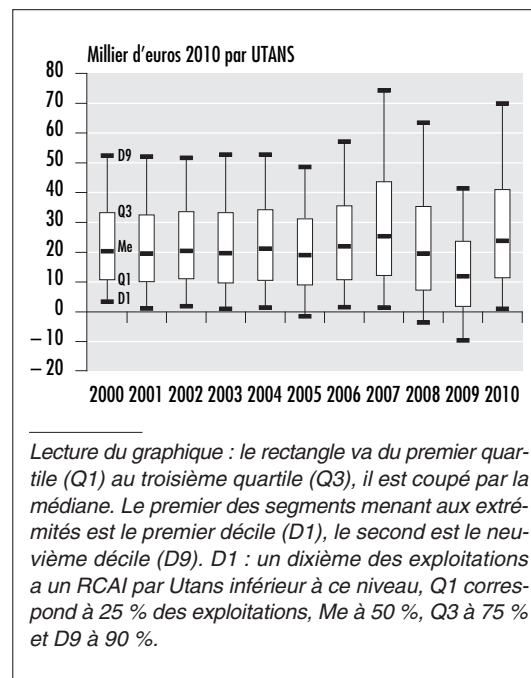
Avec l'augmentation forte et générale du RCAI en 2010, la distribution des revenus se déplace vers un niveau sensiblement plus élevé. La proportion des exploitations avec des revenus inférieurs à 10 000 euros est de 22,4 %, après 45,7 % en 2009 et 41,2 % en 2008, tandis que celle des exploitations avec des revenus supérieurs à 50 000 euros atteint 18,2 % contre 6,7 % en 2009 et 14,9 % en 2008.

La proportion des exploitations avec de faibles revenus retrouve un niveau assez proche de celui observé jusqu'en 2007. Les exploitations avec des revenus inférieurs à 10 000 euros restent relativement nombreuses au sein des orientations « Fruits et autres cultures permanentes » (44,4 %), « Bovins viande » (34,6 %) et « Viticulture » (31,1 %).

La proportion des exploitations avec des revenus supérieurs à 50 000 euros est sensiblement plus élevée que celle relevée en moyenne au cours de la période 2000 à 2010 (12,5 %). Les hauts revenus sont relativement peu nombreux au sein des orientations élevant des herbivores tandis que la proportion atteint 47 % en orientation « cultures générales » et 31 % en « céréales et oléoprotéagineux ». En orientations « Maraîchage », « Porcins » et « Viticulture », un quart des exploitations environ ont obtenu un revenu supérieur à 50 000 euros, proportion assez habituelle en viticulture.

La dispersion du revenu annuel, après une diminution en 2009, retrouve un niveau élevé et comparable à ceux observés en 2007 et 2008. En 2010, l'intervalle interquartile (entre les 25 % d'exploitations aux revenus les plus

Dispersion du résultat courant avant impôts par unité de travail non salarié



Source : SSP - RICA 2000 à 2010

Part des exploitations avec un RCAI par unité de travail non salarié supérieur à 50 000 €¹ en % du total de la catégorie

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Céréales et oléoprotéagineux	14,1	9,4	11,6	14,9	14,0	6,7	14,9	43,1	27,3	6,2	31,3
Cultures générales	23,6	26,2	21,7	29,9	24,7	16,8	30,7	43,4	40,8	13,5	47,1
Maraîchage	19,0	16,4	25,1	19,0	7,8	22,3	15,8	11,8	15,2	11,8	23,5
Fleurs et horticulture diverses	15,6	9,5	10,7	15,2	7,3	9,2	10,4	13,3	10,5	9,8	10,5
Viticulture	27,9	24,4	26,1	21,3	28,4	24,8	24,4	29,5	23,8	18,7	27,1
Fruits et autres cultures permanentes	11,2	22,1	20,7	19,6	16,6	7,2	15,6	15,3	15,1	6,3	10,7
Bovins lait	3,1	2,4	2,5	2,4	3,3	3,2	3,1	8,0	6,1	0,8	6,8
Bovins viande	3,8	2,6	6,3	7,6	7,0	4,9	8,2	3,4	1,0	1,4	1,7
Bovins mixtes	2,8	1,5	4,8	1,3	2,8	3,0	7,6	7,8	4,8	1,2	5,0
Ovins et caprins	1,3	2,2	2,1	1,7	2,8	1,5	1,4	0,6	0,7	0,9	2,8
Porcins	25,5	48,4	2,8	3,0	16,2	25,7	41,1	7,8	7,4	12,7	24,4
Volailles	4,2	6,9	6,6	6,1	2,8	5,2	9,2	16,6	11,6	9,8	15,6
Granivores mixtes	5,3	10,2	4,4	4,4	5,0	6,3	8,3	8,0	9,3	1,7	11,0
Polyculture polyélevage	6,5	7,4	7,0	8,8	5,0	5,7	8,4	17,7	11,4	3,7	18,1
Ensemble des orientations	11,0	10,8	10,7	11,1	11,5	9,3	13,0	19,9	14,9	6,7	18,2

1. En valeur 2010.

Source : SSP - RICA

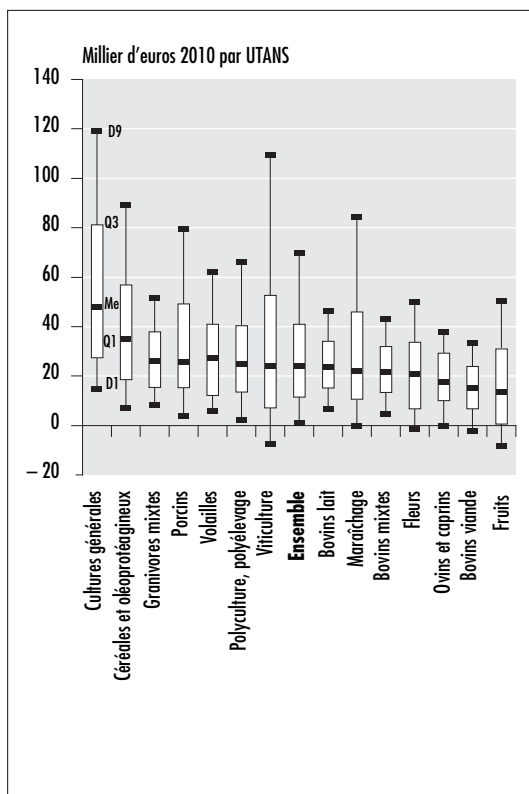
élevés et les 25 % les plus faibles) s'élève à 29 800 euros contre 25 000 euros en moyenne au cours de la période 2000 à 2010. L'intervalle interdécile (entre les 10 % d'exploitations aux revenus les plus élevés et les 10 % les plus faibles) est respectivement 69 000 euros et 56 200 euros. Un niveau de dispersion des revenus plus important en 2007, 2008 et 2010 que ceux relevés jusqu'en 2006 caractérise donc la seconde partie de la décennie. Depuis 2006, les variations annuelles des résultats sont de plus grande amplitude. Les années avec une conjoncture favorable sont de plus en plus souvent associées à des revenus plus dispersés. La population des exploitations est en effet composée d'unités de tailles très diverses, les exploitations de grande taille, compte tenu de leur potentiel économique, peuvent alors obtenir une amélioration de leurs revenus d'une amplitude bien plus importante que les plus petites. Par ailleurs au cours de la décennie les écarts de revenus moyens se sont sensiblement creusés entre les exploitations des orientations « grandes cultures » d'une part et celles élevant des herbivores au sein des orientations « bovins viande » et

« ovins et caprins » d'autre part, ce qui contribue à augmenter de façon tendancielle les dispersions des revenus entre les exploitations.

Des revenus plus dispersés au sein des orientations végétales

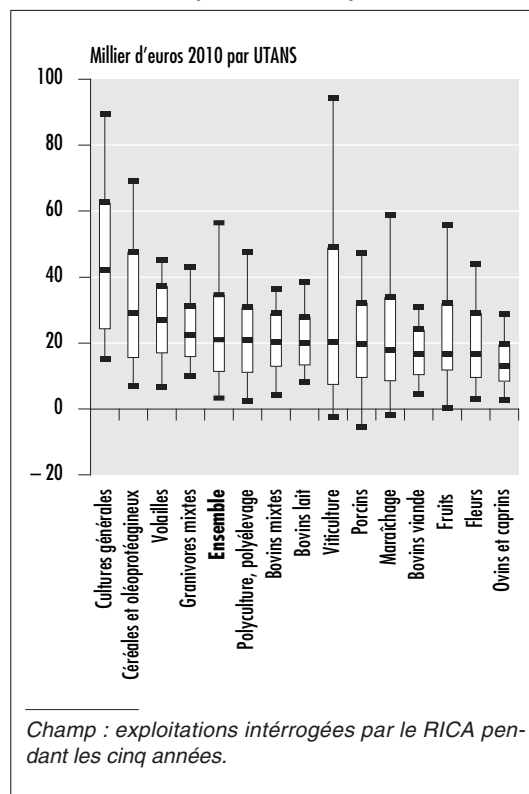
Au sein des orientations « céréales et oléagineux », « cultures générales », « viticulture » et en « maraîchage » le niveau de dispersion des revenus est relativement important. Ainsi, en orientation « Cultures générales » et en « Viticulture » l'intervalle interdécile du revenu dépasse 100 000 euros, tandis qu'il est inférieur à 40 000 euros chez les éleveurs d'herbivores. Pour les deux orientations de Grandes cultures, la taille économique explique une part importante des dispersions de revenus. En viticulture, on observe en Champagne-Ardenne et en Poitou-Charentes des revenus très supérieurs à ceux des autres régions. En orientation « maraîchage », les exploitations avec des modes production en intérieur (sous serre ou abri haut) ont des revenus plus dispersés que ceux produisant en mode plein air.

Disparité du résultat courant avant impôts par UTANS en 2010 selon orientation



Source : SSP - RICA 2010

Dispersion du RCAI par UTANS selon l'orientation Moyenne sur les cinq dernières années (2006 à 2010)



Champ : exploitations interrogées par le RICA pendant les cinq années.

Source : SSP - RICA 2006 à 2010

Des prélèvements privés, des investissements limités et une trésorerie qui se reconstitue

La capacité d'autofinancement s'élève en moyenne à 72 700 euros. Ce flux potentiel de ressources financières générées pendant l'année par l'activité de l'exploitation profite de la conjoncture redevenue favorable, la capacité d'autofinancement progresse en moyenne de 25 200 euros par rapport à celle de l'année 2009. Elle doit cependant financer l'augmentation de la valeur des stocks à la clôture de l'exercice (+ 4 500 euros en moyenne), ainsi que celle des valeurs réalisables, principalement les créances auprès des clients (+ 5 000 euros en moyenne), traduisant aussi les effets de la conjoncture plus favorable. Ces flux financiers devraient se concrétiser en 2011 et les années suivantes par des flux de trésorerie lors de l'écoulement de ces stocks et du paiement des créances par les clients. L'augmentation de cette partie de l'actif circulant concerne en particulier les orientations « grandes cultures », « viticulture » et « porcins ». Les prélèvements privés ont progressé modérément (+ 10,0 %). Ces prélèvements, 37 900 euros en moyenne, sont utilisés principalement pour rémunérer l'activité et payer les charges sociales du personnel non salarié, ces dernières s'élevant à 9 300 euros en moyenne. Les investissements (acquisitions moins cessions de biens immobilisés), 25 000 euros en moyenne, sont en retrait par rapport à ceux réalisés en 2008 ou en 2009.

En 2010, l'amélioration de la trésorerie, 5 000 euros en moyenne, est observée dans la plupart des orientations.

L'endettement à long ou moyen terme progresse de 2,4 %

En 2010, l'endettement des exploitations s'élève en moyenne à 159 700 euros, en progression de 1,2 %. Les dettes à long ou moyen terme, qui représentent les deux tiers de l'endettement total, augmentent de 2,4 % en moyenne tandis que l'endettement financier à court terme diminue. Le taux d'endettement (rapport du total des dettes à l'ensemble de l'actif) est en moyenne de 41 %, cette valeur diminuant légèrement en 2010 : en effet, l'actif du bilan, en particulier l'actif circulant, progresse davantage que l'endettement. Au cours de la décennie, le taux d'endettement varie assez peu dans la plupart des orientations à l'exception des exploitations spécialisées dans l'élevage des bovins et en orientation « polyculture-polyélevage ». Ainsi, en orientation « bovins lait », le taux d'endettement, 44,5 % en 2010, a progressé de 9,5 points en 10 ans, à comparer aux 3,8 points observés sur l'ensemble des exploitations.

Le taux d'endettement s'élève à 47,0 % pour les exploitations de grande taille (production brute standard supérieure à 250 000 euros) contre 32 % pour celles de petite taille (production brute standard inférieure à 100 000 euros). Cette différence entre grandes

Bilan à la clôture de l'exercice en 2010 toutes orientations confondues

Détail de l'actif 2010	Valeur* 2010	Évolution/ ouverture %	Détail du passif 2010	Valeur* 2010	Évolution/ ouverture %
Actifs immobilisés	234,1	0,7	Capitaux propres	229,3	5,9
Terrains	43,0	1,6			
Aménagements	2,2	2,5			
Constructions	48,0	0,4	Ensemble des dettes	159,7	1,4
Installations spécialisées	9,2	1,9	Dettes à long ou moyen terme	105,8	2,4
Matériel	64,0	-1,3	Emprunts à court terme	6,1	-12,1
Plantations	7,2	-1,6	Autres dettes financières à moins de 1 an	7,2	-14,2
Animaux reproducteurs	40,5	1,9	Dettes auprès des tiers	40,6	4,3
Autres immobilisations	20,0	3,6			
Actifs circulants	153,8	9,5			
Stocks	92,8	5,1			
Valeurs réalisables	36,2	12,5			
Valeurs disponibles	24,7	24,2			
Régularisation actif	1,3	0,5	Régularisation passif	0,1	34,9
Total actif	389,1	4,0	Total passif	389,1	4,0

* Valeurs moyennes par exploitation en millier d'euros.

Source : RICA 2009 et 2010

et petites exploitations est observée dans toutes les orientations.

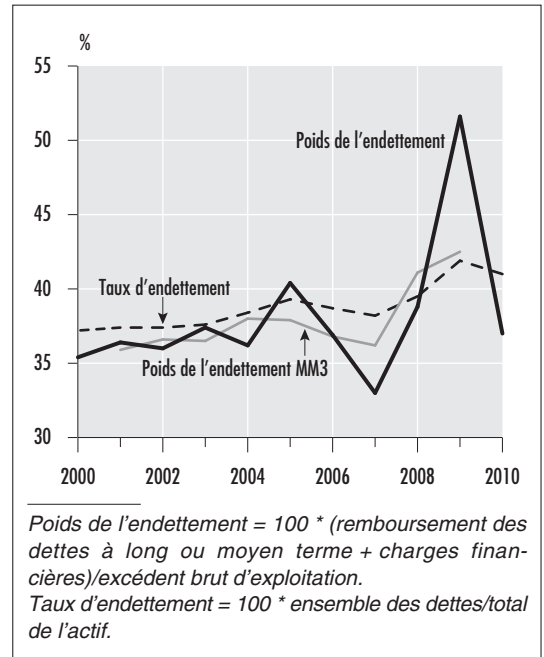
Le taux d'endettement dépasse 60 % en moyenne pour les exploitations des orientations « Maraîchage », « Fleurs et horticulture diverse », et « Porcins ». Pour ces trois orientations, le taux d'endettement est resté assez stable au cours de la décennie.

Le poids de l'endettement reste important en « Bovins viande » et en « Bovins mixte »

Avec l'amélioration des résultats, le poids de l'endettement (la somme du remboursement des emprunts à long ou moyen terme et des charges financières rapportée à l'excédent brut d'exploitation) est sensiblement allégé : 37,0 % contre plus de 50 % en 2009. En tendance, le poids de l'endettement connaît une progression assez voisine de celle du taux d'endettement. La composante poids des charges financières diminue, cette évolution étant à rapprocher de celle du taux d'intérêt apparent également à la baisse. Le poids des remboursements des emprunts progresse parallèlement avec celui de l'endettement. En 2010, au sein de l'orientation de « Grandes cultures », le poids de l'endettement, avec un peu plus de 30 % en moyenne est, comme en 2007 et 2008, sensiblement inférieur à celui observé dans les orientations « bovins viande »

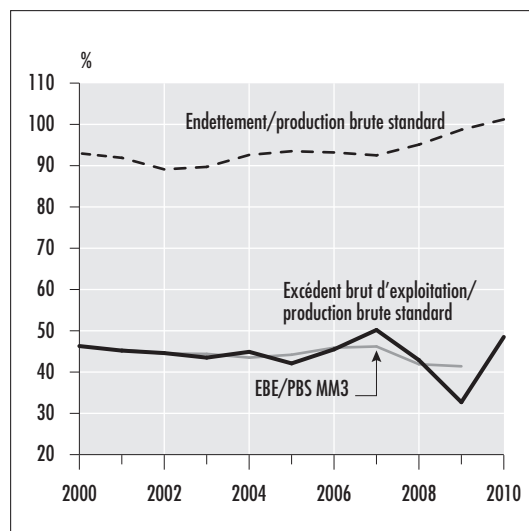
et « bovins mixte » où il dépasse 45 %. Au cours de la décennie le poids de l'endettement s'est allégé en orientation « Grandes cultures » et alourdi dans le cas des deux orientations bovines.

Progression des ratios d'endettement au cours de la décennie



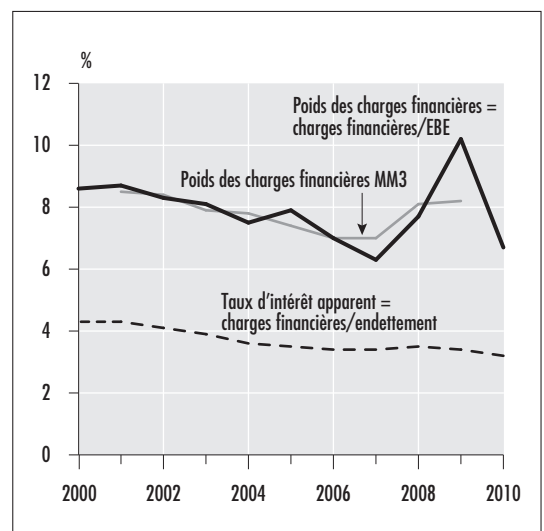
Source : SSP - RICA 2000 à 2010

Évolution de l'endettement et de l'excédent brut d'exploitation par unité de dimension économique



Source : SSP - RICA 2000 à 2010

La baisse des taux d'intérêt limite le poids des charges financières



Source : SSP - RICA 2000 à 2010

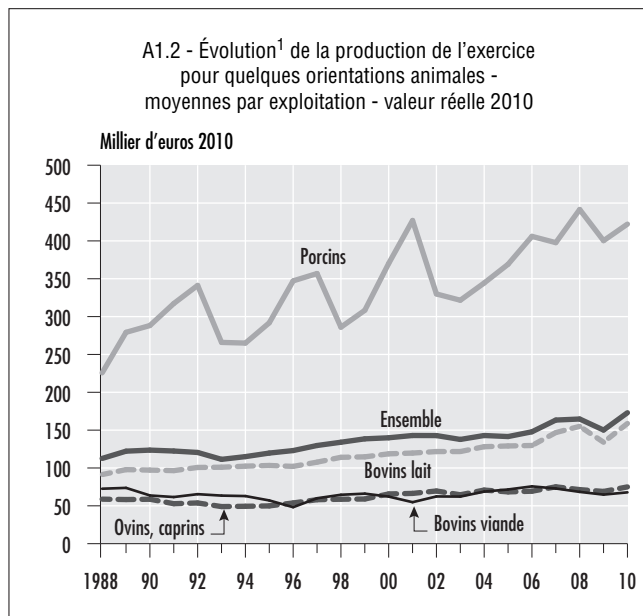
Niveau global de la production

La production de l'exercice (nette des achats d'animaux) est composée pour l'essentiel des produits provenant des cultures (produits végétaux, produits horticoles, produits végétaux transformés) et de l'élevage (animaux et produits animaux). La production de l'exercice complétée par les subventions d'exploitation constitue la quasi-totalité des produits courants de l'exploitation. Sa variation explique donc, en grande partie, celle du revenu de l'exploitant. En 2010, la production de l'exercice s'élève en moyenne à 173 000 euros par exploitation, en progression de 13,4 % par rapport à 2009, année aux prix agricoles à la production très déprimés. L'augmentation de la production est observée peu ou prou dans toutes les orientations à l'exception de l'horticulture. Sur longue période, la production de l'exercice a, en moyenne, davantage progressé en orientation cultures générales qu'en céréales oléoprotéagineux, et en bovins lait qu'en bovins viande.

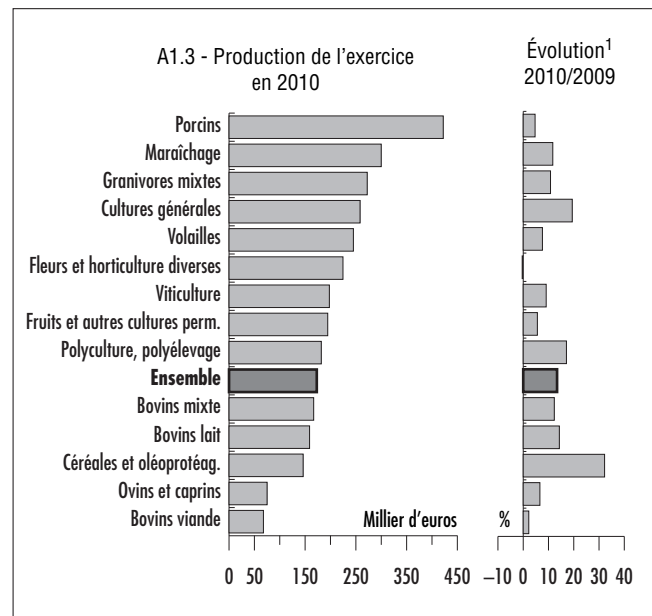
Évolution de la production de l'exercice pour quelques orientations végétales



Évolution de la production de l'exercice pour quelques orientations animales



Production de l'exercice en 2010 et évolution 2010/2009



1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Structure de la production

La production de l'exercice se compose pour l'essentiel de produits bruts végétaux, végétaux transformés (vins essentiellement), produits horticoles, animaux et produits animaux (lait, œufs...). La part des productions

végétales est supérieure en valeur à celle des productions animales. En 2010, au sein des produits végétaux et végétaux transformés, la production des céréales devance celle du vin, contrairement à 2009.

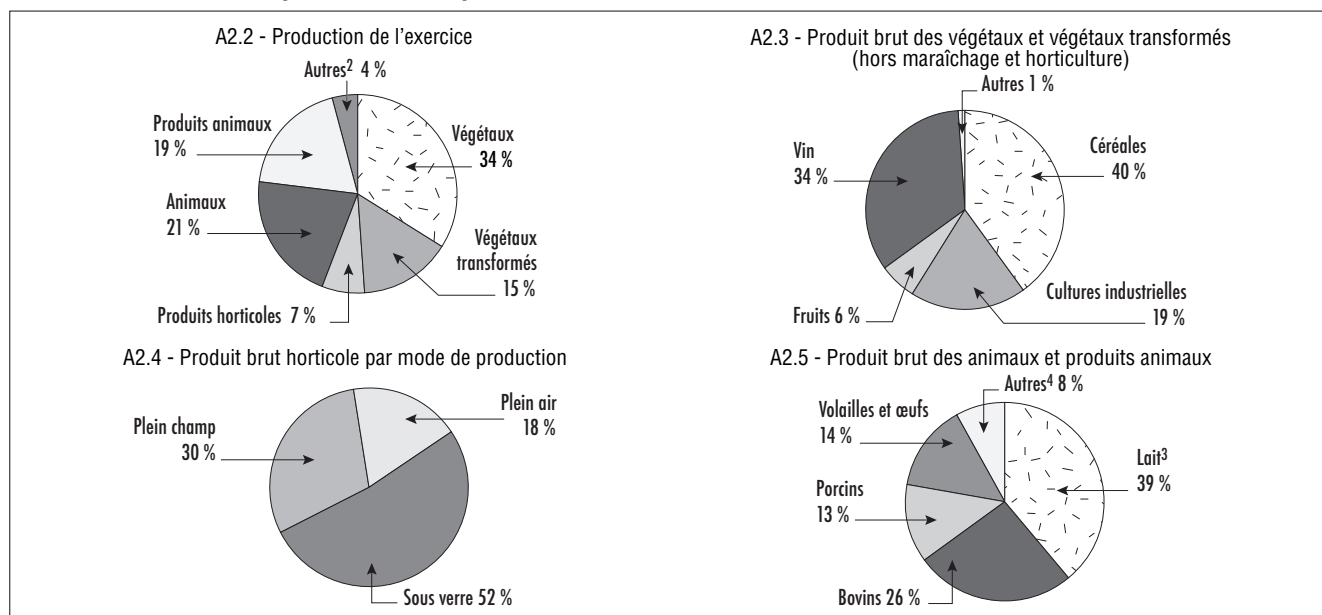
A2.1 - Composition de la production de l'exercice en 2010

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Production de l'exercice		dont produits bruts élémentaires					Autres produits ²
	Valeur	Évolution ¹	Végétaux	Végétaux transformés (vins, ...)	Produits horticoles	Animaux	Produits animaux (lait, œufs...)	
Céréales et oléoprotéagineux	146,1	32,2	132,3	1,9	1,3	3,7	0,5	6,4
Cultures générales	258,2	19,4	193,5	2,7	40,9	7,5	2,4	11,2
Maraîchage	299,9	11,7	8,8	1,2	280,9	0,8	0,1	8,2
Fleurs et horticulture diverses	224,6	-0,4	23,2	0,5	193,5	0,0	-0,1	7,4
Viticulture	197,8	9,1	31,0	159,9	0,2	0,2	0,0	6,4
Fruits et autres cultures permanentes	194,6	5,6	161,9	15,0	4,0	0,7	0,3	12,8
Bovins lait	158,8	14,3	17,0	0,3	0,5	24,2	111,6	5,2
Bovins viande	67,8	2,2	4,7	0,1	0,1	59,7	0,6	2,5
Bovins mixte	166,9	12,3	15,7	0,2	0,0	62,9	81,4	6,7
Ovins et caprins	75,0	6,6	4,2	0,2	0,0	30,7	37,1	2,9
Porcins	422,2	4,7	26,0	1,5	1,1	369,1	14,3	10,2
Volailles	245,1	7,6	30,0	0,6	1,1	152,7	56,3	4,3
Granivores mixtes	272,3	10,8	30,8	0,3	1,4	166,5	65,6	7,8
Polyculture, polyélevage	181,9	17,1	77,0	6,0	6,7	38,9	46,3	7,0
ENSEMBLE	173,0	13,4	59,1	25,8	12,1	36,5	32,4	7,1
Ensemble évol. ¹ 10/09 %	13,4	///	28,4	9,4	4,4	4,3	12,1	-4,2

Source : RICA 2009 et 2010

Les céréales représentent 40 % du produit brut des végétaux et végétaux transformés, et le lait 39 % du produit brut des animaux et produits animaux Composition de la production en 2010, toutes orientations confondues



1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

2. Autres produits : somme de la production immobilisée et des produits issus des travaux à façon, des ventes de produits résiduels, des pensions d'animaux, des terres louées prêtes à semer, des autres locations, de l'agritourisme, des activités annexes.

3. Lait et produits laitiers de vache

4. Autres animaux et autres produits animaux.

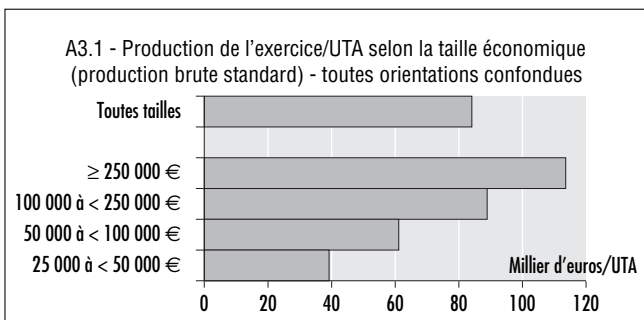
Source : RICA 2010

Ratios et dispersion

La productivité du travail est mesurée par le ratio « production de l'exercice/UTA » Avec l'accroissement de la taille économique, la valeur de la production des exploitations s'accroît plus fortement que la quantité de main-d'œuvre mobilisée : en conséquence la productivité du travail est en général plus élevée dans les grandes

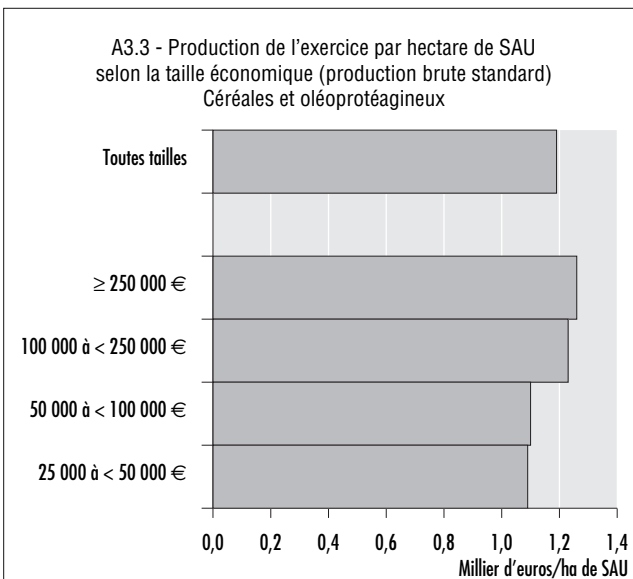
exploitations. L'intensité productive, mesurée par la « production de l'exercice/UGB » pour les orientations d'élevages ou la « production par hectare » pour les orientations végétales, dépend beaucoup moins de la taille économique.

Les grandes exploitations obtiennent une meilleure productivité du travail

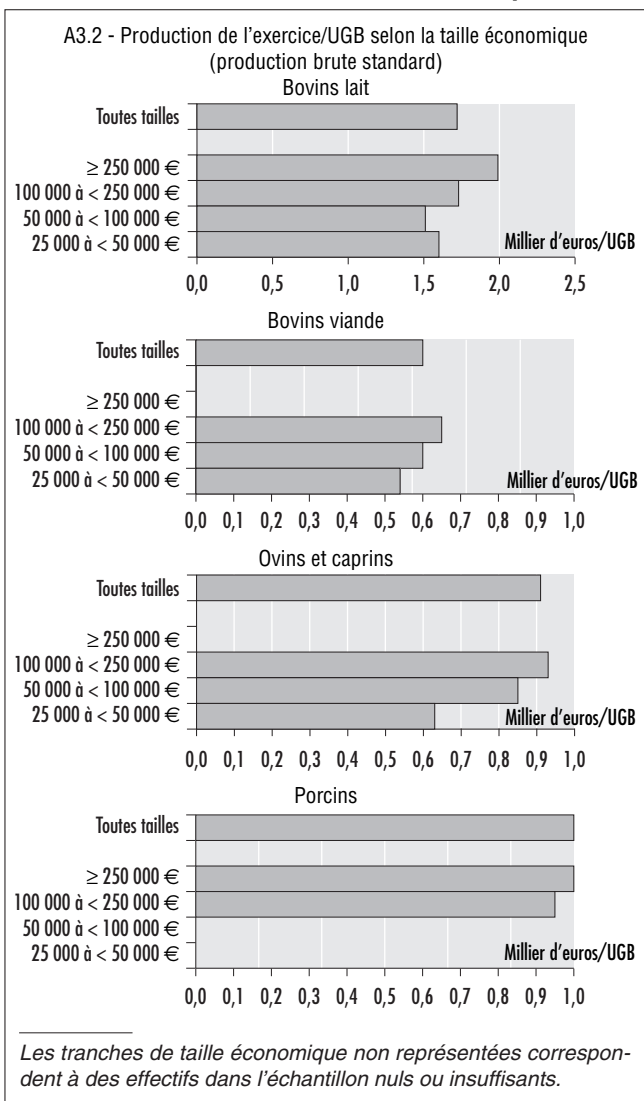


Source : RICA 2010

La moitié des exploitations réalise une production supérieure à 119 300 €

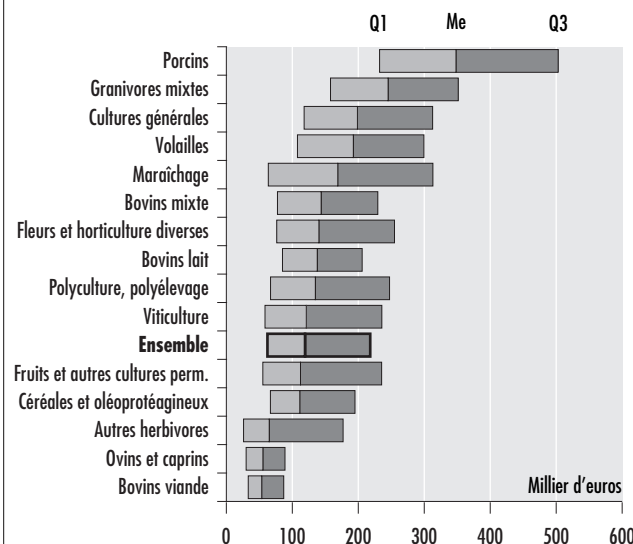


En élevage ovin et caprin, la productivité par UGB est liée à la dimension économique



Source : RICA 2010

A3.4 - Dispersion de la production de l'exercice en 2010 selon les orientations



LECTURE DU GRAPHIQUE : pour un quart des exploitations, la production de l'exercice est inférieure à 62 300 € (Q1), pour la moitié des exploitations, elle est inférieure à 119 300 € (Me), pour les trois quarts, elle est inférieure à 218 100 €.

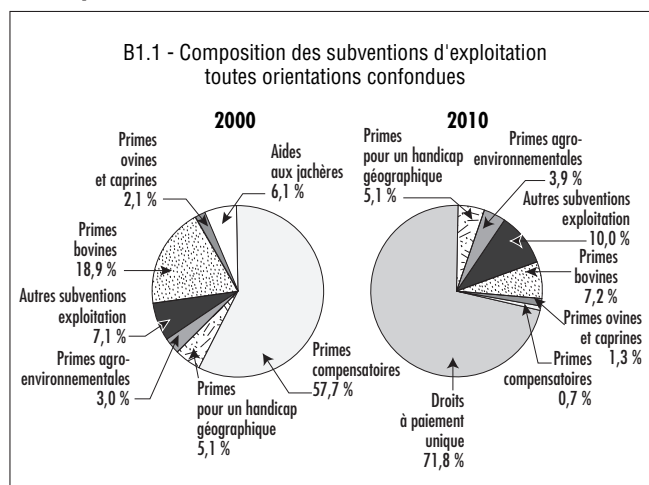
Source : RICA 2010

Composition des subventions d'exploitation

En 2010, plus de 90 % des exploitations ont perçu au moins une subvention d'exploitation. Si on retient uniquement les exploitations ayant pu bénéficier de ces aides, le montant s'élève en moyenne à plus de 34 100 euros. La prime unique (« DPU ») représente

72 % du total des subventions d'exploitation versées et près de 83 % des exploitations en ont bénéficié. La prime à la vache allaitante a été versée à près de 77 400 exploitations et s'élève pour les bénéficiaires à 8 600 euros en moyenne.

La prime unique représente plus de 70 % du total des aides en 2010



Source : RICA 2009 et 2010

Primes PAC

La politique agricole commune (PAC), profondément réformée en 1992 et 1993, avec la réduction des prix de soutien, l'obligation de mettre en jachères une partie des terres et l'instauration d'une série d'aides compensatrices aux produits (ou la revalorisation des aides existantes), a été à nouveau réformée en 2003, avec la création du paiement unique découplé. La France a choisi d'attendre 2006 pour mettre en œuvre le nouveau système de façon complète.

La physionomie des aides, déjà bouleversée lors des exercices 2006 et 2007 avec le découplage, a été de nouveau réformée pour l'exercice 2010 avec les évolutions de la Politique Agricole Commune. Toutes exploitations confondues, la prime unique représente désormais plus de 70 % des aides. Certaines aides ont été maintenues, avec des taux unitaires modifiés (notamment la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes). D'autres ont été supprimées (paiement à la surface pour les grandes cultures, aide à la jachère obligatoire, prime à l'abattage des bovins, prime à la brebis, etc.) pour être intégrées aux DPU. De nouvelles aides couplées à la production ont été créées : prime aux ovins, caprins, prime au développement de l'agriculture biologique, aux veaux sous la mère, à la diversité des assolements, etc...

B1.2 - Détail des subventions d'exploitation en 2010

	Moyenne par exploitation (millier d'euros)	Nombre d'exploitations en ayant (millier d'exploitations)	Moyenne pour les exploitations en ayant (millier d'euros)
Droits à paiement unique (« DPU »)	22,3	258,6	27,0
Primes bovines	2,3	115,8	6,1
Dont vaches allaitantes	2,1	77,4	8,6
Primes ovines et caprines	0,4	21,8	5,9
Primes compensatrices	0,2	49,8	1,3
Dont protéagineux	0,2	38,4	1,4
Primes pour handicap géographique	1,6	76,7	6,4
Primes agri-environnementales	1,2	67,6	5,6
Dont primes à l'herbe	0,7	46,7	5,0
Autres primes	3,1	225,0	4,3
Dont aides au secteur vin	0,1	9,1	5,0
aides au secteur fruits et légumes	0,2	8,3	9,3
aides lait montagne	0,1	14,1	2,4
aides agriculture biologique	0,1	4,8	4,1
aides à la diversité de l'assolement	0,3	30,9	2,6
aides accidents climatiques	0,2	19,5	3,3
aides régionales ou locales	0,5	88,3	1,9
Ensemble des primes et subventions	31,1	284,7	34,1

Source : RICA 2010

Répartition par orientation et par région

En 2010, les subventions d'exploitation s'élèvent à 31 100 euros en moyenne, en progression de 2 % par rapport à 2009. Au sein des orientations cultures générales, bovins viande et bovins mixte, le montant moyen des subventions d'exploitations dépasse 40 000 euros tandis qu'il reste inférieur à 10 000 euros en maraîchage, fleurs et horticulture diverses, et viticulture. En grandes cultures, le niveau des subventions d'exploitation a ten-

dance à diminuer tandis qu'il progresse en élevages d'herbivores, notamment à cause de la redistribution des aides (réforme dite du bilan de santé de la PAC). En moyenne cependant, les exploitations du bassin Parisien sont celles qui reçoivent le plus d'aides. Les élevages d'ovins et de bovins viande sont les exploitations qui bénéficient le plus du soutien au développement rural.

B2.1 - Subventions d'exploitation par orientation technico-économique en 2010

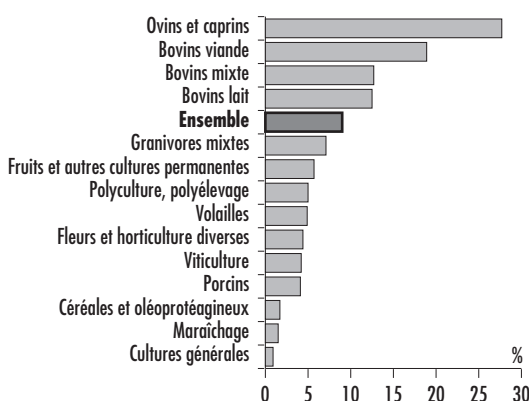
Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	2010	Évolution ¹ 10/09 %
Céréales et oléoprotéagineux	39,7	- 10,5
Cultures générales	45,1	- 5,5
Maraîchage	9,6	+ 12,8
Fleurs et horticulture diverses	3,3	+ 23,4
Viticulture	4,3	- 6,5
Fruits et autres cultures permanentes	15,8	- 3,0
Bovins lait	34,2	+ 13,5
Bovins viande	42,1	+ 6,6
Bovins mixte	48,8	+ 11,0
Ovins et caprins	38,6	+ 27,4
Porcins	22,0	+ 6,6
Volailles	17,4	- 6,5
Granivores mixtes	35,3	+ 4,2
Polyculture, polyélevage	41,7	- 0,8
Ensemble	31,1	+ 2,0

Source : RICA 2009 et 2010

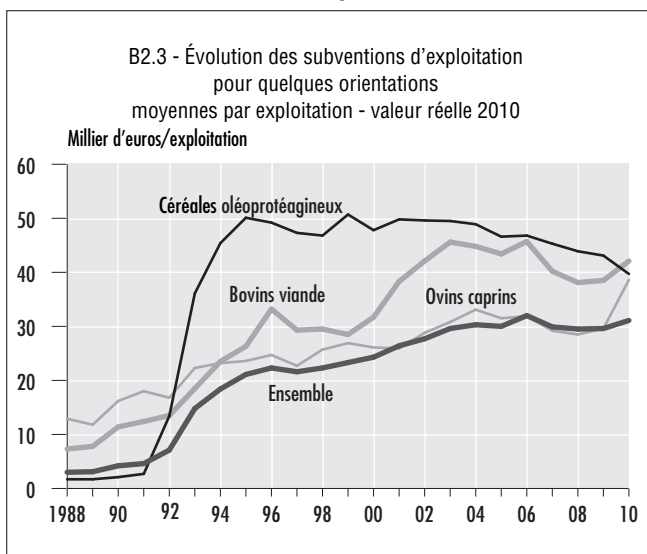
Les aides du second pilier : 9 % du total des subventions d'exploitation

B2.2 - Part des subventions d'exploitation relevant du second pilier² de la PAC selon l'orientation - année 2010



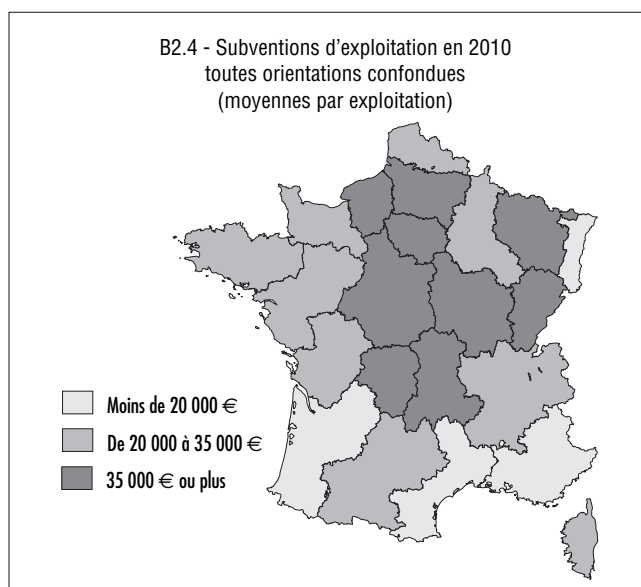
Source : RICA 2010

Céréales et oléoprotéagineux, des subventions d'exploitation en baisse



Source : RICA

En Picardie et en Lorraine, les subventions d'exploitation dépassent 50 000 euros en moyenne



Source : RICA 2010

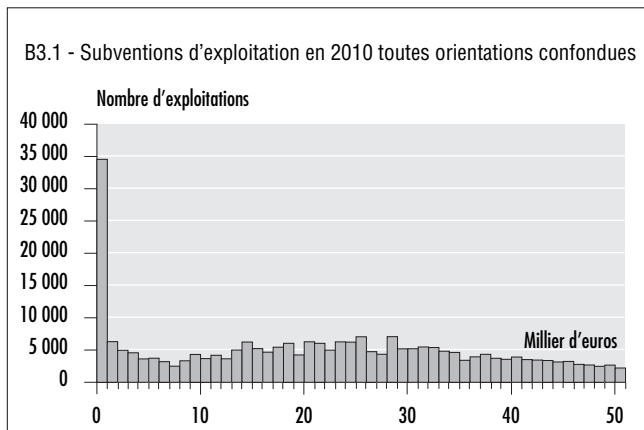
1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB.
 2. Les aides du second pilier regroupent les aides pour handicap naturel, la prime herbagère agroenvironnementale, les autres primes agroenvironnementales, les aides en faveur de la participation des agriculteurs à des régimes de qualité alimentaire, du premier boisement des terres agricoles et du développement rural.

Les dispersions

Le montant moyen des subventions d'exploitation perçues recouvre des situations très différentes vis-à-vis de l'attribution des aides et autres primes aux exploitations. En 2010, toutes orientations confondues, 27 500 exploitations, soit 8,8 % de l'effectif total, ne perçoivent aucune subvention d'exploitation. La situation n'est guère différente pour les 7 000 exploitations qui bénéficient d'aides pour un montant inférieur à 1 000 euros. Au total, la proportion des exploitations pour lesquelles les subventions sont nulles ou négligeables se monte

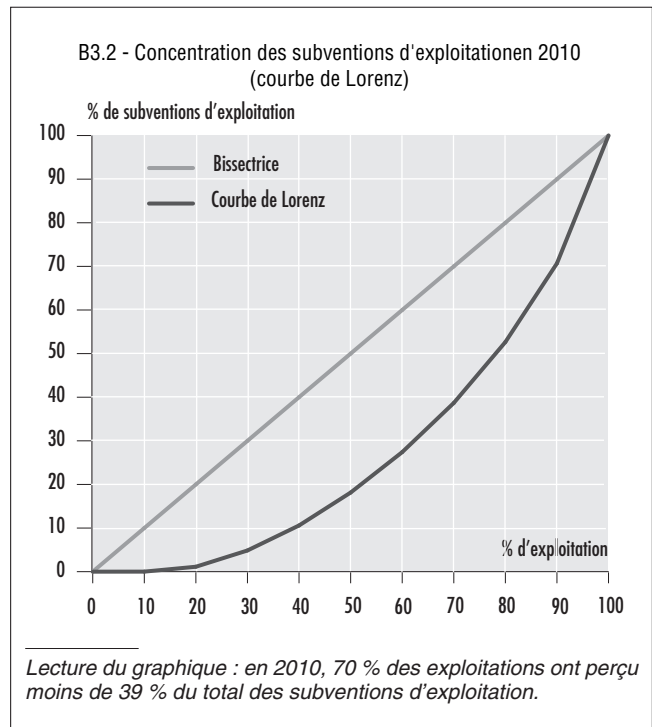
à 11 %. À l'inverse, 58 800 exploitations, soit 19 % de l'effectif perçoivent des aides d'un montant supérieur à 50 000 euros. Toutes orientations confondues, 30 % des exploitations se partagent 61 % du total des aides. Au sein d'une même orientation, de fortes disparités dans le niveau des aides peuvent être observées : c'est notamment le cas en bovins mixtes, en polyculture-polyélevage et en cultures générales.

Près de 35 000 exploitations ont perçu moins de 1 000 euros



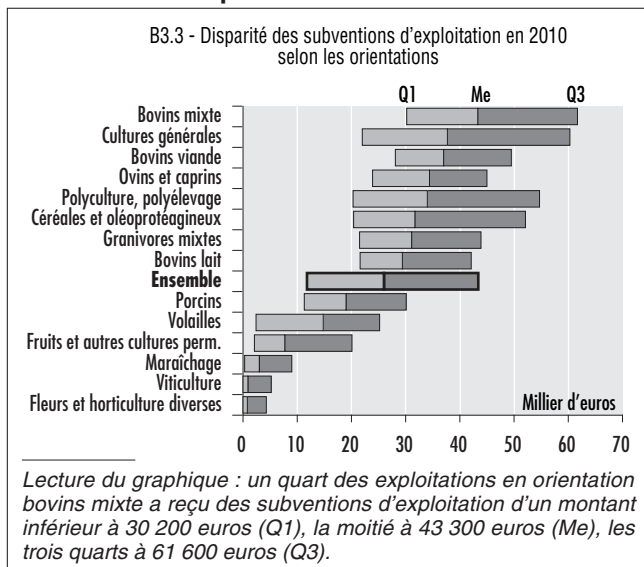
Source : RICA 2010

20 % des exploitations reçoivent 47 % du montant total des subventions d'exploitation



Source : RICA 2010

Pour la moitié des exploitations en bovins mixte, les subventions d'exploitations sont supérieures à 43 000 euros



Lecture du graphique : un quart des exploitations en orientation bovins mixte a reçu des subventions d'exploitation d'un montant inférieur à 30 200 euros (Q1), la moitié à 43 300 euros (Me), les trois quarts à 61 600 euros (Q3).

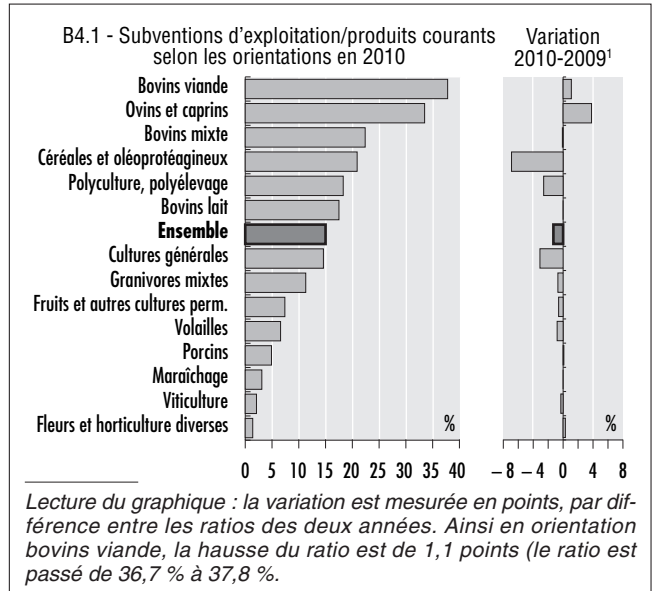
Source : RICA 2010

Ratios divers par orientation et par classe de dimension

En 2010 et toutes orientations confondues, la part des subventions d'exploitation dans les produits courants de l'exercice s'élève, en moyenne, à 15 %. La proportion dépasse 30 %, en moyenne, pour les exploitations spécialisées dans l'élevage des bovins pour la viande et des petits ruminants. Les subventions d'exploitation contribuent à mieux rémunérer le travail, lorsque la taille économique de l'exploitation s'accroît, en particulier dans les filières « céréales et oléoprotéagineux » et « bovin viande ».

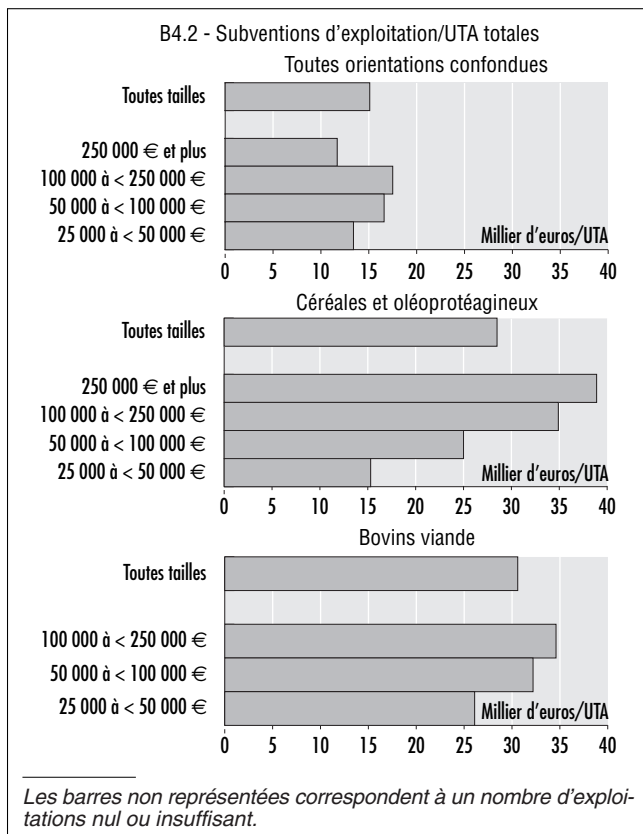
Le montant des subventions d'exploitation progresse avec l'accroissement de la taille économique, mais dans une proportion moindre.

En bovins viande et en ovins et caprins, la part des subventions d'exploitation dans le produit courant progresse



Lecture du graphique : la variation est mesurée en points, par différence entre les ratios des deux années. Ainsi en orientation bovins viande, la hausse du ratio est de 1,1 points (le ratio est passé de 36,7 % à 37,8 %).

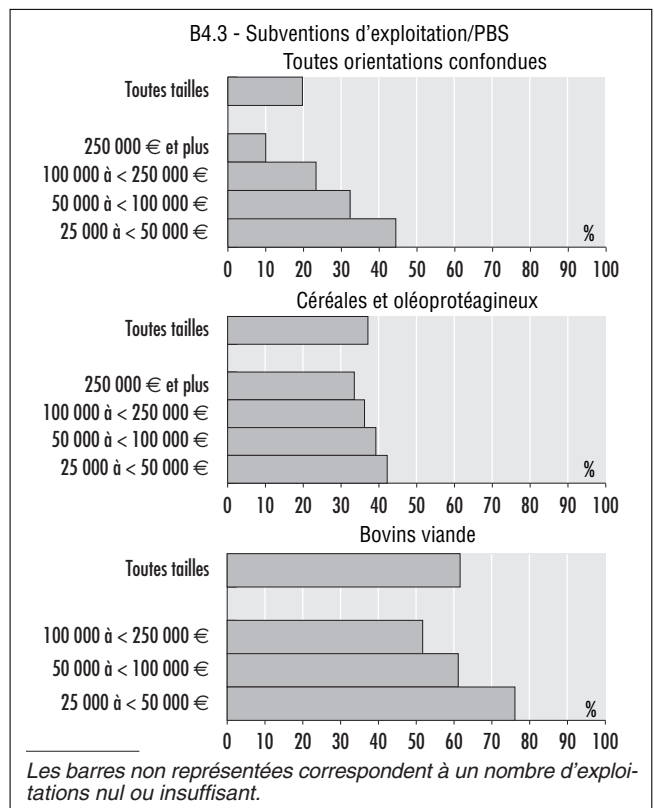
En céréales oléoprotéagineux et en bovins viande, les grandes exploitations tendent à toucher davantage de subventions par UTA (unité-travail/année)



Les barres non représentées correspondent à un nombre d'exploitations nul ou insuffisant.

Source : RICA 2010

À taille équivalente, plus de subventions par unité de taille en bovins viande qu'en céréales et oléoprotéagineux



Les barres non représentées correspondent à un nombre d'exploitations nul ou insuffisant.

Source : RICA 2010

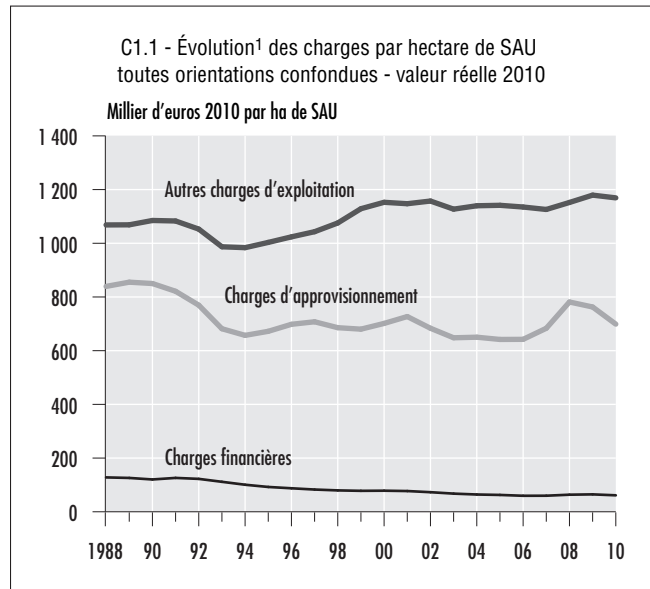
1. Les variations des ratios sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en points.

Les charges courantes : structure et évolution

En 2010, les charges courantes s'élèvent, en moyenne, à 161 700 euros par exploitation, en diminution de 2,2 %¹ par rapport à 2009. La baisse sensible des dépenses en engrais et amendements (-29,9 %¹) et en produits phytosanitaires (-6,5 %¹) contribue à la diminution des charges d'approvisionnement, tandis que les dépenses en aliments du bétail augmentent (+ 2,8 %¹). Les autres charges d'exploitation progressent modérément (+ 0,5 %¹), tirées notamment par l'augmentation des dépenses en assurances et des dotations aux amortissements. Les charges du personnel salarié diminuent alors que le volume de main-d'œuvre est resté stable : en 2010, le personnel occasionnel est exonéré de charges sociales.

Pour 100 euros de charges courantes, 36 euros sont des charges d'approvisionnement, 61 euros proviennent des autres charges d'exploitation et 3 euros sont des charges financières. Au cours des deux dernières décennies, la répartition des charges selon les trois catégories est restée relativement stable, même si on observe une relative érosion du poids des charges financières.

Depuis 10 ans, des charges courantes à l'hectare relativement stables



Source : RICA

Charges

C

C1.2 - Les charges courantes en 2010

Valeurs moyennes par exploitation, toutes orientations confondues

	2010 millier d'euros	Évolution ¹ 10/09 %	Structure en 2010 %
I - Charges d'exploitation	156,5	- 2,1	96,8
Approvisionnements	58,6	- 6,2	36,2
Engrais et amendements	9,9	- 29,9	6,1
Semences et plants	6,4	- 3,9	4,0
Produits phytosanitaires	8,6	- 6,5	5,3
Aliments du bétail	19,9	+ 2,8	12,3
Produits vétérinaires	2,7	+ 0,9	1,6
Fournitures	5,4	+ 1,9	3,3
Carburants, lubrifiants et combustibles stockés	5,6	+ 10,3	3,5
Autres charges d'exploitation	98,0	+ 0,5	60,6
Dont : Travaux pour cultures et élevages	9,6	+ 1,5	5,9
Loyers et fermages	12,1	- 1,9	7,5
Entretien des bâtiments et du matériel	7,7	+ 0,6	4,8
Assurances	5,5	+ 5,4	3,4
Charges du personnel salarié	12,3	- 1,6	7,6
Impôts et taxes	2,2	+ 0,3	1,3
Amortissements	27,1	+ 1,8	16,7
II - Charges financières	5,1	- 4,9	3,2
Charges financières à long ou moyen terme	4,2	- 1,3	2,6
Charges financières à court terme	1,0	- 17,0	0,6
I + II - Charges courantes	161,7	- 2,2	100,0

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA 2009 et 2010

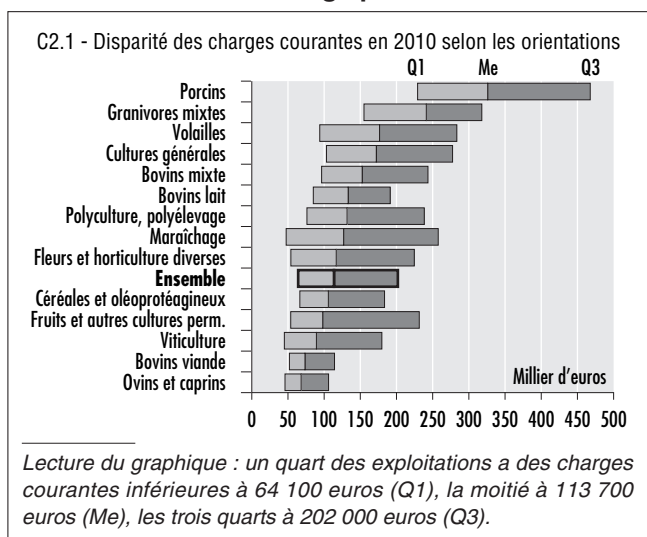
Les charges courantes selon les orientations

Il existe une grande dispersion des niveaux de charges courantes des exploitations à la fois entre les orientations et au sein d'une même orientation. Dans le cas d'élevages hors-sol (porcins ou volailles), on observe une dispersion importante qui s'explique en partie par la coexistence d'élevages sous contrat d'intégration (avec peu de charges d'approvisionnement) et d'élevages non intégrés. La taille des exploitations est un autre facteur explicatif. En particulier le niveau des charges plus faible, en moyenne, dans les orientations bovins viande et ovins caprins renvoie à des exploitations en général de plus petite taille.

Une part importante de charges d'approvisionnement parmi les charges courantes caractérise les exploitations des orientations porcins, volailles, tandis qu'une part faible est observée en viticulture et en fruits et autres cultures permanentes.

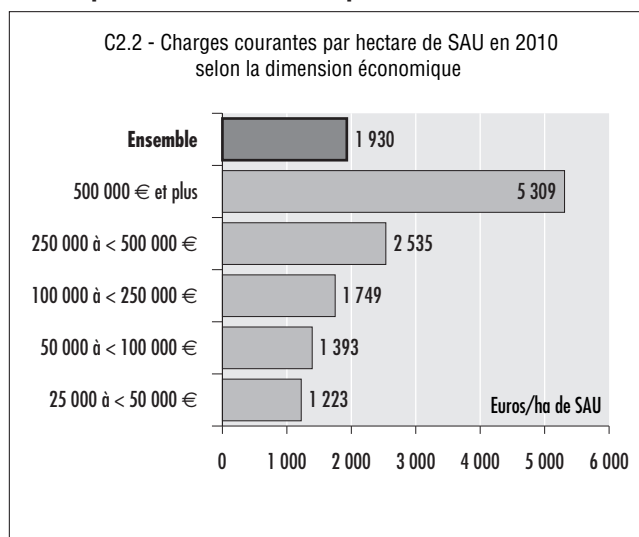
La baisse des charges d'engrais et de produits phytosanitaires profite surtout aux exploitations de grandes cultures (céréales oléoprotéagineux et cultures générales) et dans une moindre mesure en polyculture polyélevage dont le niveau des charges courantes diminue. La hausse du prix des aliments pour animaux est préjudiciable surtout aux exploitations spécialisées dans l'élevage des porcins et des volailles.

Des charges élevées et dispersées en élevage porcine



Source : RICA 2010

Les charges courantes s'élèvent en moyenne à plus de 1 900 euros par hectare de SAU



Source : RICA 2010

C2.3 - Charges courantes selon les orientations en 2010

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Charges courantes		dont							
			Charges d'exploitation				Charges financières			
	Charges d'approvisionnement		Autres charges d'exploitation		Total					
2010	Évolution ¹ 10/09 %	2010	Évolution ¹ 10/09 %	2010	Évolution ¹ 10/09 %	2010	Évolution ¹ 10/09 %	2010	Évolution ¹ 10/09 %	
Céréales et oléoprotéagineux	138,6	- 5,9	52,5	- 19,3	81,7	+ 4,6	134,2	- 6,0	4,5	- 1,8
Cultures générales	225,8	- 3,1	82,1	- 12,4	137,0	+ 3,1	219,1	- 3,1	6,7	- 2,7
Maraîchage	248,4	+ 2,2	80,7	+ 1,9	163,3	+ 2,6	244,0	+ 2,4	4,4	- 8,7
Fleurs et horticulture diverses	197,2	- 3,0	80,9	- 0,5	113,2	- 4,5	194,1	- 2,9	3,1	- 8,8
Viticulture	151,0	- 1,5	29,1	- 4,8	117,3	- 0,3	146,4	- 1,2	4,6	- 8,3
Fruits et autres cultur. perm.	184,4	- 1,2	33,7	- 4,8	147,1	- 0,4	180,8	- 1,2	3,6	- 0,8
Bovins lait	151,9	+ 0,2	54,6	- 1,6	91,5	+ 1,5	146,1	+ 0,3	5,8	- 3,4
Bovins viande	91,1	- 0,2	29,9	- 0,4	57,9	+ 0,2	87,8	+ 0,0	3,3	- 6,6
Bovins mixte	176,4	+ 1,5	65,8	- 1,1	103,8	+ 3,2	169,6	+ 1,6	6,8	+ 0,8
Ovins et caprins	87,5	+ 1,6	32,0	- 0,4	52,7	+ 3,1	84,7	+ 1,8	2,8	- 2,3
Porcins	394,6	- 1,1	242,9	+ 1,5	140,2	- 3,9	383,1	- 0,6	11,5	- 14,5
Volailles	223,0	+ 2,6	130,7	+ 3,8	86,8	+ 1,8	217,5	+ 2,9	5,5	- 9,8
Granivores mixtes	256,1	+ 1,6	134,2	- 0,4	113,7	+ 4,5	247,9	+ 1,9	8,2	- 5,9
Polyculture, polyélevage	179,0	- 1,7	66,5	- 9,1	106,3	+ 3,5	172,9	- 1,6	6,1	- 5,4
ENSEMBLE	161,7	- 1,6	58,6	- 6,2	98,0	+ 1,4	156,5	- 1,5	5,1	- 4,9

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée de l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA 2008 et 2009

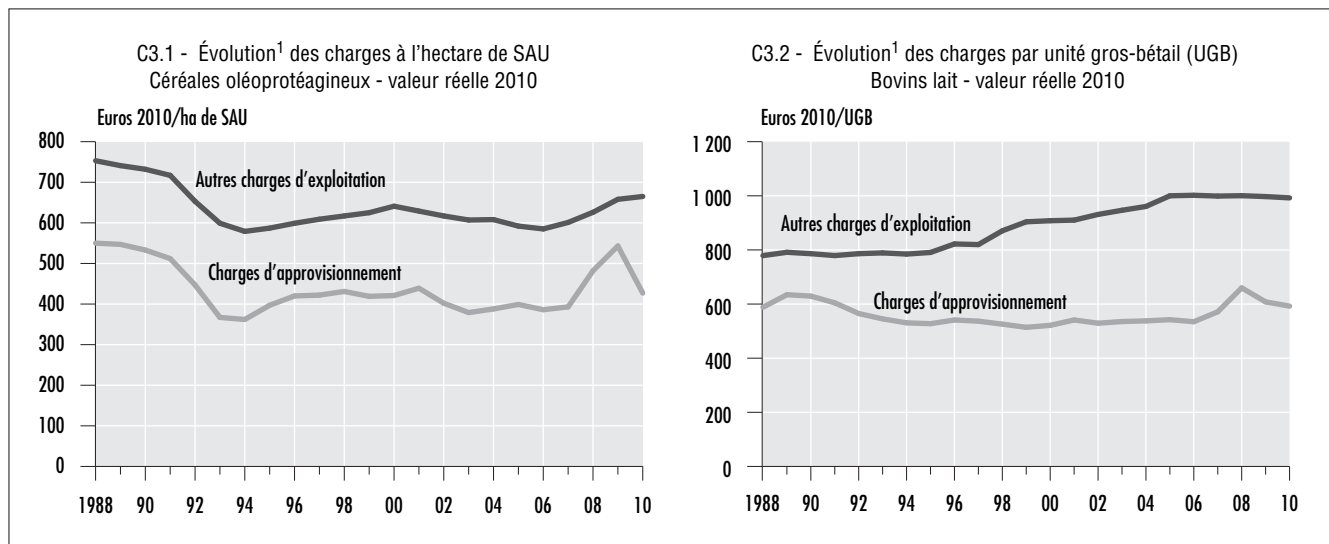
Les charges d'approvisionnement

En 2010, les charges d'approvisionnement atteignent, en moyenne, 58 600 euros par exploitation. Elles sont en baisse de 6,2 % par rapport à l'année précédente¹. La forte diminution des charges spécifiques aux cultures (engrais et amendements, semences et plants et produits phytosanitaires) compense largement l'augmentation des dépenses en aliments du bétail et en énergie stockée.

La structure de ces charges diffère selon la spécialisation des exploitations. Dans les orientations de grandes cultures (céréales oléoprotéagineux et cultures

générales), les charges d'approvisionnement sont composées pour plus de 80 % par des dépenses en amendements, engrais et produits phytosanitaires. Pour ces deux orientations, les charges d'approvisionnement ont fortement diminué en 2010. Les charges en semences et plants, en fournitures et en énergie représentent en moyenne plus de 75 % des charges d'approvisionnement pour les exploitations des orientations maraîchage et fruits et autres cultures permanentes. En orientation porcins, le coût des aliments constitue plus de 80 % des charges d'approvisionnement qui s'élève à 242 900 euros en moyenne.

En céréales oléoprotéagineux, les charges d'approvisionnement en repli après deux années de hausse



Source : RICA

C3.3 - Charges d'approvisionnement en 2010 selon les orientations

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Engrais et amendements	Semences et plants	Produits phytosanitaires	Aliments du bétail	Produits vétérinaires	Fournitures	Carburants lubrifiants et combustibles	Ensemble
Céréales et oléoprotéagineux	19,3	8,0	17,3	0,9	0,2	0,6	6,3	52,5
Cultures générales	24,5	19,6	22,2	3,4	0,4	3,5	8,6	82,1
Maraîchage	11,9	24,7	7,2	0,1	0,0	18,0	18,6	80,7
Fleurs et horticulture diverses	10,4	42,8	3,4	0,0	0,0	16,2	8,1	80,9
Viticulture	2,8	1,0	7,8	0,1	0,0	15,2	2,1	29,1
Fruits et autres cultures permanentes	5,6	2,2	12,1	0,3	0,0	9,5	4,0	33,7
Bovins lait	7,2	4,6	3,9	25,2	4,3	4,2	5,3	54,6
Bovins viande	4,8	1,5	1,4	12,6	3,1	2,5	4,1	29,9
Bovins mixte	9,1	4,5	4,2	30,4	5,3	5,1	7,1	65,8
Ovins et caprins	3,8	1,6	1,1	17,9	2,5	1,9	3,2	32,0
Porcins	4,9	5,3	6,1	199,3	19,4	2,7	5,2	242,9
Volailles	4,7	3,6	4,0	97,8	6,6	4,6	9,4	130,7
Granivores mixtes	6,6	5,7	5,4	94,0	10,0	4,8	7,7	134,2
Polyculture, polyélevage	13,6	7,3	11,1	21,0	3,1	2,9	7,4	66,5
ENSEMBLE	9,9	6,4	8,6	19,9	2,7	5,4	5,6	58,6

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

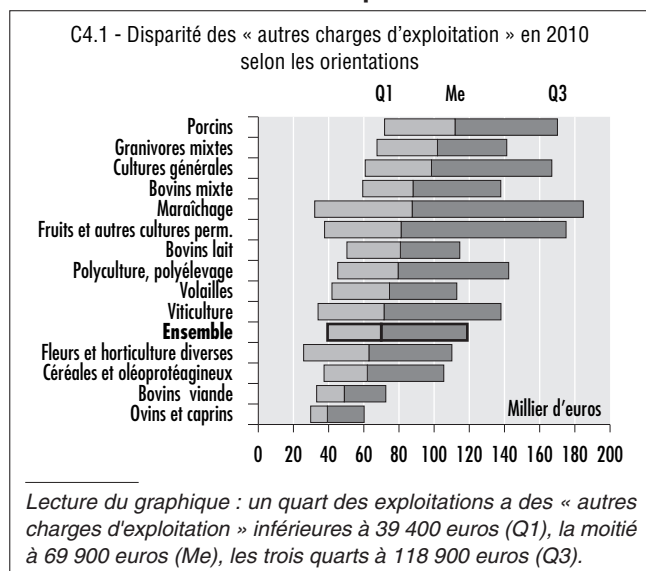
Source : RICA 2010

Les autres charges d'exploitation

En 2010, les autres charges d'exploitation (les charges d'exploitation après déduction des charges d'approvisionnement) s'élèvent à 98 400 euros par exploitation en moyenne. La composition de ces charges dépend de la spécialisation des exploitations et, en général, est fortement marquée par le poids des dotations aux amortissements. Ceux-ci représentent, en moyenne, plus de 30 % des autres charges d'exploitation dans les orientations qui emploient peu de personnel salarié : céréales et oléoprotéagineux et celles spécialisées dans l'élevage. Les charges de personnel salarié représentent plus de 35 % des autres charges d'exploitation au sein des orientations maraîchage, fleurs et horticulture

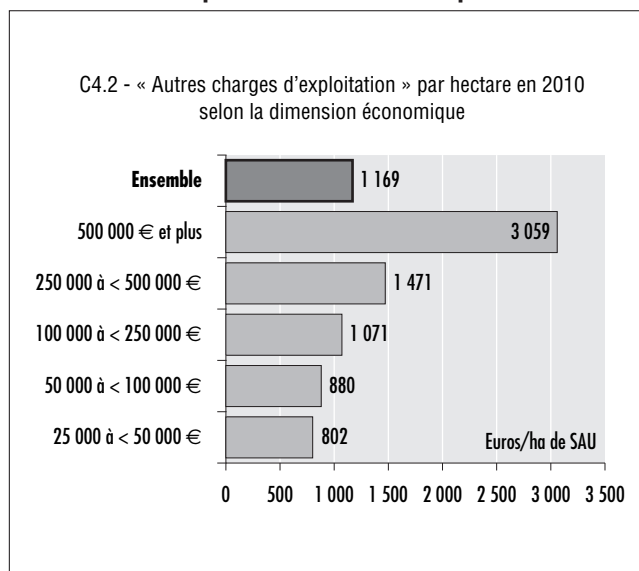
diverses, et fruits et autres cultures permanentes. Cette proportion s'élève à plus de 43 %, pour les deux premières orientations si on intègre le coût du personnel mis à disposition de l'exploitation. Des charges de personnel élevées caractérisent également la viticulture. Pour l'ensemble des exploitations, en 2010, les autres charges d'exploitation sont en hausse modérée (+ 0,5 %). La progression des dépenses en énergie non stockée, en travaux pour cultures et élevage, en assurances et les dotations aux amortissements contribuent pour l'essentiel à la hausse des autres charges d'exploitation.

Les « autres charges d'exploitation » plus dispersées en maraîchage et en fruits et autres cultures permanentes



Source : RICA 2010

Les « autres charges d'exploitation » s'élèvent à plus de 1 100 euros par hectare



Source : RICA 2010

C4.3 - Autres charges d'exploitation en 2010 selon les orientations

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientations	Travaux pour cultures et élevages	Loyers et fermages	Entretien bâtiments et matériel	Assurances	Charges de personnel	Impôts et taxes	Amortissements	Autres ¹	Ensemble
Céréales et oléoprotéagineux	7,1	14,1	7,5	6,3	3,9	2,2	27,4	13,2	81,7
Cultures générales	12,5	21,8	11,8	8,0	18,9	3,8	38,1	22,1	137,0
Maraîchage	4,2	5,5	8,4	5,3	58,0	1,6	26,9	53,4	163,3
Fleurs et horticulture diverses	1,1	2,7	5,2	4,7	46,3	1,9	18,6	32,6	113,2
Viticulture	6,4	17,8	6,2	4,7	30,3	3,3	20,1	28,4	117,3
Fruits et autres cultures perm.	6,9	7,5	7,2	7,2	53,2	2,0	22,9	40,2	147,1
Bovins lait	13,6	10,0	8,3	4,7	2,7	1,7	29,9	20,7	91,5
Bovins viande	5,5	8,1	5,5	4,0	1,5	1,2	20,0	12,1	57,9
Bovins mixte	13,3	12,7	9,8	5,7	2,7	1,9	35,7	22,1	103,8
Ovins et caprins	5,3	4,8	5,4	3,6	1,7	1,0	18,0	12,8	52,7
Porcins	20,7	8,2	9,8	6,2	15,7	2,4	40,9	36,1	140,2
Volailles	13,9	5,7	6,6	5,5	5,1	1,6	26,3	22,0	86,8
Granivores mixtes	17,2	10,5	9,3	6,1	5,0	2,2	35,5	28,0	113,7
Polyculture, polyélevage	11,6	13,3	9,8	6,6	8,0	2,3	33,0	21,8	106,3
ENSEMBLE	9,6	12,1	7,7	5,5	12,3	2,2	27,1	21,6	98,0

1. Somme des charges en eau, gaz, électricité, petit matériel et autres fournitures, redevances de crédit-bail, honoraires, frais de transport, frais de gestion.

Source : RICA 2010

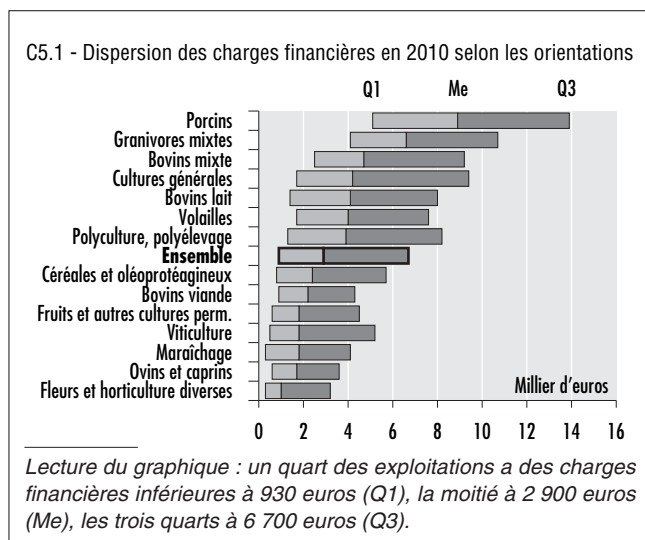
Les charges financières

D'un montant moyen de 5 100 euros par exploitation en 2010, les charges financières diminuent de 4,9 %, par rapport à l'année précédente, principalement sous l'effet de la baisse de l'endettement à court terme consécutive à une conjoncture redevenue plus favorable. Les charges financières reflètent principalement les décisions d'investissement prises au cours des exercices antérieurs.

Le niveau des charges financières est en moyenne sensiblement plus élevé pour les exploitations en orien-

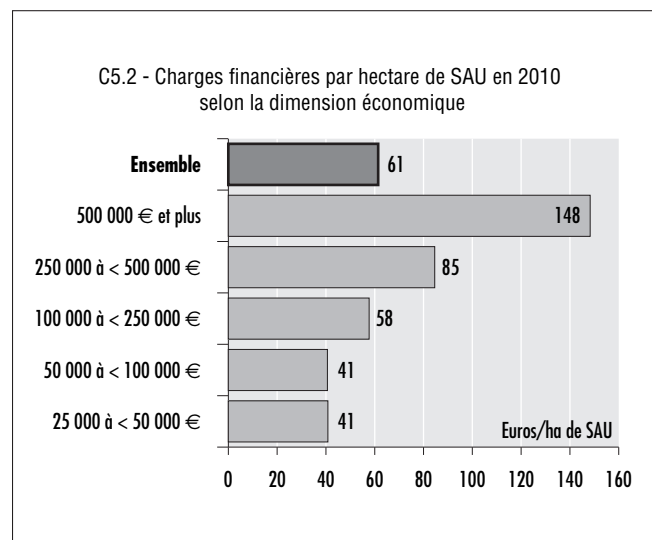
tation porcins qu'en bovins viande ou ovins caprins. La part des charges financières dans l'ensemble des charges courantes, 3,2 % toutes orientations confondues, atteint près de 4 % en bovins lait et en bovins mixte. Le taux d'intérêt apparent (rapport des charges financières à l'ensemble des dettes) s'élève à 3,2 %, soit une baisse de 0,2 point par rapport à 2009. Depuis le début de la décennie, le taux d'intérêt apparent a sensiblement diminué (- 1,1 point par rapport à l'année 2000), rendant l'endettement plus avantageux.

Des charges financières plus fortes en élevage porcins et en bovins mixte



Source : RICA 2010

Les charges financières s'élèvent à 61 euros par hectare en 2010



Source : RICA 2010

C5.3 - Charges financières en 2010 selon les orientations

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Charges financières totales	Charges financières à long ou moyen terme	Charges financières à court terme	Taux d'intérêt apparent %
Céréales et oléoprotéagineux	4,5	3,2	1,2	3,6
Cultures générales	6,7	5,6	1,2	3,1
Maraîchage	4,4	3,7	0,8	2,9
Fleurs et horticulture diverses	3,1	2,6	0,5	2,7
Viticulture	4,6	3,5	1,1	2,6
Fruits et autres cultures permanentes	3,6	2,8	0,8	2,7
Bovins lait	5,8	5,0	0,8	3,5
Bovins viande	3,3	2,9	0,5	3,2
Bovins mixte	6,8	5,6	1,2	3,2
Ovins et caprins	2,8	2,4	0,4	3,1
Porcins	11,5	8,9	2,6	3,5
Volailles	5,5	4,4	1,1	3,4
Granivores mixtes	8,2	6,6	1,6	3,5
Polyculture, polyélevage	6,1	5,0	1,1	3,4
ENSEMBLE	5,1	4,2	1,0	3,2

Source : RICA 2010

Les charges sociales de l'exploitant

Les charges sociales de l'exploitant sont destinées à financer les caisses d'assurances maladie et vieillesse de l'exploitant et des coexploitants non salariés. Dans le RICA, elles sont exclues des charges de l'exploitation, de même que les prestations sociales sont exclues des produits, et ne participent donc pas à la formation du résultat de l'exploitation. Elles sont néanmoins enregistrées de façon extra-comptable. Les charges sociales de l'exploitant sont calculées sur la base des résultats des trois années précédentes, ou sur option, sur ceux de l'année précédente. De ce fait, un temps de latence s'observe entre les variations des résultats et les variations des cotisations.

En 2010, ces charges s'élèvent, en moyenne, à 9 300 euros par exploitation, et ont diminué de 9,4 % en un an. En 2010, les charges sociales de l'exploitant représentent 20 % du résultat courant avant impôts (charges sociales non déduites) contre 49 % en 2009, année avec une conjoncture très déprimée. La proportion de ces charges sociales dans le RCAI s'élève à 28 % en bovins viande et dépasse 30 % en orientation fruits et autres cultures permanentes.

Les charges sociales de l'exploitant sont, en moyenne, sensiblement plus élevées parmi les exploitations de l'orientation grandes cultures que parmi celles en bovins viande ou en ovins caprins.

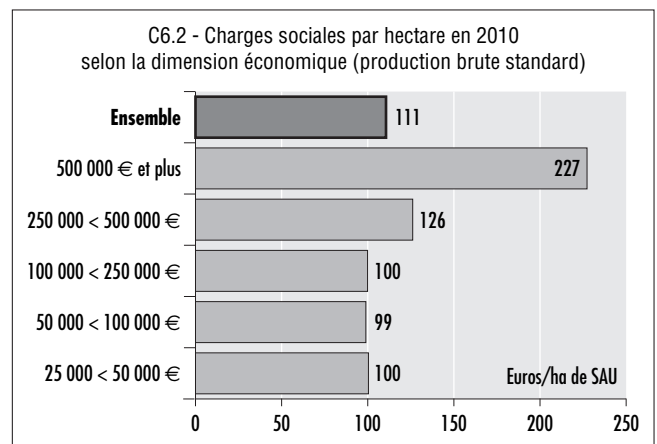
C6.1 - Charges sociales de l'exploitant selon les orientations en 2010

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	2010 millier d'euros	Évolution ¹ 10/09 %
Céréales et oléoprotéagineux	9,4	- 17,0
Cultures générales	14,3	- 13,3
Maraîchage	11,7	+ 3,0
Fleurs et horticulture diverses	9,3	- 0,9
Viticulture	10,9	- 10,1
Fruits et autres cultures perm.	9,1	- 5,5
Bovins lait	8,7	- 8,5
Bovins viande	5,7	- 4,0
Bovins mixte	9,2	- 5,5
Ovins et caprins	5,7	+ 2,9
Porcins	8,9	- 5,0
Volailles	9,6	- 3,1
Granivores mixtes	10,6	- 2,6
Polyculture, polyélevage	10,0	- 9,1
ENSEMBLE	9,3	- 9,4

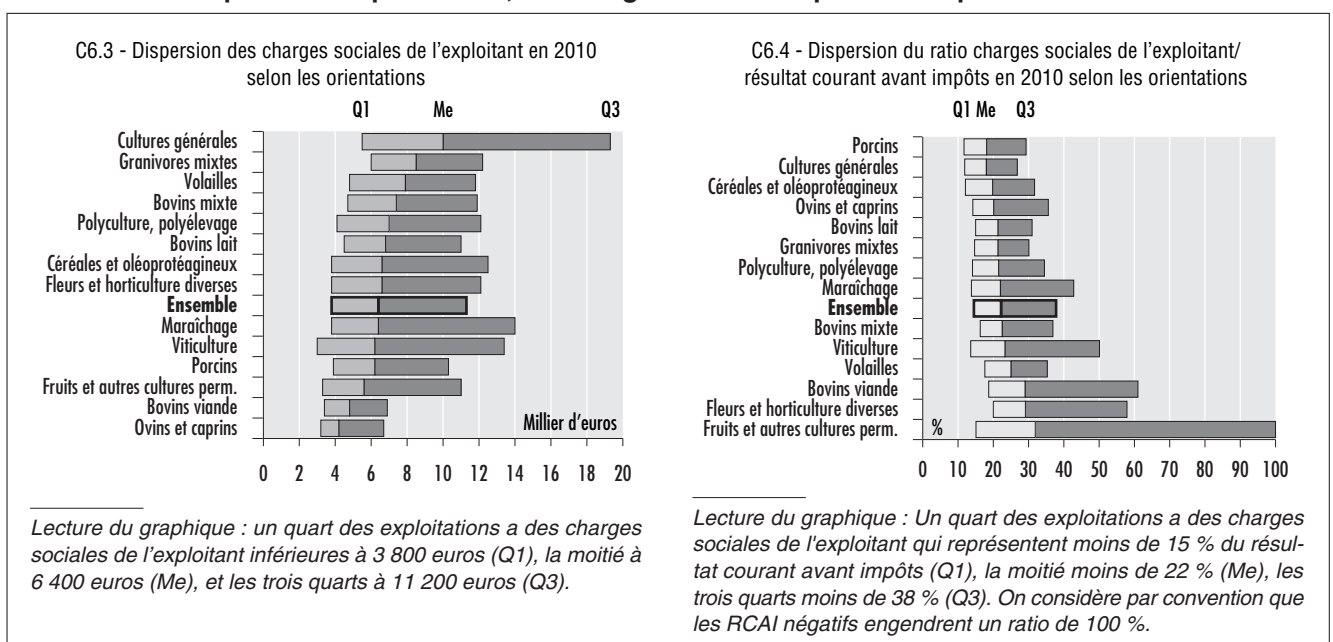
Source : RICA 2009 et 2010

En 2010, les charges sociales de l'exploitant s'élèvent en moyenne à 110 euros par hectare



Source : RICA 2010

Pour un quart des exploitations, les charges sociales représentent plus de 37 % du RCAI



1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

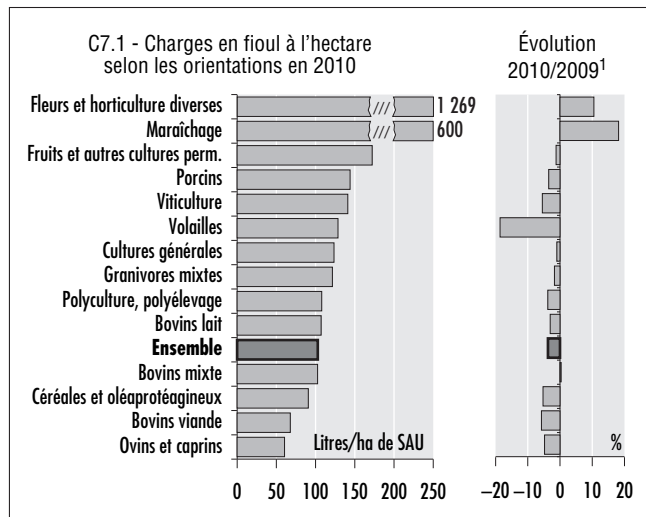
Source : RICA 2010

Les charges en énergie selon les orientations

En 2010, les dépenses en énergie s'élèvent à 8 800 euros en moyenne par exploitation soit 106 euros par hectare de superficie agricole utilisée. Ces charges progressent de 9,4 % en moyenne par rapport 2009. L'augmentation concerne toutes les sources d'énergie et affecte toutes les orientations. Les dépenses en énergie représentent, en moyenne, 5,5 % des charges courantes. En maraîchage et en fleurs et horticultures diverses, les parts des dépenses

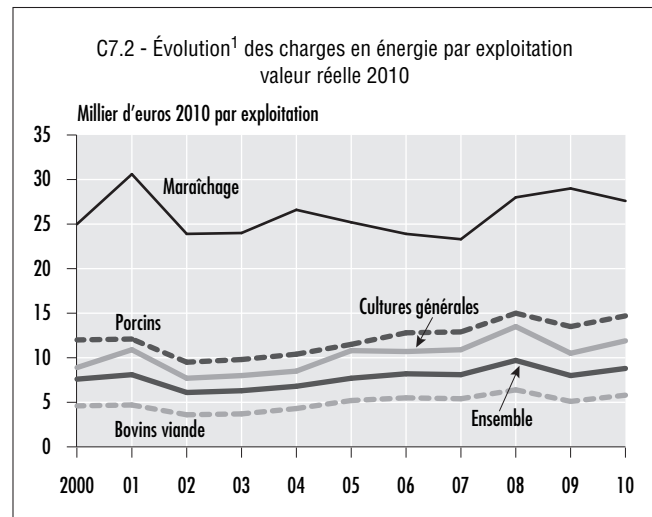
en énergie dans les charges courantes, qui correspondent majoritairement à des consommations de gaz, s'élèvent respectivement à 11,1 % et à 8,6 %. Les combustibles fossiles (fuel domestique, gasoil et gaz) constituent plus des trois quarts des dépenses en énergie des exploitations agricoles. Mais en orientation porcins, les dépenses en électricité s'élèvent à 58 % des charges d'énergie.

Un peu plus de 100 litres de fioul domestique consommé par hectare



Source : RICA 2009 et 2010

Après une baisse en 2009, les dépenses en énergie repartent à la hausse



Source : RICA

C7.3 - Charges en énergie selon les orientations en 2010

Moyennes par exploitation, en millier d'euros pour les valeurs monétaires

Orientation	Charges totales en énergie (valeur)		Dont						Fioul domestique (quantité 1 000 l)	
			Fioul domestique (carburant et combustible)		Électricité		Autres (gaz stocké ou non, gazole à la pompe, divers)			
	2010	Évolution ¹ 10/09 %	2010	Évolution ¹ 10/09 %	2010	Évolution ¹ 10/09 %	2010	Évolution ¹ 10/09 %	2010	Évolution ¹ 10/09 %
Céréales et oléoprotéagineux	8,4	+ 5,9	5,6	+ 3,5	1,3	+ 12,7	1,5	+ 9,7	11,2	- 4,1
Cultures générales	11,9	+ 13,1	7,5	+ 13,0	2,4	+ 12,8	2,1	+ 13,5	14,9	+ 0,0
Maraîchage	27,6	+ 9,3	4,4	+ 25,7	3,6	+ 10,6	19,6	+ 6,2	8,7	+ 17,5
Fleurs et horticulture diverses	17,0	+ 6,7	3,8	+ 27,0	3,4	+ 7,2	9,8	+ 0,1	7,3	+ 10,1
Viticulture	4,8	+ 4,8	1,7	+ 0,1	1,1	+ 5,2	2,1	+ 8,8	3,1	- 4,7
Fruits et autres cultur. perm.	8,2	+ 7,0	3,0	+ 6,8	2,8	+ 6,7	2,4	+ 7,6	5,5	+ 0,2
Bovins lait	8,4	+ 12,5	4,9	+ 17,5	2,4	+ 6,4	1,1	+ 6,0	9,2	- 0,5
Bovins viande	5,8	+ 9,4	3,7	+ 11,8	0,8	+ 3,8	1,3	+ 6,2	6,9	- 3,3
Bovins mixte	10,3	+ 15,4	6,5	+ 21,5	2,3	+ 4,2	1,6	+ 9,9	12,3	+ 2,3
Ovins et caprins	5,3	+ 8,4	2,8	+ 7,6	1,2	+ 9,7	1,3	+ 9,1	5,2	- 2,5
Porcins	14,7	+ 8,8	4,7	+ 18,3	8,5	+ 5,3	1,5	+ 3,2	8,7	- 1,7
Volailles	14,0	+ 6,7	3,2	- 8,7	3,4	+ 7,6	7,4	+ 14,6	6,0	- 17,1
Granivores mixtes	13,1	+ 13,7	5,3	+ 18,6	4,4	+ 12,4	3,4	+ 8,4	10,1	+ 0,8
Polyculture, polyélevage	10,6	+ 12,3	6,3	+ 13,3	2,2	+ 6,3	2,2	+ 16,0	12,1	- 1,8
ENSEMBLE	8,8	+ 9,4	4,5	+ 10,9	2,0	+ 7,5	2,4	+ 8,4	8,6	- 1,9

1. Toutes les évolutions sont calculées sur un échantillon constant. Les évolutions des valeurs monétaires sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA 2009 et 2010

La formation du résultat courant

Le résultat courant avant impôts (RCAI) est la différence entre les produits courants et les charges courantes. Les produits courants se composent principalement de la production de l'exercice et des subventions d'exploitation. La production de l'exercice est déterminée par le volume des différentes spéculations et leur valorisation. En 2010, la production des exploitations est évaluée par le RICA à 173 400 euros en moyenne. La forte contribution des subventions d'exploitation dans la formation du résultat courant avant impôts est depuis plusieurs années une caractéristique des orientations grandes cultures et herbivores. Cette caractéristique est aussi observée plus récemment en orientation fruits et autres cultures permanentes et dans celles spécialisées dans l'élevage des granivores.

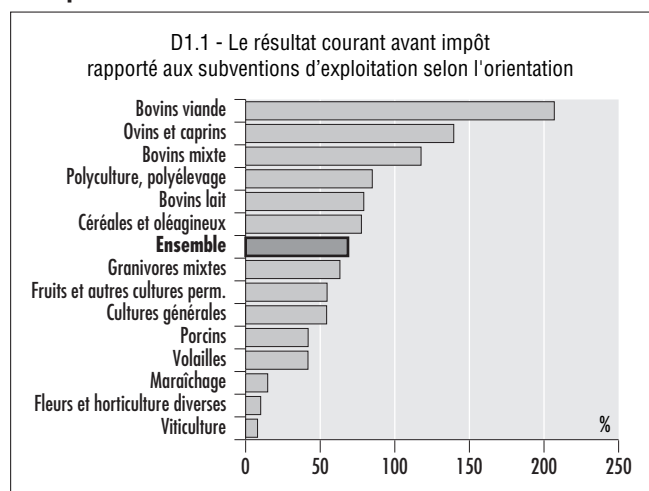
Les charges courantes sont constituées d'une part de charges d'exploitation et d'autre part de charges financières. Dans l'ensemble des charges d'exploitation, on

distingue les consommations intermédiaires, c'est-à-dire la valeur des biens et services incorporés dans le processus de production. Le rapport des consommations intermédiaires sur l'ensemble des produits est structurellement important pour l'orientation porcins (70 %) et faible en viticulture (37 %).

Le RCAI, qui peut être interprété comme un revenu d'entreprise hors opérations exceptionnelles, s'élève en moyenne et en 2010, à 45 400 euros. Ce revenu est le plus élevé de la décennie après celui de l'année 2007, ceux de 2008 et 2009 étaient en fort repli.

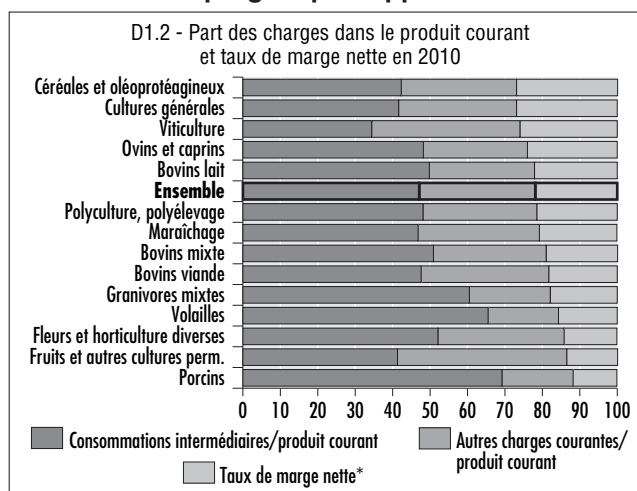
Le rapport du résultat courant avant impôt sur l'ensemble des produits courants (production de l'exercice + subventions d'exploitation) détermine le taux de marge nette de l'exploitation agricole, qui s'élève à 21,9 % en 2010. Le taux de marge le plus faible est observé en orientation porcins (11,7 % en moyenne).

Dans trois orientations : viticulture, maraîchage, horticulture, la contribution des subventions d'exploitation au RCAI reste relativement modeste



Source : RICA 2010

La marge nette s'élève à près de 22 % en 2010, en net progrès par rapport à 2009



Source : RICA 2010

D1.3 - Soldes intermédiaires de gestion en 2010

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientations	Production de l'exercice	Consommations intermédiaires (CI)	Valeur ajoutée ¹	Subventions d'exploitation	Excédent brut d'exploitation (EBE)	Autres charges que CI	RCAI	Résultat de l'exercice
Céréales et oléoprotéagineux	146,1	80,2	60,5	39,7	81,6	58,4	51,2	58,1
Cultures générales	258,2	128,5	122,7	45,1	126,3	97,3	83,1	93,7
Maraîchage	299,9	146,7	149,7	9,6	95,2	101,7	65,0	70,4
Fleurs et horticulture diverses	224,6	119,8	100,5	3,3	53,6	77,4	32,5	35,9
Viticulture	197,8	70,2	123,1	4,3	77,0	80,9	53,1	54,1
Fruits et autres cultures perm.	194,6	88,0	99,7	15,8	54,1	96,4	28,9	33,8
Bovins lait	158,8	97,1	57,2	34,2	78,1	54,7	43,2	48,4
Bovins viande	67,8	53,1	10,8	42,1	43,2	38,0	20,3	25,0
Bovins mixte	166,9	110,9	50,5	48,8	83,4	65,5	41,5	48,1
Ovins et caprins	75,0	55,5	16,0	38,6	48,2	32,0	27,7	32,4
Porcins	422,2	309,6	106,7	22,0	103,8	85,0	52,5	55,9
Volailles	245,1	173,2	66,6	17,4	72,7	49,8	41,5	44,4
Granivores mixtes	272,3	188,6	78,0	35,3	98,7	67,5	55,9	60,9
Polyculture, polyélevage	181,9	109,6	66,3	41,7	86,2	69,3	49,1	56,1
ENSEMBLE	173,0	97,5	70,5	31,1	76,5	64,2	45,4	50,6

* Taux de marge nette = résultat courant avant impôts/produit courant.

1. La valeur ajoutée est ici obtenue à partir de la production de l'exercice diminuée des consommations intermédiaires et des primes d'assurance.

Source : RICA 2010

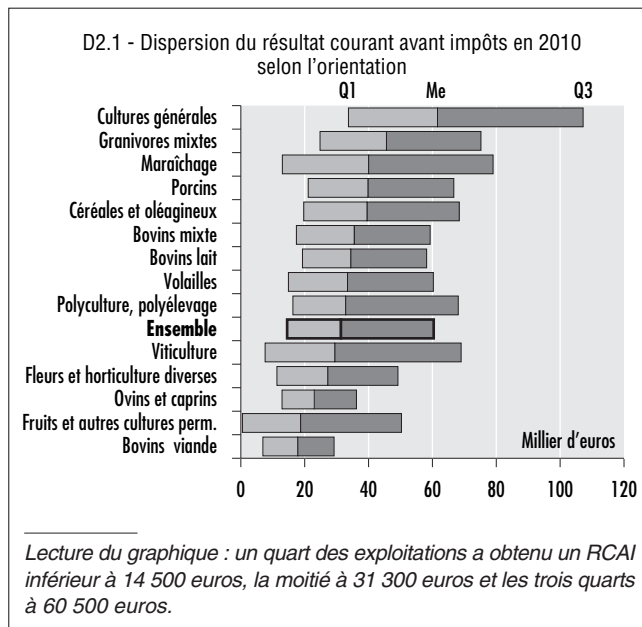
Les niveaux et disparités du résultat courant

Selon les orientations technico-économiques, les valeurs médianes du résultat courant avant impôts (RCAI) s'échelonnent entre 17 800 euros en bovins viande et 61 500 euros en cultures générales. Les disparités entre orientations ont une composante structurelle. Sur les 10 dernières années, les exploitations de l'orientation cultures générales obtiennent en moyenne des résultats sensiblement plus élevés que celles de l'orientation ovins caprins ou bovins viande.

Cependant, l'orientation n'explique que partiellement la dispersion du RCAI, car celle-ci demeure importante au sein de chaque spécialisation. Elle est spécialement

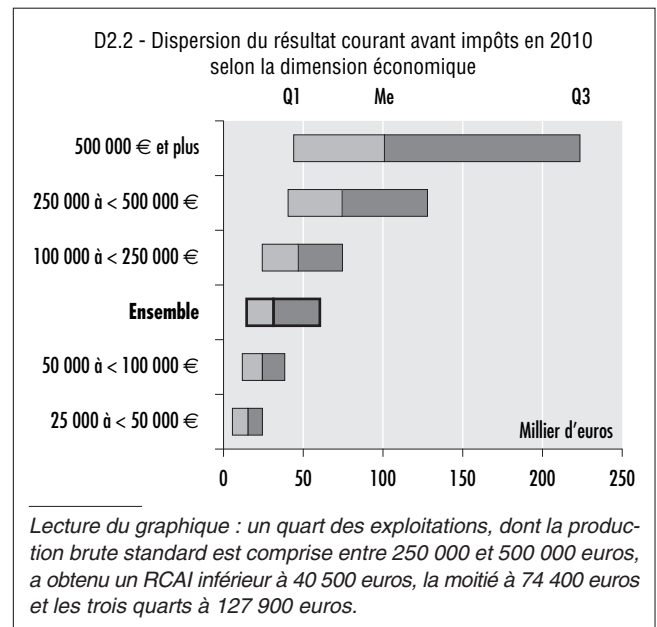
marquée dans l'orientation viticulture. De façon générale, la dispersion des résultats est plus importante au sein des orientations de production végétale que parmi des orientations animales. Selon les classes de dimension économique, les valeurs médianes du résultat courant avant impôts s'échelonnent entre 15 200 euros pour les exploitations de la classe la plus petite (25 000 à moins de 50 000 € de PBS) et 100 900 euros pour celles de la classe de taille la plus importante (PBS supérieure ou égale à 500 000 €). La dispersion du RCAI, qui s'était réduite en 2009, s'est à nouveau accrue à la faveur d'une conjoncture redevenue favorable.

Malgré une conjoncture redevenue favorable, pour un quart des exploitations, le RCAI est inférieur à 14 500 euros



Source : RICA 2010

La moitié des exploitations de très grande taille (PBS ≥ 500 000 €) ont obtenu un RCAI supérieur à 100 000 euros



Source : RICA 2010

D2.3 - Déciles¹ du résultat courant avant impôts selon les orientations

En millier d'euros

Orientation	Déciles								
	1er	2e	3e	4e	5e	6e	7e	8e	9e
Céréales et oléoprotéagineux	6,9	16,5	23,3	31,0	39,5	47,7	60,4	79,5	111,6
Cultures générales	16,8	27,9	39,1	49,8	61,5	79,8	97,5	118,3	155,1
Maraîchage	- 0,4	10,6	15,4	27,9	40,0	50,8	65,9	91,3	149,4
Fleurs et horticulture diverses	- 1,6	4,9	13,4	20,5	27,2	32,0	42,1	63,3	81,9
Viticulture	- 8,5	4,3	11,9	20,4	29,4	42,9	56,6	85,9	135,9
Fruits et autres cultures perm.	- 11,7	- 1,4	3,5	10,1	18,7	26,1	38,7	59,6	83,7
Bovins lait	9,3	16,0	21,8	28,8	34,5	42,9	52,5	65,2	87,5
Bovins viande	- 2,2	4,8	10,2	14,4	17,8	21,5	26,4	33,4	44,2
Bovins mixte	5,3	16,0	19,9	26,0	35,5	40,9	50,9	68,3	89,6
Ovins et caprins	- 0,6	9,2	14,7	19,1	23,1	30,0	33,7	40,7	55,4
Porcins	5,8	17,0	23,0	31,1	39,8	50,4	58,0	83,5	119,2
Volailles	6,1	11,6	17,3	25,8	33,4	42,7	50,8	65,6	78,6
Granivores mixtes	15,1	24,0	30,3	37,0	45,6	55,3	64,7	83,0	102,3
Polyculture, polyélevage	2,5	14,0	20,2	26,5	32,8	43,6	59,0	78,1	113,9
ENSEMBLE	1,0	11,1	17,5	24,0	31,3	40,5	52,7	70,6	102,8

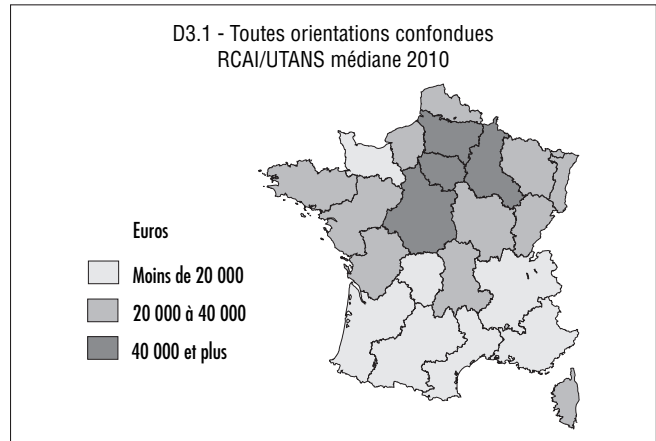
1. Les neuf déciles séparent la population en dix groupes d'effectifs égaux. Ainsi, un dixième des exploitations obtient un résultat inférieur à 1 000 euros (1^{er} décile). La même proportion obtient un résultat supérieur à 102 800 euros (9^e décile).

Source : RICA 2010

Les niveaux et disparités du revenu par unité de travail non salariée

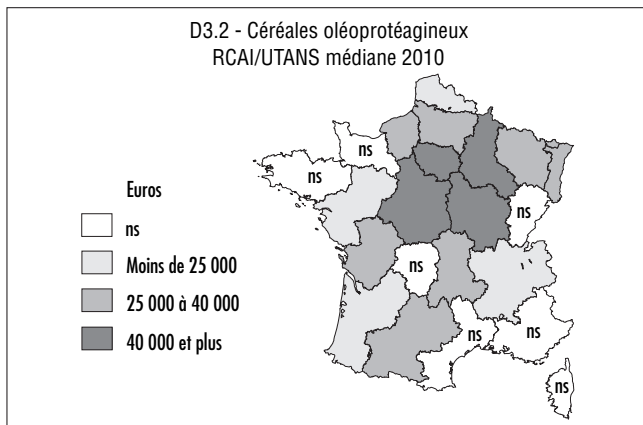
Le résultat courant avant impôts (RCAI) par unité de travail annuel non salariée (UTANS) médian atteint 23 700 euros, soit près de 2 000 euros par mois, cet indicateur de revenu correspondant à la rémunération du travail de l'exploitant et de sa famille et à celle des capitaux propres. L'indicateur de revenu atteint, toutes orientations confondues, 57 800 en Champagne-Ardenne contre moins de 12 000 euros en Languedoc-Roussillon et en Aquitaine, les différences de revenus sont expliquées pour partie par la situation de la viticulture très différente dans les trois régions. De façon générale, les revenus sont plus élevés dans les régions situées dans la moitié nord du territoire métropolitain. La taille économique des exploitations y est en moyenne plus importante, et la plupart de ces régions ont pu profiter en 2010 d'une conjoncture particulièrement favorable aux grandes cultures.

Des revenus médians plus élevés en Champagne-Ardenne et en Île-de-France



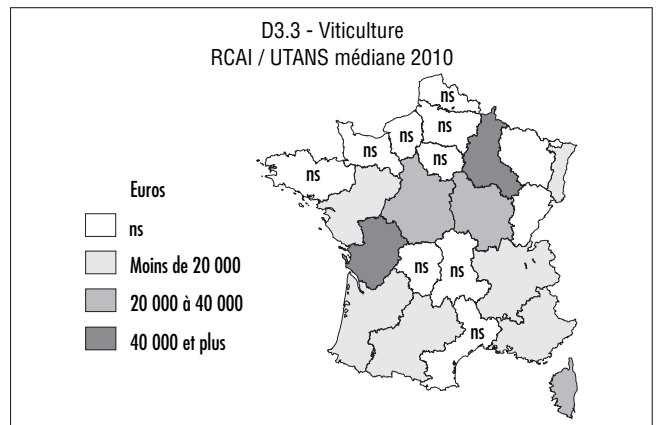
Source : RICA 2010

Céréales oléoprotéagineux, des revenus médians plus élevés en Île-de-France, Champagne-Ardenne et Centre



Source : RICA 2010

Viticulture, des revenus médians encore sensiblement plus élevés en Champagne-Ardenne et en Poitou-Charentes



Source : RICA 2010

D3.4 - Disparités inter-régionales par orientation

Résultat courant avant impôts par unité de travail annuel non salariée

En millier d'euros

Orientation	France entière	Valeurs médianes ¹ 2010	
		dont région la plus faible ²	dont région la plus forte ²
Céréales et oléoprotéagineux	34,8	16,8 Aquitaine	52,4 Île-de-France
Cultures générales	47,6	21,5 Midi-Pyrénées	76,7 Île-de-France
Maraîchage	22,2	15,0 Provence-Alpes-Côte d'Azur	21,5 Languedoc-Roussillon
Fleurs et horticulture diverses	20,6	14,2 Provence-Alpes-Côte d'Azur	20,6 Pays de la Loire
Viticulture	24,1	8,3 Pays de la Loire	86,6 Champagne-Ardenne
Fruits et autres cultures perm.	13,4	2,5 Midi-Pyrénées	23,1 Rhône-Alpes
Bovins lait	23,1	10,4 Aquitaine	30,3 Franche-Comté
Bovins viande	14,8	8,9 Aquitaine	19,5 Bourgogne
Bovins mixte	21,4	16,1 Rhône-Alpes	24,6 Auvergne
Ovins et caprins	17,5	12,4 Aquitaine	26,4 Poitou-Charentes
Porcins	25,8	³	29,1 Bretagne
Volailles	27,3	10,3 Aquitaine	38,2 Bretagne
Granivores mixtes	26,0	18,4 Pays de la Loire	33,7 Bretagne
Polyculture, polyélevage	24,6	17,2 Rhône-Alpes	43,1 Picardie
ENSEMBLE	23,7	14,1 Languedoc-Roussillon	57,8 Champagne-Ardenne

1. Pour un ensemble géographique donné, la valeur retenue est la médiane, valeur qui sépare la population d'exploitations en deux groupes d'effectifs égaux.

2. Pour une orientation de production donnée, sont retenues parmi les régions ayant suffisamment d'exploitations, celles qui possèdent la plus faible ou la plus forte médiane.

3. Le nombre d'exploitations des autres régions ne permet pas d'analyser la médiane de cette orientation.

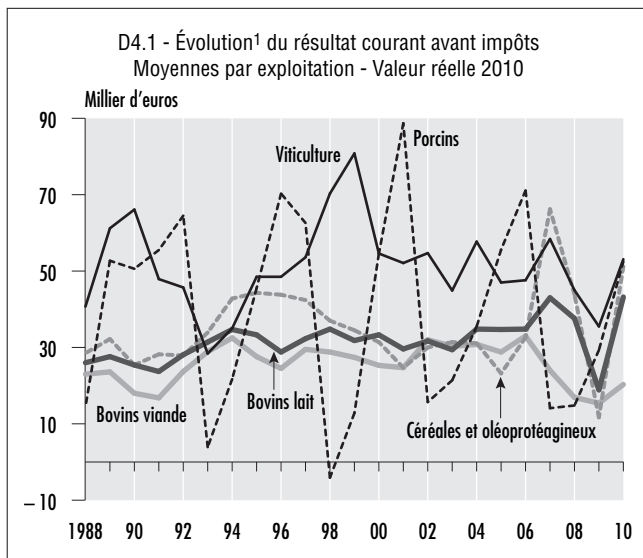
Source : RICA 2010

Les évolutions du résultat courant

Après avoir fortement chuté en 2008 et 2009, le résultat courant avant impôts (RCAI), atteint, avec 45 400 euros par exploitation, en 2010, le niveau le plus élevé de la décennie, après celui de l'année 2007. Des prix agricoles à la production plus élevés expliquent, pour l'essentiel, cette amélioration. La progression du RCAI, en 2010 par rapport à 2009, est observée, avec une

ampleur variable, dans toutes les orientations. Depuis le milieu de la décennie, les variations du RCAI moyen sont beaucoup plus heurtées, en particulier en grandes cultures et en bovins lait. En tendance, depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, le RCAI moyen est stable alors que la taille économique des exploitations s'est sensiblement accrue.

Depuis 2006, les variations du RCAI sont plus heurtées



Source : RICA

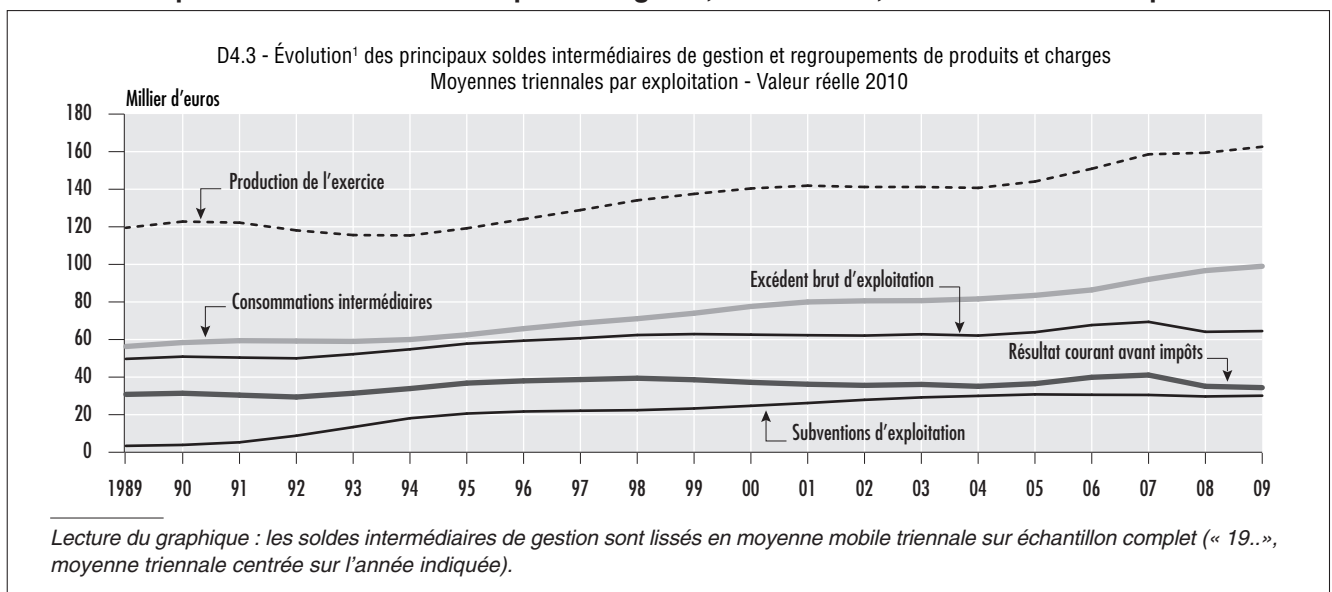
D4.2 - Les résultats courants avant impôts selon les orientations en 2010

Valeurs moyennes par exploitation

Orientation	2010 millier d'euros	Évolution ² 10/09 %
Céréales et oléoprotéagineux	51,2	376,6
Cultures générales	83,1	155,1
Maraîchage	65,0	75,3
Fleurs et horticulture diverses	32,5	23,3
Viticulture	53,1	51,7
Fruits et autres cultures permanentes	28,9	61,6
Bovins lait	43,2	123,4
Bovins viande	20,3	31,0
Bovins mixte	41,5	105,9
Ovins et caprins	27,7	73,5
Porcins	52,5	68,5
Volailles	41,5	30,1
Granivores mixtes	55,9	78,3
Polyculture, polyélevage	49,1	178,5
ENSEMBLE	45,4	116,5

Source : RICA 2009 et 2010

Depuis le milieu des années quatre-vingt-dix, en tendance, le RCAI ne s'accroît pas



Lecture du graphique : les soldes intermédiaires de gestion sont lissés en moyenne mobile triennale sur échantillon complet (« 19.. », moyenne triennale centrée sur l'année indiquée).

1. Les séries sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice du prix du PIB.

2. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

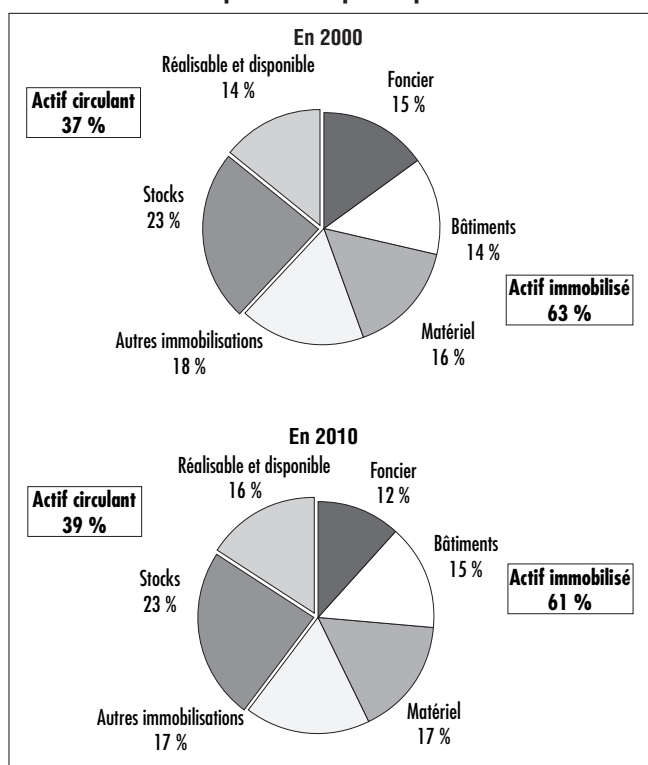
Source : RICA

L'actif : structure et évolution

À la clôture de l'exercice 2010, l'actif des exploitations agricoles suivies par le RICA s'élève à 389 100 euros en moyenne par exploitation, soit une progression de 2,9 % par rapport à 2009, augmentation expliquée par l'appréciation des éléments de l'actif circulant. Les immobilisations représentent un peu plus de 60 % de l'actif. Entre 2000 et 2010, la part du foncier dans l'actif total a diminué de façon sensible - 3,5 points). Cette contraction ne résulte pas d'une réduction de la surface des exploitations, mais du développement du fermage. Les terres des exploitations qui disparaissent autorisent

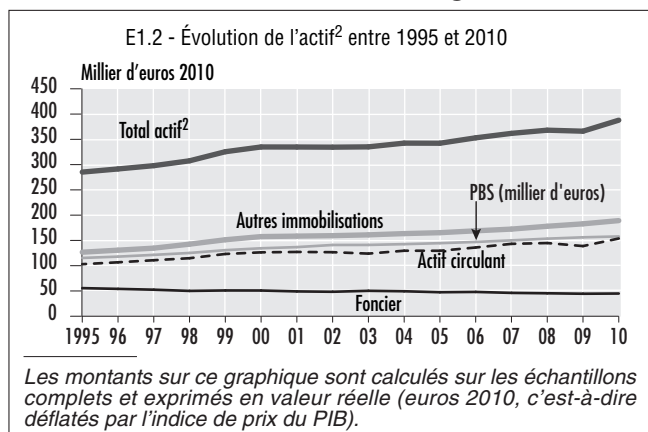
l'agrandissement des exploitations pérennes, la location demeurant le mode de reprise le plus fréquent. Au sein des exploitations en forme sociétaire, les terres des différents associés ne figurent généralement pas au bilan de l'exploitation. Les montants d'actifs les plus élevés se rencontrent au sein de la viticulture (551 000 euros en moyenne par exploitation), suivi de l'élevage de bovins mixtes (492 300 euros). Les actifs les plus faibles sont observés en horticulture, en maraîchage et en ovins, caprins avec des montants inférieurs à 250 000 euros.

Le foncier ne représente plus que 12 % de l'actif



Source : RICA 2000 et 2010

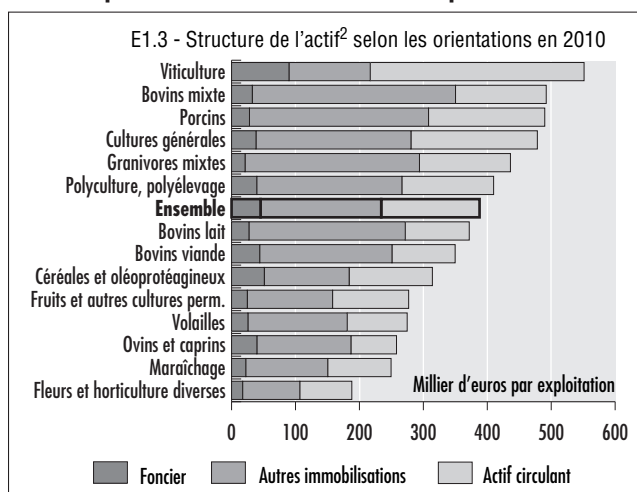
En valeur réelle, l'actif circulant augmente en 2010



Source : RICA

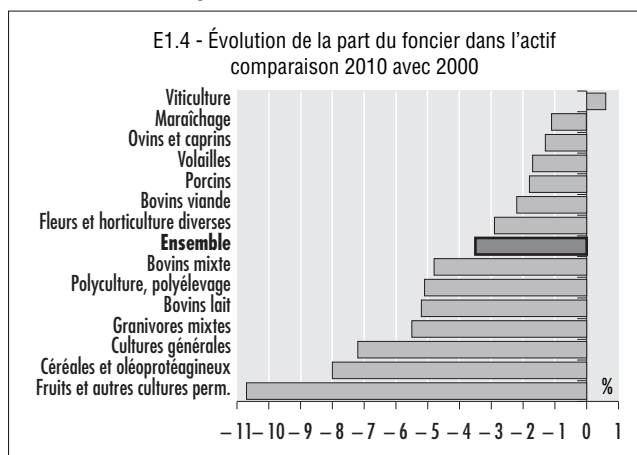
1. Total actif hors compte de régularisation.

La viticulture d'appellation se caractérise par des actifs circulants importants



Source : RICA 2010

Recul quasi général de la part du foncier dans l'actif



Source : RICA 2000 et 2010

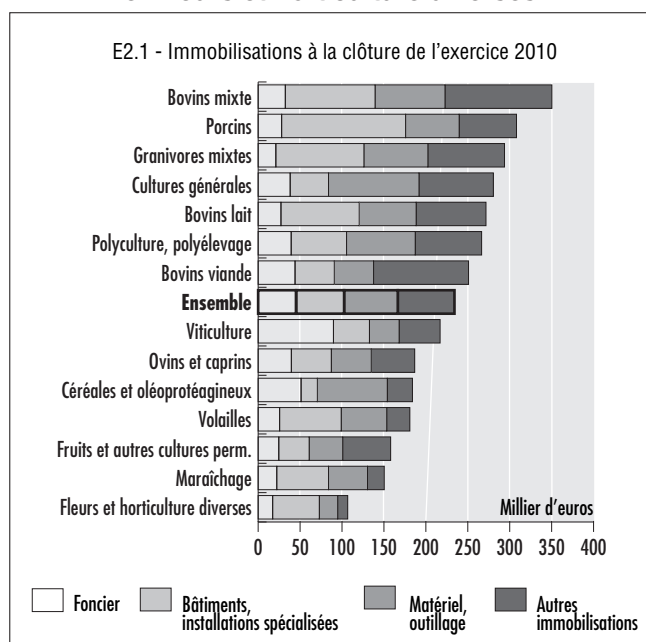
Actif investissement
E

L'actif immobilisé

Dans les orientations bovins viande et bovins mixte, le niveau relativement élevé des actifs immobilisés s'explique par la prise en compte des animaux reproducteurs et des bâtiments d'élevage. La part importante des bâtiments dans l'actif immobilisé caractérise aussi les exploitations spécialisées porcines. En grandes cultures, la part du matériel et de l'outillage dans l'actif immobilisé est prépondérante, tandis que l'importance du foncier caractérise la viticulture

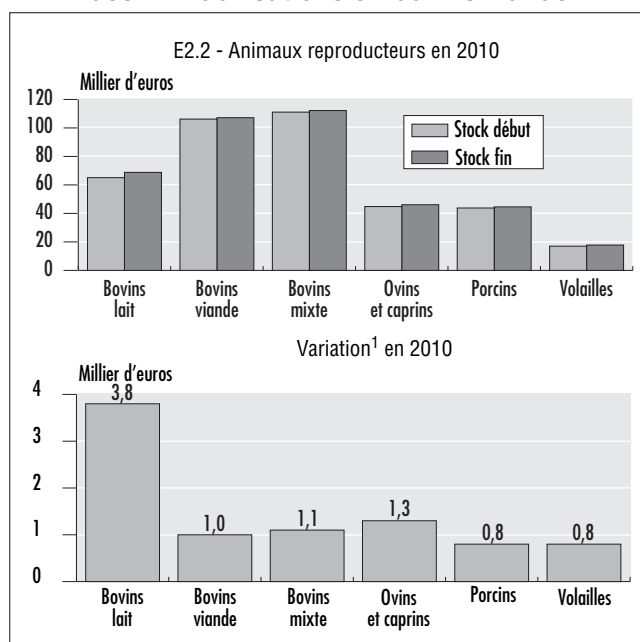
d'appellation. Dans les exploitations des orientations maraîchage, fleurs et horticulture diverses, et fruits et autres cultures permanentes, la valeur de l'actif immobilisé est moins élevée, en moyenne, que dans les autres orientations. Les plantations constituent une part très significative parmi les actifs immobilisés des arboriculteurs et des viticulteurs, alors que le maraîchage et l'horticulture sont caractérisés par une part élevée des installations spécialisées.

Les bâtiments et installations spécialisées représentent 52 % des immobilisations en fleurs et horticulture diverses



Source : RICA 2010

Le cheptel reproducteur représente plus de 40 % des immobilisations en bovins viande



Source : RICA 2010

E2.3 - Immobilisations à la clôture de l'exercice 2010

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Foncier	Bâtiments et installations spécialisées	Dont		Matériel et outillage	Plantations	Animaux reproducteurs	Total immobilisations ²
			Constructions	Installations spécialisées				
Céréales et oléoprotéagineux	51,2	19,4	15,3	4,1	83,4	0,3	5,0	184,0
Cultures générales	38,2	45,7	33,9	11,9	107,9	0,8	8,0	280,5
Maraîchage	22,2	61,7	40,4	21,4	46,5	5,3	1,7	150,4
Fleurs et horticulture diverses	17,3	55,6	32,1	23,5	21,9	3,1	0,0	106,7
Viticulture	89,8	42,9	37,9	5,0	35,4	36,5	0,4	217,0
Fruits et autres cultures permanentes	24,6	36,2	21,0	15,2	40,0	39,8	1,4	158,0
Bovins lait	27,2	93,3	79,1	14,2	67,9	0,1	68,8	271,7
Bovins viande	44,0	46,8	43,3	3,5	46,8	0,0	107,2	250,8
Bovins mixte	32,4	107,0	94,2	12,8	83,4	0,1	112,2	350,3
Ovins et caprins	39,6	47,6	41,3	6,3	47,7	0,0	46,1	186,7
Porcins	28,0	147,8	138,7	9,1	63,9	0,1	44,6	308,1
Volailles	25,6	73,4	57,9	15,5	54,3	0,4	17,8	180,9
Granivores mixtes	21,1	105,0	92,4	12,7	76,3	0,0	72,7	293,9
Polyculture, polyélevage	39,4	66,0	54,4	11,6	81,9	3,6	51,9	266,4
ENSEMBLE	45,3	57,2	48,0	9,2	64,0	7,2	40,5	234,1
Variation 2010 - 2009 ¹	+ 0,2	- 0,1	- 0,2	+ 0,1	- 1,5	- 0,2	+ 0,4	- 0,9

1. Les variations sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en euros 2010 à l'aide de l'indice de prix du PIB.

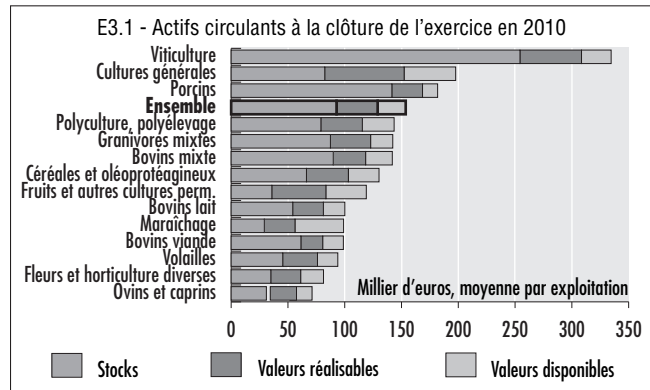
2. Le total des immobilisations comprend les immobilisations incorporelles et financières.

Source : RICA 2010

L'actif circulant

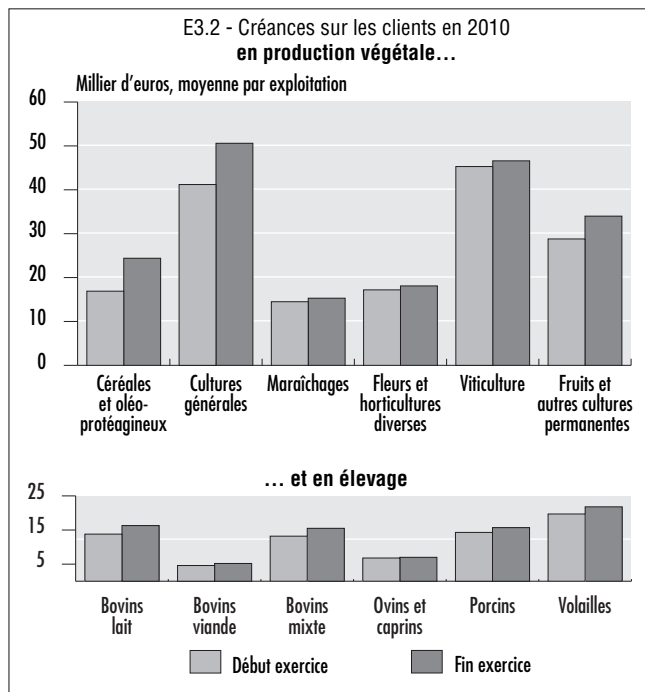
La structure de l'actif circulant présente des différences importantes selon les orientations. La viticulture se caractérise par des volumes élevés de vins en cours de vinification, en conséquence les stocks représentent une part importante de l'actif circulant (76 %). Il en est de même en élevage des porcins, avec des effectifs importants d'animaux en cours d'élevage. Des valeurs réalisables, principalement des créances sur les clients, et des valeurs disponibles relativement élevées à la clôture de l'exercice, en principe en fin d'année, caractérisent le cycle d'exploitation des producteurs de fruits et d'autres cultures permanentes.

Importance des stocks en viticulture et élevage porcine



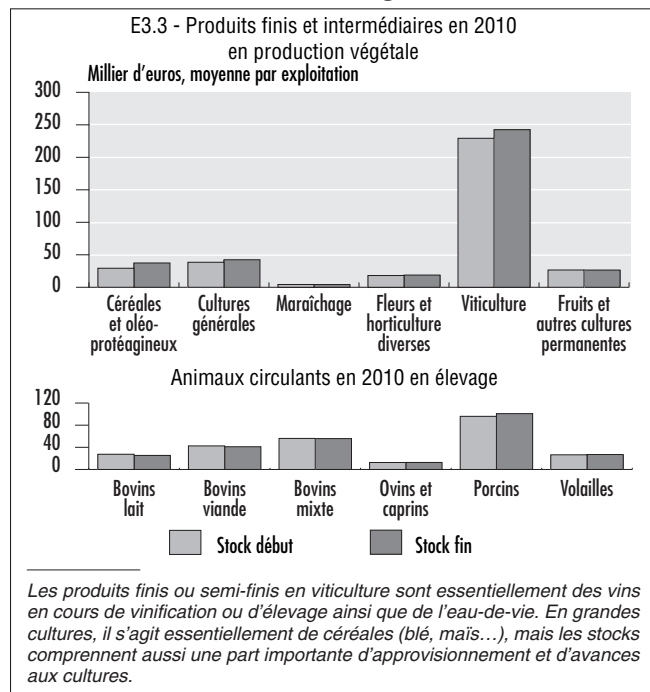
Source : RICA 2010

Les créances sur les clients en progression dans toutes les orientations



Source : RICA 2010

Forte progression des stocks dans les orientations de grandes cultures



Source : RICA 2010

E3.4 - Actifs circulants à la clôture de l'exercice 2010

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Stocks	Dont		Valeurs réalisables	Valeurs disponibles	Total actifs circulants
		Animaux circulants	Produits et en-cours			
Céréales et oléoprotéagineux	66,3	2,4	64,0	36,9	27,0	130,2
Cultures générales	82,4	5,7	76,8	69,9	45,4	197,7
Maraîchage	29,2	0,4	28,8	27,0	42,8	99,1
Flours et horticulture diverses	34,9	0,0	34,9	26,3	20,1	81,4
Viticulture	254,3	0,2	254,1	54,2	26,1	334,5
Fruits et autres cultures perm.	35,8	0,5	35,3	47,6	35,6	119,0
Bovins lait	54,2	25,4	28,9	27,0	18,9	100,1
Bovins viande	61,4	41,1	20,4	19,2	18,2	98,8
Bovins mixte	89,9	55,8	34,1	28,5	23,5	141,9
Autres herbivores	58,7	42,5	16,2	22,7	12,1	93,5
Ovins et caprins	31,0	12,7	18,3	20,8	19,4	71,3
Porcins	141,5	100,9	40,6	27,0	13,3	181,8
Volailles	45,4	27,0	18,3	30,6	17,9	93,8
Granivores mixtes	87,4	53,3	34,1	35,4	19,5	142,3
Polyculture, polyélevage	79,0	27,2	51,8	36,5	28,0	143,5
ENSEMBLE	92,8	19,7	73,1	36,2	24,7	153,8
Variation 2010-2009 ¹	3,7	-0,7	4,4	3,6	4,6	11,9

1. Les variations sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en euros 2010 à l'aide de l'indice de prix du PIB.
Source : RICA 2010

L'investissement : structure et évolution

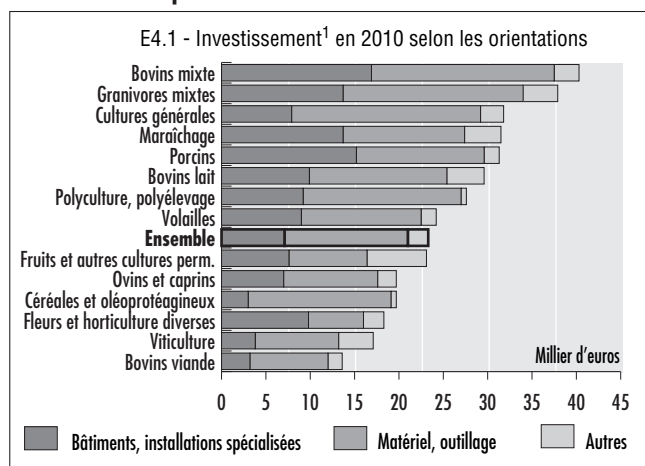
En 2010, l'investissement¹ des exploitations agricoles suivies par le RICA s'élève à 23 300 euros en moyenne par exploitation. Il est composé à 60 % d'acquisitions de matériel et outillage et à 30 % de bâtiments et installations spécialisées. Le niveau des investissements est en retrait par rapport à 2009 (- 3,4 %), et surtout 2008 (- 11,9 %).

Les éleveurs de bovins mixtes demeurent, avec 40 300 euros en moyenne, les investisseurs les plus

importants. Parmi les investisseurs les plus modestes, on trouve les exploitations des orientations bovins viande et viticulture.

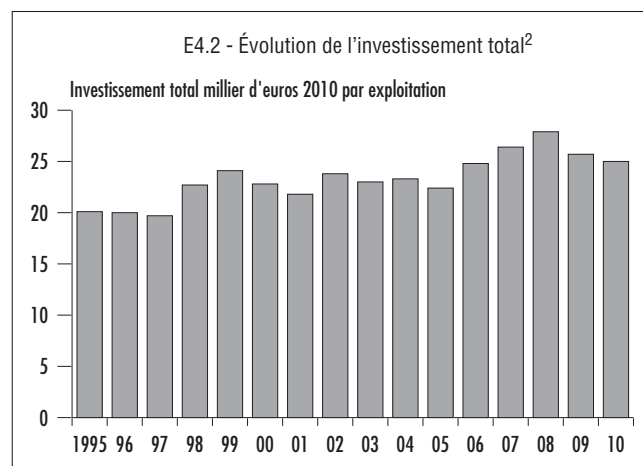
En céréales oléoprotéagineux, 82 % de l'investissement est constitué de matériel et outillage, tandis qu'en maraîchage, fleurs et horticulture diverses, en porcins et en bovins mixte plus de 40 % de l'investissement est affecté la construction de bâtiments et d'installations spécialisées.

Les éleveurs de bovins mixtes restent en tête pour les investissements



Source : RICA 2010

L'investissement en retrait par rapport à 2008 et 2009



Source : RICA 1995 à 2010

E4.3 - Investissements (acquisitions moins cessions) en 2010

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientations	Foncier	Bâtiments et installations spécialisées	Matériel et outillage	Plantations	Animaux reproducteurs	Investissement ¹	Investissement total ²
Céréales et oléoprotéagineux	0,0	3,0	16,1	0,0	-0,4	19,6	20,1
Cultures générales	2,4	7,9	21,3	0,2	-0,0	31,7	35,2
Maraîchage	0,4	13,7	13,7	1,7	-0,1	31,5	31,3
Fleurs et horticulture diverses	0,4	9,8	6,2	0,5	-0,0	18,3	18,3
Viticulture	1,2	3,8	9,4	2,9	0,0	17,1	18,9
Fruits et autres cultures perm.	-0,0	7,6	8,8	5,2	0,1	23,1	24,1
Bovins lait	0,9	9,9	15,5	0,0	3,8	29,6	31,2
Bovins viande	0,7	3,2	8,8	0,0	1,0	13,6	14,4
Bovins mixte	1,7	16,9	20,6	0,0	1,1	40,3	42,7
Ovins et caprins	4,6	7,0	10,6	-0,0	1,3	19,7	24,6
Porcins	1,6	15,2	14,4	0,0	0,8	31,3	36,2
Volailles	0,7	9,0	13,5	0,1	0,8	24,1	25,3
Granivores mixtes	-0,1	13,7	20,3	0,0	3,6	37,9	38,2
Polyculture, polyélevage	1,8	9,2	17,8	-0,4	0,2	27,6	30,4
Ensemble	1,1	7,1	13,9	0,6	0,8	23,3	25,0

1. L'investissement comprend les bâtiments, matériels, plantations, animaux reproducteurs et autres immobilisations corporelles.

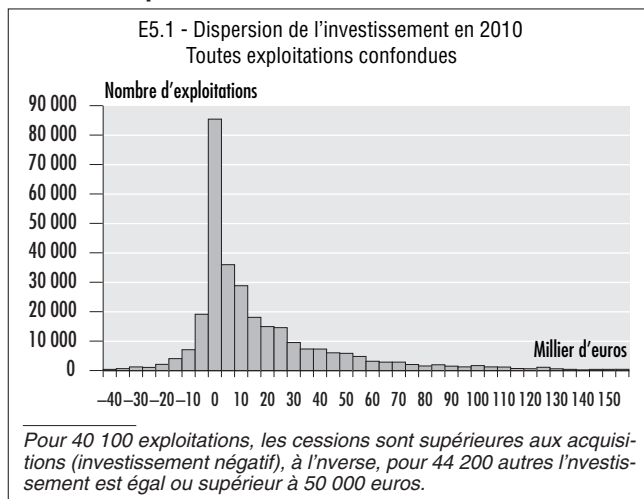
2. L'investissement total (toutes immobilisations) couvre, en plus, le foncier et les immobilisations incorporelles et financières.

Source : RICA 2010

L'investissement : disparités

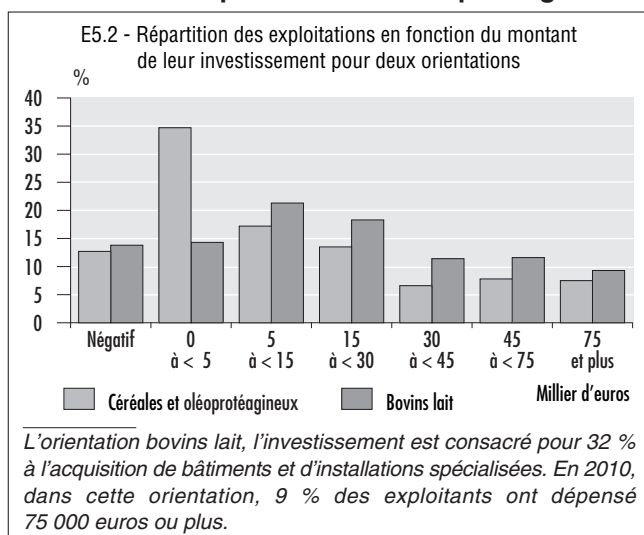
Les exploitants ont investi en moyenne 23 300 euros en 2010 (hors foncier, immobilisations incorporelles et financières). Mais l'investissement est très inégalement réparti entre les exploitations. En 2010, près de 21 % des exploitations affichent un investissement négatif ou nul (les cessions sont supérieures aux acquisitions pour 13 % des exploitations et égales pour 8 %). Inversement, 14 % des exploitations ont investi plus de 50 000 euros au cours de l'année et ont aussi assuré 60 % du total des investissements de l'ensemble des exploitations couvertes par le RICA. L'investissement est par nature irrégulier et le type d'investissement réalisé peut accentuer cette irrégularité : un bâtiment ou une installation spécialisée se renouvelle moins fréquemment qu'un matériel. L'investissement est très lié à la taille des exploitations et l'âge des exploitants a également une certaine influence : les exploitants de moins de 40 ans investissent généralement plus que les exploitants de 55 ans

46 200 exploitants ont investi plus de 50 000 euros en 2010



Source : RICA 2010

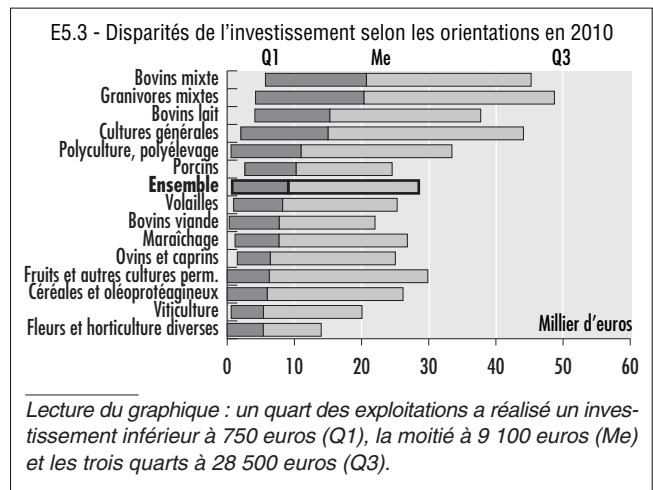
Plus forte proportion de gros investisseurs en bovins lait qu'en céréales oléoprotéagineux



Source : RICA 2010

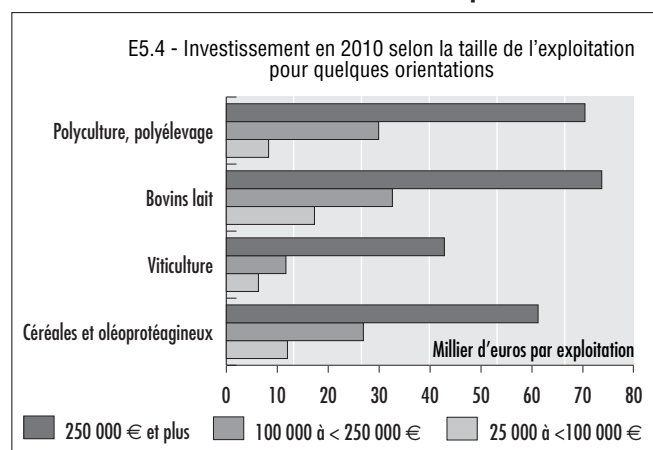
ou plus. Ces facteurs peuvent expliquer en partie les différences constatées entre et au sein des orientations.

L'investissement est très hétérogène quelle que soit l'orientation



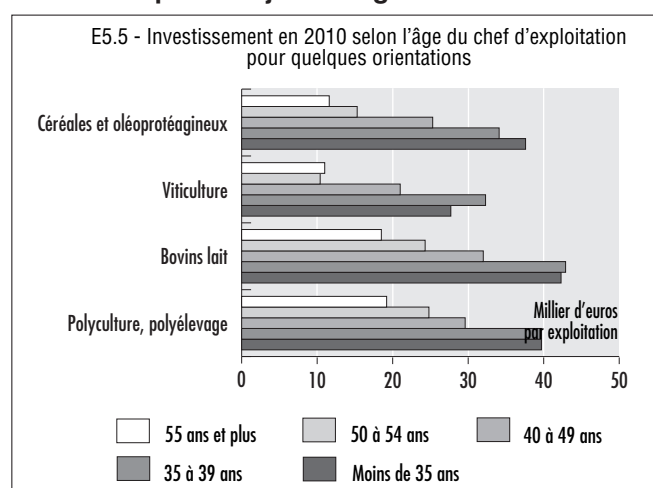
Source : RICA 2010

L'investissement est très lié à la dimension économique



Source : RICA 2010

Un investissement en général plus important pour les jeunes agriculteurs



Source : RICA 2010

L'investissement net

Le capital d'exploitation est la partie de l'actif immobilisé constituée de bâtiments, matériels, plantations, animaux reproducteurs et des autres immobilisations corporelles hors foncier. L'investissement net est égal aux acquisitions, diminuées des cessions et des amortissements, pour ces mêmes immobilisations. L'investissement net est donc égal à la variation du capital

d'exploitation au cours de l'exercice. En 2010, le capital d'exploitation diminue de 1,9 % en moyenne. Des amortissements probablement trop élevés, mis en évidence par les plus values sur cession d'immobilisations observées tous les ans et pour toutes les orientations, exagèrent quelque peu la dépréciation du capital d'exploitation proposée par l'approche comptable.

E6.1 - Investissements nets (acquisitions moins cessions et amortissements) en 2010

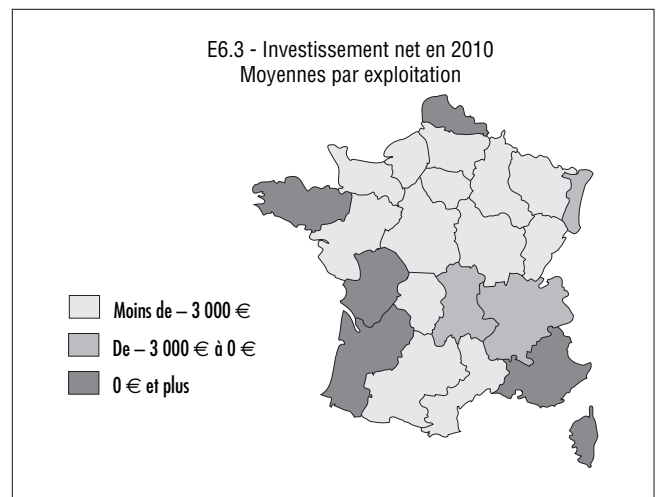
Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Bâtiments et installations spécialisées	Matériel et outillage	Plantations	Investissement net	Évolution ¹ du capital d'exploitation
Céréales et oléoprotéagineux	0,4	-7,5	-0,0	-7,3	-6,1
Cultures générales	1,9	-9,2	0,1	-5,9	-2,8
Maraîchage	3,0	1,1	0,4	5,0	4,0
Fleurs et horticulture diverses	0,7	-0,3	-0,5	0,0	0,0
Viticulture	-0,7	-1,4	-0,3	-2,8	-2,3
Fruits et autres cultures permanentes	2,4	-2,4	0,2	0,5	0,4
Bovins lait	-0,8	-2,8	-0,0	0,0	0,0
Bovins viande	-1,9	-5,1	-0,0	-6,1	-3,0
Bovins mixte	5,0	-2,0	-0,0	4,9	1,6
Ovins et caprins	1,5	-0,9	-0,0	2,0	1,4
Porcins	-7,1	-3,1	-0,0	-9,2	-3,5
Volailles	-1,6	-1,0	0,1	-1,8	-1,2
Granivores mixtes	-0,5	0,4	0,0	2,9	1,1
Polyculture, polyélevage	0,7	-5,3	-0,8	-5,0	-2,4
ENSEMBLE	0,0	-4,0	-0,1	-3,4	-1,9

1. L'évolution en % est calculée par rapport au capital d'exploitation en fin d'exercice.

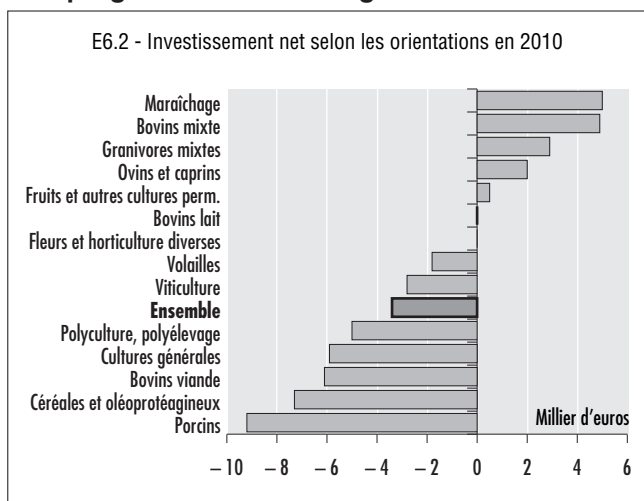
Source : RICA 2010

Investissement net négatif dans la plupart des régions



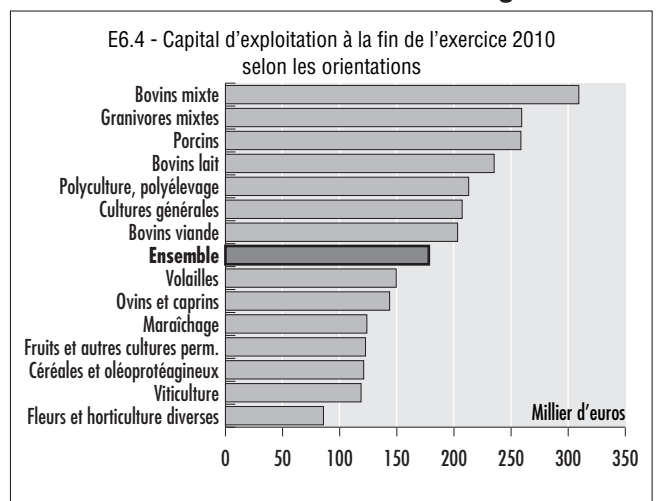
Source : RICA 2010

En 2010, l'investissement net progresse en maraîchage et bovins mixte



Source : RICA 2010

Capital d'exploitation élevé dans les orientations d'élevage



Source : RICA 2010

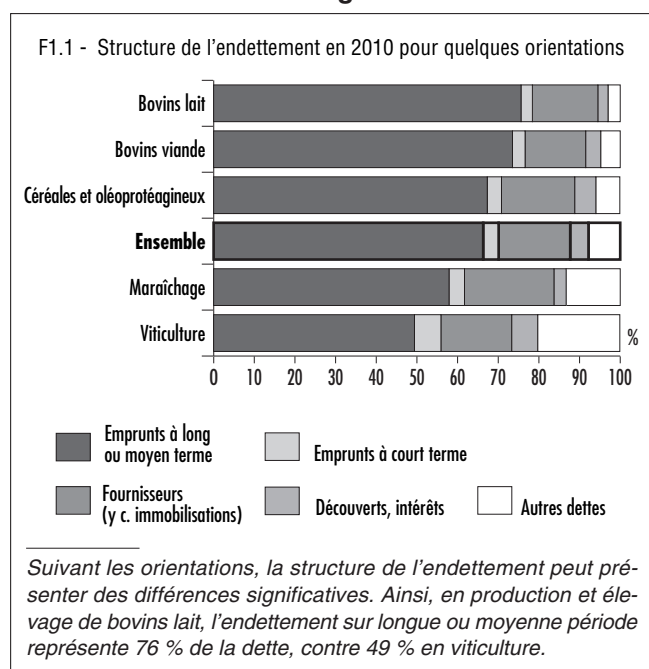
Structure et évolution

En 2010, l'endettement des exploitations, toutes orientations confondues, s'élève en moyenne à 159 700 euros, soit une progression de 0,2 % en valeur réelle par rapport à l'année précédente. Les emprunts à long et moyen terme augmentent de 1,2 %. Avec 105 800 euros en moyenne, ils représentent les deux tiers de la dette totale. Les dettes à court terme diminuent et en

particulier les emprunts à court terme auprès des organismes financiers.

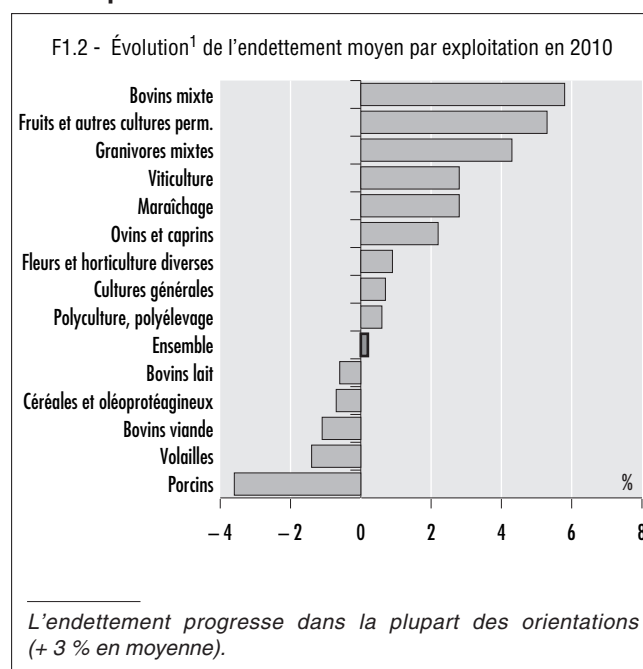
Le désendettement observé en 2009 dans les élevages de porcs est confirmé en 2010. Ces élevages demeurent cependant, en moyenne, les exploitations les plus endettées. Le niveau de l'endettement est également élevé au sein des orientations cultures générales et bovins mixtes.

En bovins lait, 76 % de l'endettement est à long terme



Source : RICA 2010

Désendettement parmi les éleveurs de porcs pour la seconde année consécutive



Source : RICA 2010

F1.3 - Endettement à la clôture des comptes en 2010

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Endettement total		Emprunts à long ou moyen terme		Dettes à court terme		dont			
							Emprunts à court terme		Fournisseurs	
	2009	Évolution ¹ 09/08 %	2009	Évolution ¹ 09/08 %	2009	Évolution ¹ 09/08 %	2009	Évolution ¹ 09/08 %	2009	Évolution ¹ 09/08 %
Céréales et oléoprotéagineux	123,1	- 0,7	82,9	+ 1,4	40,3	- 4,7	4,3	- 7,0	20,1	- 3,2
Cultures générales	216,8	+ 0,7	146,2	+ 4,5	70,6	- 6,4	6,8	- 25,3	35,8	- 7,1
Maraîchage	152,5	+ 2,8	88,3	+ 4,6	64,2	+ 0,5	5,8	- 16,9	31,9	+ 9,3
Fleurs et horticulture diverses	115,9	+ 0,9	66,8	+ 7,3	49,1	- 6,6	3,8	- 34,4	27,2	+ 0,5
Viticulture	174,2	+ 2,8	86,1	+ 0,7	88,1	+ 4,9	11,3	+ 12,7	28,7	+ 0,8
Fruits et autres cultures perm.	132,8	+ 5,3	72,7	+ 0,2	60,1	+ 11,6	5,2	+ 54,1	27,3	+ 8,9
Bovins lait	166,0	- 0,6	125,5	+ 2,5	40,5	- 9,0	4,6	- 25,7	23,9	- 2,0
Bovins viande	106,1	- 1,1	78,0	+ 0,3	28,2	- 4,6	3,3	- 27,7	14,3	- 4,8
Bovins mixte	211,6	+ 5,8	149,9	+ 4,6	61,8	+ 8,8	6,7	- 13,4	30,8	+ 13,9
Ovins et caprins	92,2	+ 2,2	68,9	+ 6,1	23,3	- 7,0	2,0	- 17,0	13,2	+ 12,3
Porcins	332,0	- 3,6	216,4	- 5,0	115,6	- 0,9	23,5	- 9,6	39,9	- 1,2
Volailles	159,3	- 1,4	107,5	+ 0,4	51,8	- 4,7	3,9	- 22,2	33,2	+ 4,5
Granivores mixtes	234,5	+ 4,3	163,7	+ 3,6	70,8	+ 6,1	8,4	- 18,9	37,5	+ 16,6
Polyculture, polyélevage	180,3	+ 0,6	127,2	+ 2,9	53,1	- 4,4	5,3	- 25,0	29,6	+ 0,2
ENSEMBLE	159,7	0,2	105,8	+ 1,2	53,9	- 1,5	6,1	- 13,2	26,0	+ 2,0

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

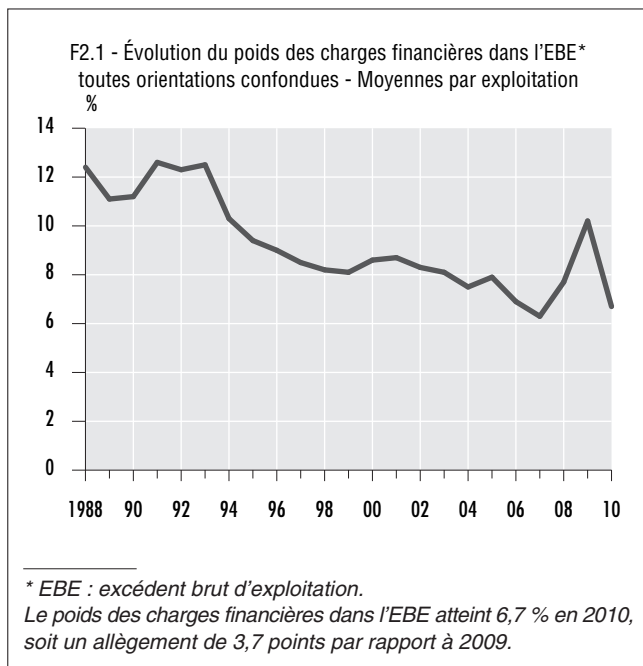
Source : RICA 2009 et 2010

Poids de l'endettement dans l'excédent brut d'exploitation et disparités

En 2010, le poids de l'endettement (remboursement des emprunts à long ou moyen terme et charges financières) dans l'excédent brut d'exploitation (EBE) retrouve, avec 37 % un niveau observé habituellement, après un l'alourdissement en 2009 consécutif à une conjoncture très déprimée. Sur longue période, le poids

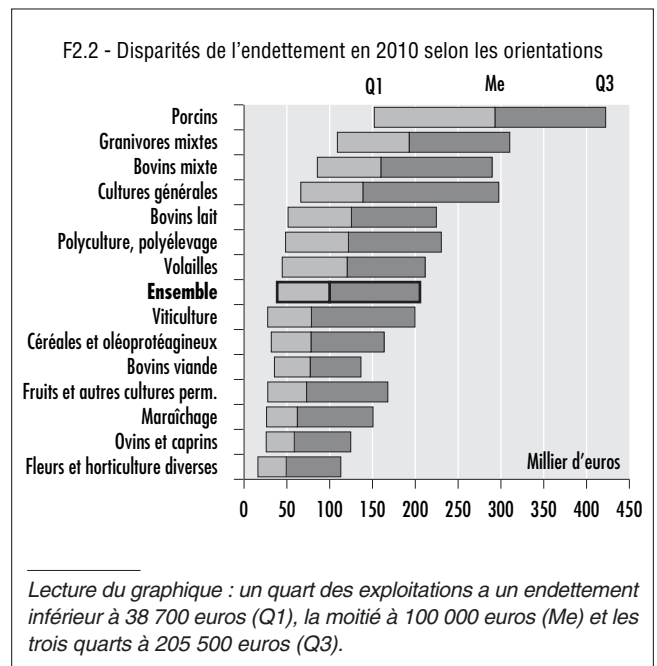
des charges financières dans l'EBE a eu tendance à décroître (6,7 % en 2010 contre plus de 11 % au début des années quatre-vingt-dix), mouvement qui compense en partie celui de l'alourdissement des remboursements d'emprunts. En bovins viande, le poids de l'endettement reste élevé depuis 2007.

Le poids des charges financières : une tendance de fond à l'allègement



Source : RICA 1988 à 2010

Les exploitations porcines ont en moyenne le niveau d'endettement le plus élevé



Source : RICA 2010

F2.3 - Poids de l'endettement en 2010

Valeurs moyennes par exploitation

Orientation	Annuités de long ou moyen terme		Ann. LMT + Charges fin. CT* Excédent brut d'exploitation		Charges financières Excédent brut d'exploitation	
	2010 millier d'euros	Évolution ¹ 10/09 %	2010 %	Variation ² 2010-2009	2010 %	Variation ² 2010-2009
Céréales et oléoprotéagineux	23,5	+ 5,7	30,3	- 28,3	5,5	- 5,8
Cultures générales	37,4	+ 6,5	30,5	- 18,5	5,3	- 3,9
Maraîchage	25,2	+ 4,2	27,2	- 10,1	4,6	- 2,5
Fleurs et horticulture diverses	15,3	+ 0,8	29,5	- 4,1	5,8	- 1,4
Viticulture	22,7	+ 4,7	30,8	- 7,8	6,0	- 2,4
Fruits et autres cultures perm.	20,8	+ 7,4	39,9	- 6,2	6,6	- 1,6
Bovins lait	29,6	+ 5,9	38,9	- 14,4	7,4	- 3,5
Bovins viande	19,0	- 0,7	45,1	- 5,9	7,8	- 1,4
Bovins mixte	36,7	+ 13,6	45,4	- 9,5	8,2	- 3,0
Ovins et caprins	17,1	+ 0,2	36,3	- 11,4	5,9	- 2,1
Porcins	52,5	- 7,6	53,0	- 17,3	11,1	- 4,6
Volailles	29,0	+ 3,5	41,4	- 5,7	7,5	- 2,0
Granivores mixtes	40,3	+ 6,0	42,5	- 11,2	8,4	- 3,2
Polyculture, polyélevage	32,1	+ 0,3	38,5	- 21,1	7,1	- 4,5
ENSEMBLE	27,3	+ 5,8	37,0	- 14,9	6,7	- 3,7

* Annuités d'emprunts à long ou moyen terme + charges financières liées aux emprunts à court terme.

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

2. Les variations des ratios sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en points.

Source : RICA 2009 et 2010

Concentration et disparités régionales

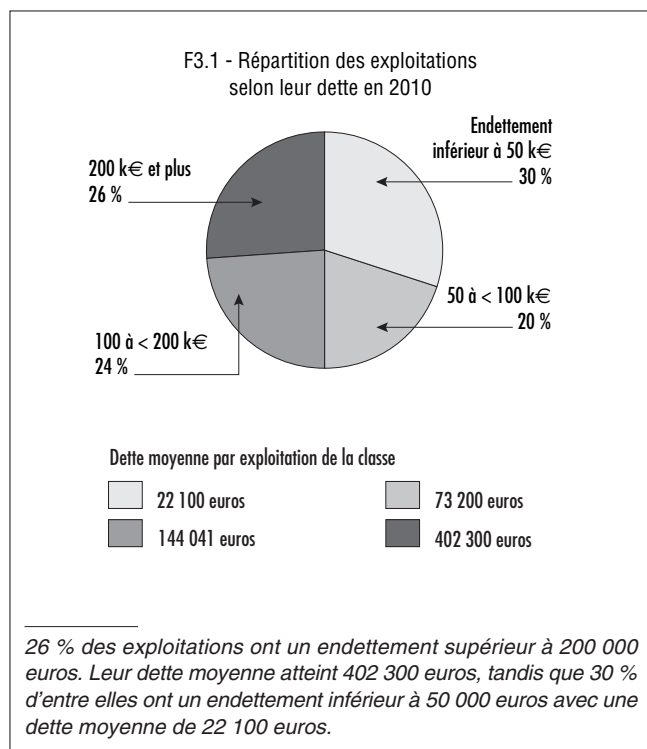
En 2010, 26 % des exploitations agricoles ont un endettement supérieur à 200 000 euros.

Les exploitations agricoles endettées à plus de 60 % de leurs actifs détiennent 41 % de l'encours de la dette. Elles représentent 22 % des exploitations étudiées par le RICA. Ces exploitations sont surreprésentées parmi

les unités de grande taille. Les exploitations endettées à moins de 30 % de leurs actifs cumulent quant à elles 15 % de la dette, et sont plutôt des exploitations de petite taille.

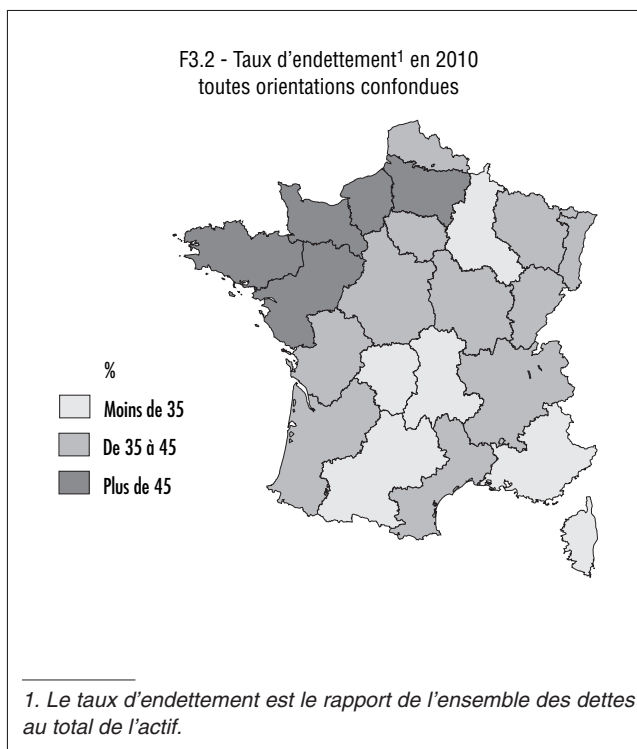
Les exploitations de grande taille (PBS > 250 000 euros), 15 % de l'effectif total, se répartissent 37 % de la dette.

La moitié des exploitations ont un endettement supérieur à 100 000 euros



Source : RICA 2010

Un taux d'endettement élevé en Bretagne et Pays de la Loire



Source : RICA 2010

F3.3 - Répartition de la masse des dettes et du nombre d'exploitations selon le taux d'endettement et la taille économique des exploitations

En %

	Taille économique des exploitations (production brute standard)					Ensemble
	25 000 à < 50 000 €	50 000 à < 100 000 €	100 000 à < 250 000 €	250 000 à < 500 000 €	500 000 € et plus	
Taux d'endettement						
Inférieur à 30 %	1,8	3,6	5,8	2,4	1,8	15,4
Entre 30 et 60 %	1,9	6,8	19,0	10,5	5,3	43,5
Supérieur à 60 %	3,2	4,7	16,1	11,7	5,3	41,0
ENSEMBLE	6,9	15,1	40,9	24,7	12,5	100,0

Source : RICA 2010

F3.4 - Nombre d'exploitations ventilé selon le taux d'endettement et la taille économique des exploitations

En millier d'exploitations

	Taille économique des exploitations (production brute standard)					Ensemble
	25 000 à < 50 000 €	50 000 à < 100 000 €	100 000 à < 250 000 €	250 000 à < 500 000 €	500 000 € et plus	
Taux d'endettement						
Inférieur à 30 %	39	46	36	8	2	132
Entre 30 et 60 %	13	29	50	17	5	113
Supérieur à 60 %	11	13	27	12	5	68
ENSEMBLE	62	88	113	37	12	312

Source : RICA 2010

Passif endettement

F

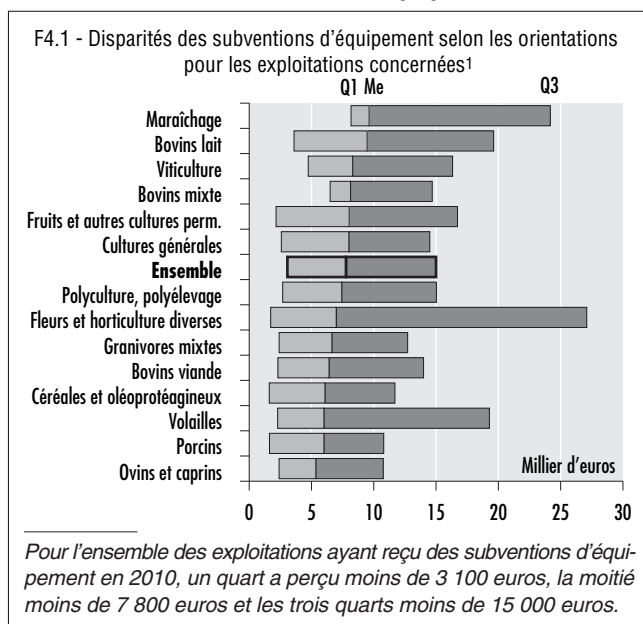
Les subventions d'équipement

Les agriculteurs disposent, en complément des emprunts et de leurs apports, d'une troisième source de financement de leurs actifs : les subventions d'investissement (ou encore subventions d'équipement). En 2010, quelque 33 600 exploitants agricoles ont bénéficié de ces subventions (soit 11 % des exploitations couvertes par le RICA) pour un montant moyen de 12 900 euros.

Comme les années précédentes, les exploitants spécialisés en maraîchage et en fleurs et horticulture diverses

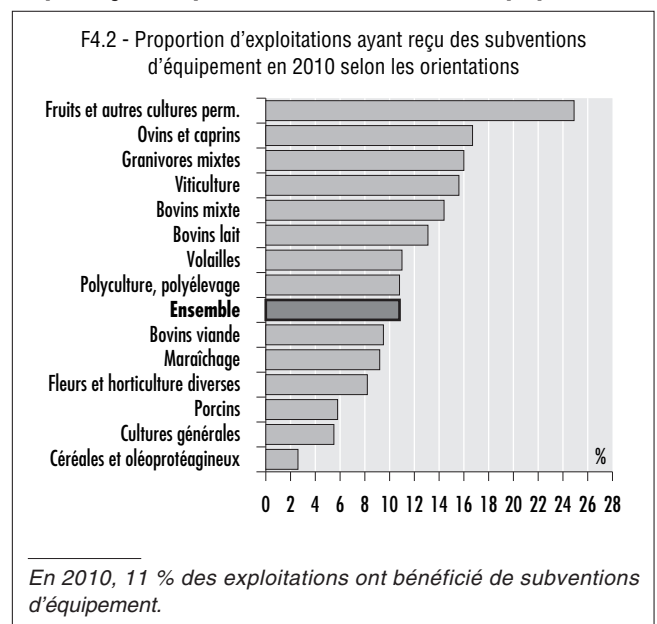
perçoivent en moyenne les montants les plus importants. Les subventions d'investissement destinées à financer les bâtiments d'exploitation sont, en moyenne, les plus élevées, et dominent chez les éleveurs, qui sont soumis à des contraintes de mise aux normes de leurs installations, et en orientation fleurs et horticulture diverse. En maraîchage, ces subventions sont utilisées, pour une part importante à financer l'acquisition de matériel, tandis qu'en orientation fruits, elles sont principalement affectées à la plantation.

Importantes disparités dans la distribution des subventions d'équipement



Source : RICA 2010

L'arboriculture fruitière reste l'orientation qui reçoit le plus de subventions d'équipement



Source : RICA 2010

F4.3 - Subventions d'équipement attribuées en 2010

Valeurs moyennes par exploitation concernée¹, en millier d'euros

Orientation	Nombre d'exploitations concernées ¹ en millier	Total de subventions attribuées	Dont				
			Amélioration foncière	Cultures permanentes	Bâtiment d'exploitation	Matériel	Dotation aux jeunes agriculteurs (DJA)
Céréales et oléoprotéagineux	1,4	9,3	0,3	0,6	4,3	3,6	0,4
Cultures générales	1,1	17,0	0,0	0,8	4,4	10,3	1,6
Maraîchage	0,4	21,8	0,0	0,3	1,1	19,4	1,0
Fleurs et horticulture diverses	0,6	26,8	0,0	1,2	16,8	8,8	0,0
Viticulture	7,3	14,8	0,1	8,6	2,8	2,9	0,3
Fruits et autres cultures perm.	2,0	13,9	0,0	8,8	1,0	3,8	0,3
Bovins lait	6,3	14,8	0,1	0,0	12,4	1,5	0,9
Bovins viande	3,2	9,7	0,2	0,0	5,9	1,2	2,5
Bovins mixte	1,3	11,6	0,1	0,0	10,8	0,5	0,2
Ovins et caprins	2,4	8,5	0,4	0,0	5,0	1,0	2,1
Porcins	0,4	9,6	0,3	0,0	7,3	2,0	0,0
Volailles	1,4	11,3	0,0	0,2	5,9	4,8	0,5
Granivores mixtes	1,0	8,7	0,0	0,0	7,2	1,2	0,3
Polyculture, polyélevage	4,2	11,9	0,1	1,3	8,0	1,9	0,6
ENSEMBLE	33,6	12,9	0,1	2,6	6,6	2,7	0,8

* Dans l'orientation bovins lait, 13 % exploitations spécialisées dans la production laitière ont perçu en 2010 des subventions d'équipement, dont le montant total moyen est de 14 800 euros. Ce total se décompose en 12 400 euros pour les bâtiments d'exploitation, 1 500 euros pour le matériel et 900 euros en dotation aux jeunes agriculteurs (DJA). Ce dernier chiffre n'est pas le montant moyen de la DJA. En réalité, parmi les 6 300 exploitations ayant reçu une subvention d'équipement dans l'orientation bovins lait, moins de 400 exploitations seulement ont bénéficié d'une DJA.

1. Exploitations ayant reçu une subvention d'équipement en 2010. Les valeurs sont parfois entachées d'une forte incertitude, en raison du faible nombre d'exploitations concernées.

Source : RICA 2010

Structure du bilan

Le bilan décrit la situation patrimoniale de l'exploitation à la clôture de l'exercice. Il présente en regard l'actif à gauche et le passif à droite, dont les cumuls sont par définition d'égale valeur. L'actif du bilan traduit les moyens possédés par l'exploitation et mis en œuvre pour exercer son activité. Il comprend les actifs immobilisés, qui sont les biens nécessaires au processus productif, tels que les terres, les bâtiments, les matériels ou les animaux reproducteurs et les actifs circulants, qui représentent essentiellement les biens et créances résultant du processus de production, y compris les stocks. Le passif décrit les ressources mobilisées par l'exploitation pour financer les moyens mis en œuvre, l'endettement constituant la contribution des partenaires extérieurs et les capitaux propres celle de l'exploitant. La structure des bilans est conditionnée en grande par-

tie par le processus de production. Elle diffère sensiblement d'une orientation à l'autre. La part des immobilisations dans l'actif total atteint 72 % chez les exploitations spécialisées dans l'élevage des bovins viande. Elle est moins élevée parmi les orientations végétales, 60 % pour les producteurs de céréales et d'oléoprotéagineux et seulement 39 % pour la viticulture d'appellation. L'importance des capitaux propres est aussi conditionnée par le processus de production. Les exploitations viticoles, qui doivent financer les stocks de vin, assurent largement le financement de leur activité sur capitaux propres. À l'inverse, dans les orientations maraîchage, horticulture et porcs, le cycle de production plus court ne s'accompagne pas d'un financement sur capitaux propres dans une proportion aussi importante.

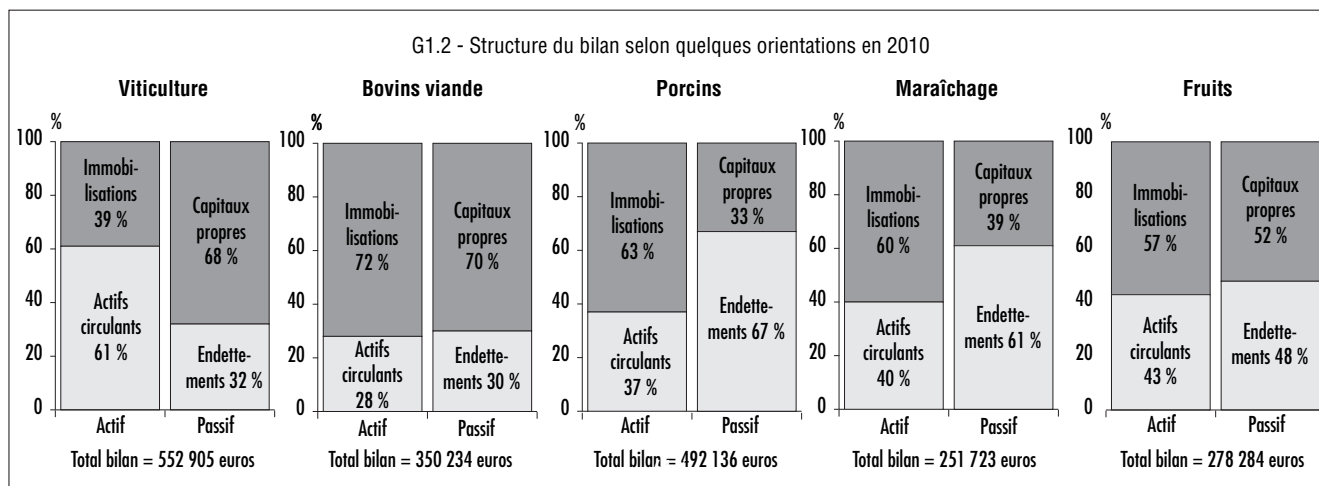
G1.1 - Bilan à la clôture de l'exercice en 2010 toutes orientations confondues

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Actifs immobilisés	234,1	Capitaux propres	229,3
Actifs incorporels	3,3	Situation nette	221,1
Terrains	43,0	Subventions d'investissement	8,2
Aménagements	2,3		
Constructions	48,0	Ensemble des dettes	159,7
Installations spécialisées	9,2	Dettes à long ou moyen terme	105,8
Matériel	64,0	Emprunts à court terme	6,1
Plantations	7,2	Autres dettes financières à moins de 1 an	7,2
Animaux reproducteurs	40,5	Dettes auprès des fournisseurs	26,0
Autres immobilisations corporelles	9,1	Dettes sociales	2,7
Actifs financiers	7,5	Dettes auprès de l'État	1,4
		Dettes sur immobilisations	2,1
Actifs circulants	153,8	Avances et acomptes reçus	1,1
Stocks	92,8	Autres dettes	7,3
Valeurs réalisables	36,2		
Valeurs disponibles	24,7		
Régularisation actif	1,3	Régularisation passif	0,1
Total actif	389,1	Total passif	389,1

Source : RICA 2010

L'endettement, une source de financement plus largement mobilisée en maraîchage, horticulture et en porcins, volailles



Source : RICA 2010

Tableau de financement et groupes d'exploitations

Le tableau de financement, document établi à la clôture de l'exercice, décrit les flux de ressources et d'emplois ayant affecté les différents éléments du patrimoine d'une entreprise au cours de l'année. Il met en évidence la façon dont sont utilisées les ressources de l'exercice, en particulier celles générées par l'activité (la capacité d'autofinancement), et comment les investissements ont été financés.

Sur une population d'exploitations de taille économique relativement homogène, ici la classe de taille 8 (PBS comprise entre 100 000 et moins de 250 000 euros), les

gros investisseurs (investissements corporels supérieurs à 50 000 euros) ont en moyenne une capacité d'autofinancement sensiblement plus élevée que celle des exploitations qui n'ont pas investi au cours de l'exercice. Pour réaliser leurs investissements, ils doivent cependant limiter les prélèvements pour leurs propres besoins et ceux de leur famille, et s'endetter davantage auprès des organismes financiers.

L'âge du chef est un critère discriminant quant à la structure des tableaux de financement. Les jeunes agriculteurs investissent en moyenne davantage.

G2.1 - Tableau de financement sur quelques groupes d'exploitations en 2010

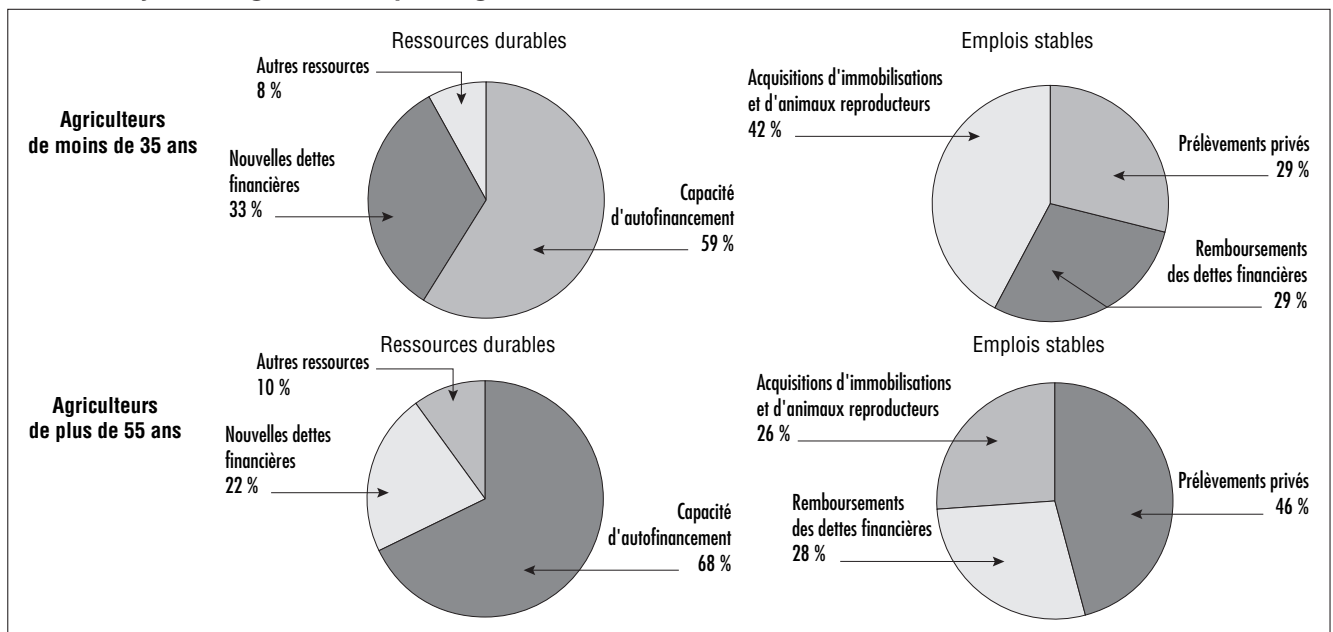
Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

	Exploitations de taille moyenne grande Tranche d'investissement* en millier d'euros		
	Moins de 5	5 à moins de 50	50 et plus
Nombre d'exploitations (millier)	34,6	58,0	20,8
1 - Total des ressources durables	101,2	122,0	218,9
Capacité d'autofinancement	70,4	85,2	112,7
Cessions d'immobilisations	11,1	6,5	15,1
Subventions d'équipement reçues	0,5	1,2	3,6
Nouvelles dettes financières	19,2	29,2	87,5
2 - Total des emplois stables	79,6	106,3	206,6
Acquisitions d'immobilisations	8,6	26,9	112,5
Augmentation des animaux reproducteurs	-2,9	2,1	8,1
Charges à répartir	-0,0	-0,0	0,0
Prélèvements privés	44,9	43,6	39,0
Remboursements des dettes financières	28,9	33,6	47,0
3 - Variation du fonds de roulement net (1 - 2)	21,7	15,8	12,3
4 - Variation du besoin en fonds de roulement	13,5	9,9	7,9
Dont stocks	5,9	4,2	4,7
Dont réalisables	6,7	4,4	13,0
Dont dettes non financières	1,0	1,3	-9,8
5 - Variation de trésorerie nette (3 - 4)	8,1	5,9	4,5

* Investissement corporel hors foncier.

Source : RICA 2010

G2.2 - Les jeunes agriculteurs privilégient l'investissement



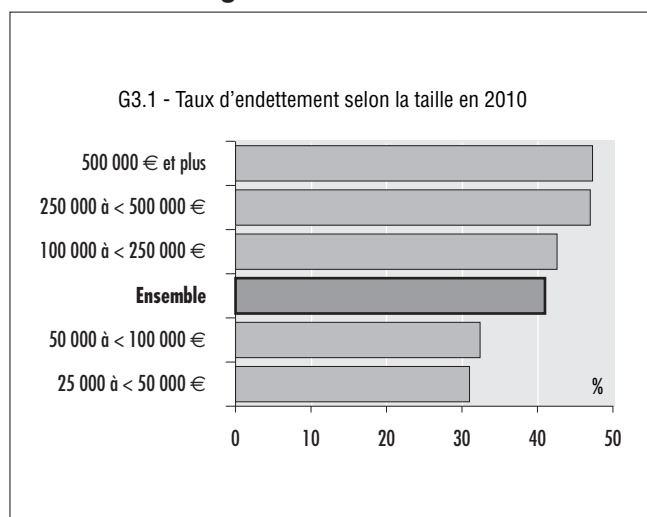
Source : RICA 2010

Ratios financiers d'endettement

Le taux d'endettement (rapport de l'ensemble des dettes au total de l'actif du bilan) mesure la contribution des ressources externes à l'exploitation dans le financement de son activité. Il traduit le degré de dépendance de l'exploitation vis-à-vis de ses créanciers. En 2010, le taux d'endettement s'élève en moyenne à 41 %, en diminution de 1,1 point par rapport à 2009. La diminution de la valeur du taux d'endettement s'explique par l'appréciation de l'actif circulant consécutive à une

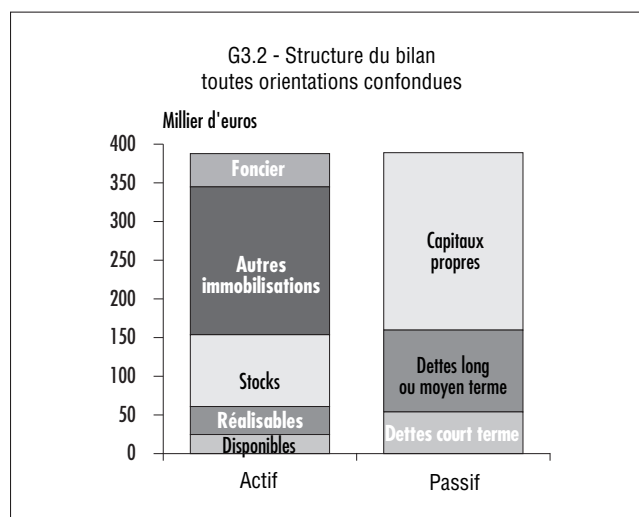
conjuncture favorable, et non par la diminution des dettes. D'autres ratios permettent de compléter l'analyse financière des exploitations. Le rapport des dettes à la situation nette constitue une approche en réalité assez voisine du taux d'endettement. Le rapport des dettes au produit courant est très différent, puisqu'il introduit une mesure de l'activité des exploitations, le produit courant. La conjuncture favorable en 2010 explique la forte baisse de ce ratio.

Le taux d'endettement croît en général avec la taille



Source : RICA 2010

Les dettes représentent 41 % du total de l'actif en 2010



Source : RICA 2010

G3.3 - Ratios d'endettement à la clôture des comptes en 2010

Orientation	Taux d'endettement Dettes/actif		Taux d'endettement hors foncier		Dettes rapportées à la situation nette		Poids des dettes dans le produit courant	
	2010 %	Variation 2010-2009 ¹	2010 %	Variation 2010-2009 ¹	2010 %	Variation 2010-2009 ¹	2010 %	Variation 2010-2009 ¹
Céréales et oléoprotéagineux	39,1	- 3,1	43,9	- 3,9	64,6	- 8,6	64,9	- 12,7
Cultures générales	45,2	- 2,6	47,5	- 3,0	83,5	- 9,4	70,2	- 9,8
Maraîchage	60,6	- 4,5	65,1	- 4,9	177,1	- 60,6	48,7	- 4,2
Fleurs et horticulture diverses	61,2	+ 0,4	65,9	+ 0,6	175,1	+ 5,6	50,5	+ 0,6
Viticulture	31,5	+ 0,3	35,6	+ 0,1	47,2	+ 0,7	85,4	- 4,5
Fruits et autres cultures perm.	47,7	+ 1,1	50,8	+ 1,3	104,1	+ 4,7	62,3	+ 0,5
Bovins lait	44,5	- 1,1	46,7	- 1,1	85,5	- 3,9	85,1	+ 12,0
Bovins viande	30,3	- 0,0	32,9	+ 0,2	44,9	- 0,1	95,2	- 4,5
Bovins mixte	42,9	+ 0,7	44,5	+ 0,9	79,0	+ 2,1	97,1	- 5,3
Ovins et caprins	35,7	- 0,8	39,8	- 1,2	58,2	- 2,2	80,1	- 7,9
Porcins	67,5	- 2,6	70,1	- 2,6	217,7	- 33,0	74,3	- 5,8
Volailles	57,7	- 1,9	61,5	- 1,9	142,3	- 12,4	60,2	- 4,4
Granivores mixtes	53,6	- 0,3	54,9	- 0,1	122,7	- 2,5	75,2	- 4,3
Polyculture, polyélevage	43,8	- 1,1	46,9	- 1,0	81,5	- 4,5	79,1	- 9,8
Ensemble	41,0	- 1,1	44,7	- 1,3	72,2	- 3,4	77,1	- 8,4

1. Les variations des ratios sont calculés sur un échantillon constant et sont exprimés en points.

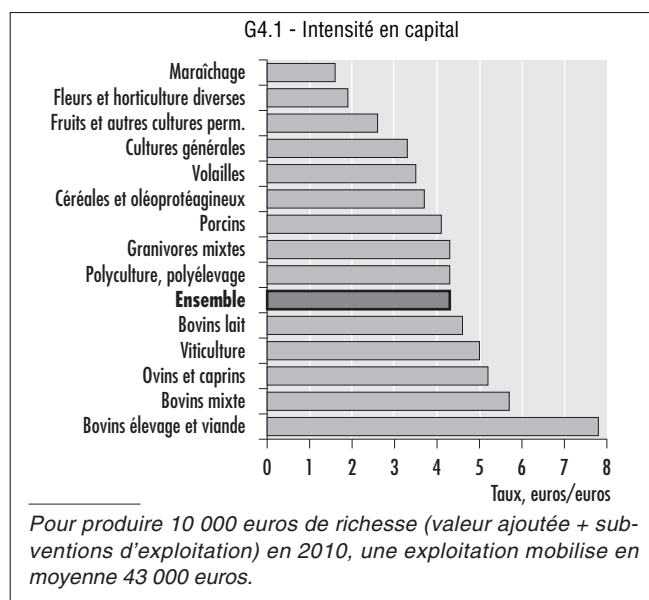
Source : RICA 2009 et 2010

Ratios financiers - création de richesse et facteurs de production

Pour produire de la richesse, une exploitation agricole, comme toute entreprise, met en œuvre les biens qu'elle possède (actif du bilan) et utilise de la force de travail (nombre d'unités annuelles de travail). L'apport de chacun de ces facteurs dans la production de l'exploitation est évalué par leur intensité. L'intensité en capital (actif du bilan rapporté à la valeur ajoutée augmentée des subventions d'exploitation) mesure la valeur des moyens à mettre en œuvre pour créer une unité de richesse. Les exploitations spécialisées dans l'élevage des herbivores doivent, pour créer la même quantité de richesse, apporter plus de capital que les exploitations

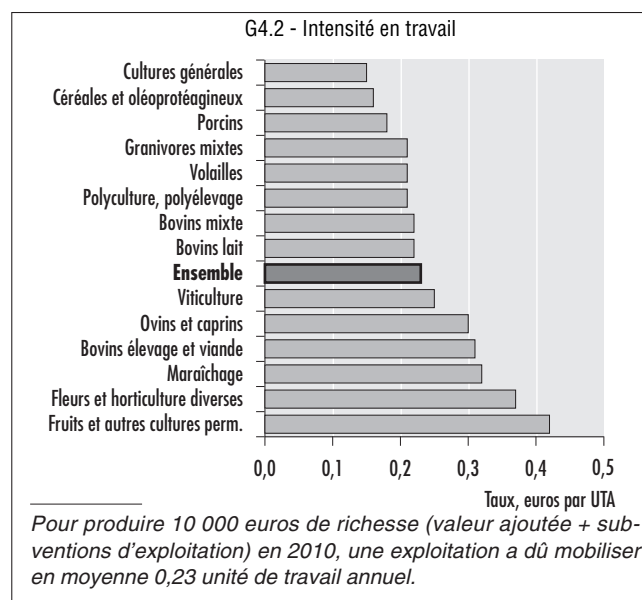
à dominante végétale, en particulier que celles relevant des orientations maraîchage, fleurs et horticultures diverses, et fruits et autres cultures permanentes. L'intensité en travail, qui peut être définie comme le nombre d'unités de travail à mobiliser pour produire 10 000 euros de richesse. La mobilisation du facteur travail est relativement élevée en arboriculture et autres cultures permanentes, maraîchage, fleurs et horticultures diverses et en élevage d'ovins et autres herbivores. En cultures générales, en porcins et en volailles la création de richesses apparaît relativement économe en facteurs de production.

Plus de capital nécessaire pour les exploitations spécialisées dans la production d'herbivores



Source : RICA 2010

Le maraîchage, horticulture et l'élevage ovin nécessitent une main-d'œuvre importante



Source : RICA 2010

G4.3 - Autres ratios financiers

Moyennes par exploitation

Orientation	Indépendance financière		Couverture des immobilisations		Liquidité réduite		Délai fournisseurs	
	Capitaux propres/capitaux permanents		Immobilisations/capitaux permanents		Réalissables + disponible/dettes à court terme		360 x dettes fournisseurs/achats d'approvisionnement	
	2010 %	Variation 2010-2009 ¹	2010 %	Variation 2010-2009 ¹	2010 %	Variation 2010-2009 ¹	2010 %	Variation 2010-2009 ¹
Céréales et oléoprotéagineux	69,9	+ 2,3	66,9	- 6,9	158,4	+ 41,9	135,6	+ 9,6
Cultures générales	64,3	+ 1,6	68,6	- 5,6	163,2	+ 41,0	155,4	- 2,2
Maraîchage	52,9	+ 4,5	80,2	- 7,4	108,8	+ 19,1	141,4	+ 8,9
Fleurs et horticulture diverses	52,4	- 1,9	76,1	- 4,0	94,6	+ 9,8	121,4	+ 1,1
Viticulture	81,5	+ 0,1	46,7	- 1,4	91,1	- 1,6	355,2	+ 13,3
Fruits et autres cultures perm.	66,6	+ 0,1	72,5	+ 0,8	138,5	- 4,6	292,6	+ 37,1
Bovins lait	62,3	+ 0,3	81,7	- 2,0	113,1	+ 24,9	155,6	- 7,8
Bovins viande	75,8	- 0,2	77,9	- 0,9	132,8	+ 16,8	169,9	- 14,3
Bovins mixte	65,3	- 0,4	81,1	- 0,4	84,2	+ 8,3	165,3	+ 14,2
Ovins et caprins	70,7	- 0,0	79,4	- 3,8	172,7	+ 43,4	145,2	+ 11,3
Porcins	42,5	+ 3,3	81,8	- 2,1	34,8	- 1,5	58,7	- 2,4
Volailles	52,1	+ 1,5	80,6	- 3,5	93,6	+ 11,2	90,6	- 0,5
Granivores mixtes	55,4	+ 0,5	80,1	- 3,0	77,6	+ 20,0	99,4	+ 11,3
Polyculture, polyélevage	64,5	+ 0,5	74,4	- 3,5	121,5	+ 24,1	157,5	+ 3,2
Ensemble	68,4	+ 0,8	69,8	- 2,8	113,1	+ 16,6	158,0	+ 4,7

1. Les variations des ratios sont calculés sur un échantillon d'exploitations présentes en 2009 et en 2010 et sont exprimées en points.

Source : RICA 2009 et 2010

Résultats et rémunération des facteurs de production

Le résultat courant avant impôts s'élève en moyenne à 45 400 euros en 2010. Une fois déduites les charges sociales de l'exploitant (9 300 euros), il reste 36 100 euros pour rémunérer les facteurs de production : main-d'œuvre non salariée et capitaux propres consacrés à l'exploitation. L'exploitation emploie en moyenne 1,47 unité de travail annuel non salariée, principalement le chef d'exploitation, assisté le plus souvent par un membre de sa famille.

Pour déterminer la rémunération de l'un des facteurs de production, il convient de fixer la valeur de l'autre. Le taux d'intérêt à appliquer au capital d'exploitation (total actif - capital foncier) est fixé à 4 %. En 2010, si l'on retient ce taux pour la rémunération des capitaux

propres, le revenu net par unité de travail non salariée serait 17 700 euros. La rémunération des facteurs de production est en général plus favorable aux grandes exploitations : avec la taille économique, le résultat augmente en moyenne plus vite que la quantité de facteurs de production mis en œuvre, en particulier le facteur travail. En 2010, le revenu net par unité de travail non salarié s'élèverait à 42 000 euros en moyenne parmi les exploitations de la classe de taille la plus élevée (PBS supérieure à 500 000 euros) contre 5 300 en moyenne pour les exploitations les plus petites du champ d'enquête RICA (PBS comprise entre 25 000 et 50 000 euros).

G5.1 - Résultats et facteurs de production par taille en 2010

Moyennes par exploitation, valeurs monétaires en millier d'euros 2010

	Classes de taille économique (production brute standard)				
	25 000 à < 50 000 €	50 000 à < 100 000 €	100 000 à < 250 000 €	250 000 à < 500 000 €	500 000 € et plus
Nombre d'exploitations représentées (milliers)	62,4	88,1	113,4	36,6	11,6
Surface agricole utilisée (ha)	44,2	65,0	102,8	129,8	108,2
Taille du troupeau (UGB)	27,7	43,9	74,6	149,5	482,5
Résultat courant avant impôts (1)	15,5	26,1	52,8	88,6	142,6
Charges sociales de l'exploitant (2)	4,4	6,4	10,3	16,4	24,6
Revenu de l'exploitant (3) = (1) - (2)	11,1	19,7	42,5	72,3	118,0
Capitaux propres (4)	122,4	177,9	242,4	378,5	595,1
Rémunération des capitaux propres (5) = (4) x 4 %	4,9	7,1	9,7	15,1	23,8
Travail non salarié en UTA (UTANS) (6)	1,2	1,2	1,6	2,0	2,2
Rémunération par UTA non salariée [(3) - (5)]/(6)	5,3	10,2	20,7	29,2	42,0

Source : RICA 2010

G5.2 - Résultats et facteurs de production entre 1990 et 2010

Moyennes par exploitation, valeurs monétaires en millier d'euros 2010

	1990	1995	2000	2005	2010
Nombre d'exploitations représentées (milliers)	497,6	424,3	386,3	340,7	312,2
Surface agricole utilisée (ha)	47,6	59,3	68,0	76,2	83,8
Taille du troupeau (UGB)	43,0	55,5	69,0	72,5	80,5
Résultat courant avant impôts (1)	31,8	37,7	36,7	33,4	45,4
Charges sociales de l'exploitant (2)	5,7	7,4	9,0	9,4	9,3
Revenu de l'exploitant (3) = (1) - (2)	26,1	30,3	27,7	24,0	36,1
Capitaux propres (4)	191,9	197,8	223,5	223,5	251,4
Rémunération des capitaux propres (5) = (4) x 4 %	7,7	7,9	8,9	8,9	10,1
Travail non salarié en UTA (UTANS) (6)	1,5	1,4	1,4	1,5	1,5
Rémunération par UTA non salariée [(3) - (5)]/(6)	12,7	15,6	13,0	10,3	17,7

Source : RICA

LES ANNEXES

1 - Tableaux complémentaires	48
2 - Méthodologie d'enquête.....	55
3 - Plan, nomenclature, concepts et traitements comptables	59
4 - Lexique	63

Tableaux complémentaires

Tableau 1

Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2010

Valeurs moyennes par exploitation et pourcentages d'évolution par rapport à 2009 en valeur réelle

	Ensemble		Céréales et oléoprotéagineux		Cultures générales		Maraîchage		Fleurs et horticulture diverses	
	2010	% évo.	2010	% évo.	2010	% évo.	2010	% évo.	2010	% évo.
Échantillon	7 449		1 132		549		205		222	
Population	312 182		51 420		19 492		4 436		6 717	
Caractéristiques physiques										
Surface agricole utilisée (en ha)	84	+ 1,0	123	+ 0,4	121	+ 0,2	15	- 1,4	6	- 1,2
dont : SAU en fermage	68	+ 0,7	104	+ 0,1	110	- 0,2	11	- 4,2	3	+ 0,2
Effectifs animaux (en UGB°)	81	- 1,4	7	- 6,3	14	+ 4,7	2	- 3,5	ε	///
Nombre d'UTA°°	2,06	+ 0,3	1,39	- 1,1	2,25	- 0,1	4,85	- 0,4	3,74	- 1,0
dont : UTA non salariées	1,47	+ 0,1	1,21	- 1,5	1,40	- 0,6	2,02	- 0,4	1,49	- 3,4
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)										
Capacité d'autofinancement	72,7	+ 51,5	78,8	+ 114,2	122,9	+ 69,8	91,7	+ 43,9	52,2	+ 17,2
- Prélèvements privés	37,9	+ 10,0	35,2	+ 6,3	62,0	+ 16,0	52,4	+ 10,0	36,1	+ 20,4
= Autofinancement	34,8	+ 164,0	43,6	+ 1 182,9	60,9	+ 239,9	39,3	+ 129,3	16,1	+ 10,4
Actif immobilisé	234,1	- 0,4	184,0	- 0,9	280,5	+ 0,8	150,4	+ 4,7	106,7	- 2,2
Actif circulant	153,8	+ 8,3	130,2	+ 21,7	197,7	+ 15,7	99,1	+ 18,4	81,4	+ 3,9
Stocks	92,8	+ 4,1	66,3	+ 15,6	82,4	+ 5,0	29,2	+ 7,2	34,9	+ 3,2
Capitaux propres	229,3	+ 4,8	192,0	+ 13,0	262,9	+ 11,8	99,2	+ 25,6	73,4	- 0,7
Endettement total	159,7	+ 0,2	123,1	- 0,7	216,8	+ 0,7	152,5	+ 2,8	115,9	+ 0,9
Soldes intermédiaires de gestion (millier d'euros)										
Ventes et autoconsommation	168,3	+ 10,8	133,0	+ 22,3	246,1	+ 19,0	292,1	+ 11,2	216,6	+ 2,0
- Achats d'animaux	6,6	- 6,2	1,0	- 17,0	2,7	- 10,9	0,1	- 18,9	ε	///
= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	161,8	+ 11,7	132,0	+ 22,6	243,4	+ 19,3	292,0	+ 11,2	216,6	+ 2,0
+ Production stockée	4,2	+ 1 700,9	7,6	+ 369,9	3,7	+ 55,0	- 0,3	- 129,0	0,5	- 64,3
+ Production immobilisée	3,2	- 15,8	1,4	- 7,6	3,0	+ 0,9	5,7	+ 82,7	2,8	- 63,6
+ Produits divers	3,9	+ 7,7	5,1	+ 9,0	8,2	+ 19,7	2,5	- 3,5	4,6	+ 12,5
= Production de l'exercice	173,0	+ 13,4	146,1	+ 32,2	258,2	+ 19,4	299,9	+ 11,7	224,6	- 0,4
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,4	- 4,3	0,9	- 3,4	0,9	- 9,7	1,7	- 6,1	0,5	+ 74,7
- Charges d'approvisionnement	58,6	- 6,2	52,5	- 19,6	82,1	- 12,1	80,7	+ 2,0	80,9	- 0,5
- Autres achats et charges externes (non compris fermages)	44,4	+ 1,0	34,0	+ 3,3	54,4	+ 3,1	71,3	+ 3,1	43,6	- 10,5
= Valeur ajoutée	70,5	+ 51,1	60,5	+ 338,7	122,7	+ 74,0	149,7	+ 22,8	100,5	+ 5,0
+ Remboursement forfaitaire TVA	ε	///	ε	///	ε	///	ε	///	ε	///
+ Subventions d'exploitation	31,1	+ 2,0	39,7	- 10,5	45,1	- 5,5	9,6	+ 12,8	3,3	+ 23,4
+ Indemnités d'assurance	1,4	- 24,9	1,7	- 29,1	3,1	+ 20,1	1,0	- 25,7	0,7	- 27,1
- Fermages	12,1	- 1,9	14,1	- 1,4	21,8	- 1,9	5,5	- 1,0	2,7	- 2,1
- Impôts et taxes	2,2	+ 0,3	2,2	- 4,7	3,8	+ 3,8	1,6	- 0,1	1,9	+ 3,8
- Charges de personnel	12,3	- 1,6	3,9	- 4,1	18,9	- 0,7	58,0	+ 2,8	46,3	- 1,2
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	76,5	+ 46,9	81,6	+ 107,1	126,3	+ 67,7	95,2	+ 39,9	53,6	+ 12,5
+ Transferts de charges	0,5	+ 50,9	0,5	- 3,5	0,4	- 16,7	0,6	+ 42,5	0,4	- 22,9
- Dotations aux amortissements	27,1	+ 1,8	27,4	+ 5,9	38,1	+ 3,0	26,9	+ 0,5	18,6	+ 1,0
= Résultat d'exploitation	49,9	+ 93,1	54,7	+ 279,7	88,7	+ 131,2	68,9	+ 66,1	35,3	+ 19,6
+ Produits financiers	0,6	+ 20,1	1,0	+ 39,7	1,1	- 5,4	0,5	+ 9,1	0,2	- 18,2
- Charges financières	5,1	- 4,9	4,5	- 1,4	6,7	- 2,5	4,4	- 8,5	3,1	- 9,2
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	45,4	+ 116,5	51,2	+ 376,6	83,1	+ 155,1	65,0	+ 75,3	32,5	+ 23,3
+ Plus ou moins-value sur cession d'actifs immobilisés	3,7	+ 13,9	6,4	+ 27,0	8,3	+ 28,3	2,4	+ 318,6	1,0	+ 50,9
+ Quote-part des subventions d'investissement affectée à l'exercice	1,3	+ 8,7	0,3	- 8,3	0,6	+ 11,1	3,1	- 9,9	1,3	- 1,4
+ Profits et charges exceptionnels	0,3	- 47,8	0,2	- 75,2	1,8	- 18,7	- 0,2	+ 42,1	1,1	+ 1 606,6
= Résultat de l'exercice	50,6	+ 95,1	58,1	+ 248,5	93,7	+ 122,2	70,4	+ 73,2	35,9	+ 28,5

ε : nombre inférieur à 50 euros ou pourcentage inférieur à 0,05 % (en valeur absolue).

/// : sans objet ou non significatif.

° UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB.

°° UTA : unité de travail annuel, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année.

Champ : ensemble des exploitations professionnelles.

Source : RICA 2010 et 2009

Tableau 1 (suite)

Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2010

Valeurs moyennes par exploitation et pourcentages d'évolution par rapport à 2009 en valeur réelle

	Viticulture		Fruits et autres cultures permanentes		Bovins lait		Bovins viande		Bovins mixtes	
	2010	% évo.	2010	% évo.	2010	% évo.	2010	% évo.	2010	% évo.
Échantillon	1 074		336		1 150		730		275	
Population	46 941		7 951		48 171		33 455		9 374	
Caractéristiques physiques										
Surface agricole utilisée (en ha)	22	+ 0,0	32	+ 0,6	86	+ 1,8	101	+ 1,8	120	+ 1,1
dont : SAU en fermage	15	- 0,1	21	- 0,9	73	+ 1,6	73	+ 1,9	102	+ 1,1
Effectifs animaux (en UGB°)	0	- 4,7	2	- 1,5	92	+ 0,9	113	- 0,6	153	+ 0,1
Nombre d'UTA°°	2,74	+ 1,5	4,59	- 0,7	1,83	+ 0,5	1,38	- 0,9	1,92	+ 0,1
dont : UTA non salariées	1,38	+ 0,6	1,69	+ 4,5	1,68	+ 0,1	1,30	- 0,2	1,79	+ 0,3
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)										
Capacité d'autofinancement	73,2	+ 31,7	51,4	+ 24,9	73,1	+ 49,4	40,3	+ 12,8	77,8	+ 40,7
- Prélèvements privés	46,4	+ 6,1	29,2	+ 1,0	39,3	+ 21,0	24,5	+ 38,1	37,6	+ 7,0
= Autofinancement	26,8	+ 134,2	22,2	+ 114,7	33,8	+ 106,2	15,8	- 14,3	40,2	+ 102,8
Actif immobilisé	217,0	- 1,6	158,0	+ 1,6	271,7	+ 0,9	250,8	- 1,8	350,3	+ 2,9
Actif circulant	334,5	+ 4,2	119,0	+ 4,6	100,1	+ 4,6	98,8	+ 1,0	141,9	+ 7,0
Stocks	254,3	+ 4,5	35,8	- 2,6	54,2	- 3,4	61,4	- 3,5	89,9	+ 0,3
Capitaux propres	378,6	+ 1,5	145,3	+ 0,6	207,1	+ 3,8	244,0	- 1,0	282,1	+ 2,7
Endettement total	174,2	+ 2,8	132,8	+ 5,3	166,0	- 0,6	106,1	- 1,1	211,6	+ 5,8
Soldes intermédiaires de gestion (millier d'euros)										
Ventes et autoconsommation	177,8	+ 2,4	182,1	+ 4,9	156,6	+ 15,2	72,2	+ 6,0	173,7	+ 13,1
- Achats d'animaux	0,0	- 11,9	0,1	- 42,6	3,9	- 3,6	6,3	- 9,5	14,1	+ 6,5
= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	177,8	+ 2,4	182,0	+ 4,9	152,6	+ 15,7	65,8	+ 7,6	159,7	+ 13,7
+ Production stockée	13,6	+ 3 832,6	- 0,2	- 229,1	1,0	- 14,2	- 0,6	- 234,6	0,5	- 42,8
+ Production immobilisée	3,0	- 17,0	9,4	+ 34,7	3,7	- 18,5	1,5	- 24,3	5,1	+ 1,8
+ Produits divers	3,5	+ 1,2	3,4	+ 1,4	1,4	+ 12,6	1,1	+ 1,0	1,6	+ 18,9
= Production de l'exercice	197,8	+ 9,1	194,6	+ 5,6	158,8	+ 14,3	67,8	+ 2,2	166,9	+ 12,3
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,2	+ 24,4	0,2	+ 81,5	0,2	- 0,9	0,1	- 40,0	0,2	- 12,9
- Charges d'approvisionnement	29,1	- 4,8	33,7	- 4,8	54,6	- 1,6	29,9	- 0,4	65,8	- 1,1
- Autres achats et charges externes (non compris fermages)	45,8	+ 1,4	61,5	+ 7,6	47,3	+ 0,5	27,1	- 1,7	50,8	+ 2,6
= Valeur ajoutée	123,1	+ 16,4	99,7	+ 8,5	57,2	+ 54,9	10,8	+ 23,6	50,5	+ 53,7
+ Remboursement forfaitaire TVA	€	///	€	///	€	///	€	///	€	///
+ Subventions d'exploitation	4,3	- 6,5	15,8	- 3,0	34,2	+ 13,5	42,1	+ 6,6	48,8	+ 11,0
+ Indemnités d'assurance	1,0	- 47,9	1,3	- 49,9	1,1	- 26,4	1,0	- 19,6	1,3	- 24,9
- Fermages	17,8	- 4,9	7,5	- 1,3	10,0	- 0,3	8,1	+ 0,8	12,7	- 1,7
- Impôts et taxes	3,3	+ 1,7	2,0	- 1,4	1,7	- 0,8	1,2	+ 0,6	1,9	- 7,9
- Charges de personnel	30,3	- 1,4	53,2	- 7,6	2,7	+ 2,4	1,5	- 4,0	2,7	+ 6,7
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	77,0	+ 29,2	54,1	+ 23,8	78,1	+ 44,5	43,2	+ 11,3	83,4	+ 36,6
+ Transferts de charges	0,5	+ 56,7	0,7	+ 80,8	0,3	+ 10,9	0,2	- 12,3	0,1	- 40,9
- Dotations aux amortissements	20,1	- 1,0	22,9	- 1,8	29,9	+ 0,9	20,0	- 0,8	35,7	+ 2,3
= Résultat d'exploitation	57,3	+ 44,6	31,9	+ 52,9	48,5	+ 95,7	23,4	+ 23,9	47,8	+ 80,5
+ Produits financiers	0,4	+ 5,7	0,6	- 0,4	0,4	+ 1,6	0,3	+ 52,1	0,6	+ 8,5
- Charges financières	4,6	- 8,3	3,6	- 0,8	5,8	- 3,4	3,3	- 6,6	6,8	+ 0,8
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	53,1	+ 51,7	28,9	+ 61,6	43,2	+ 123,4	20,3	+ 31,0	41,5	+ 105,9
+ Plus ou moins-value sur cession d'actifs immobilisés	0,1	- 83,6	2,2	+ 241,5	3,4	- 2,0	3,5	+ 27,8	3,9	+ 28,7
+ Quote-part des subventions d'investissement affectée à l'exercice	0,9	+ 5,9	3,1	+ 8,3	1,9	+ 1,4	1,2	+ 5,5	2,1	+ 5,2
+ Profits et charges exceptionnels	- 0,0	- 122,4	- 0,4	- 650,3	0,0	- 47,5	- 0,0	- 157,7	0,5	+ 63,9
= Résultat de l'exercice	54,1	+ 44,0	33,8	+ 58,0	48,4	+ 96,5	25,0	+ 28,4	48,1	+ 88,3

€ : nombre inférieur à 50 euros ou pourcentage inférieur à 0,05 % (en valeur absolue).

/// : sans objet ou non significatif.

° UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB.

°° UTA : unité de travail annuel, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année.

Champ : ensemble des exploitations professionnelles.

Source : RICA 2010 et 2009

Tableau 1 (suite et fin)

Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2010

Valeurs moyennes par exploitation et pourcentages d'évolution par rapport à 2009 en valeur réelle

	Ovins et caprins		Porcins		Volailles		Granivores mixtes		Polyculture, polyélevage	
	2010	% évo.	2010	% évo.	2010	% évo.	2010	% évo.	2010	% évo.
Échantillon	376		168		171		137		885	
Population	14 137		6 031		12 560		6 094		39 230	
Caractéristiques physiques										
Surface agricole utilisée (en ha)	86	+ 1,6	60	+ 1,1	47	+ 1,0	83	+ 1,7	112	+ 1,2
dont : SAU en fermage	52	+ 0,9	50	+ 1,3	37	- 0,4	73	+ 1,5	95	+ 0,6
Effectifs animaux (en UGB°)	83	- 1,2	424	- 4,5	469	+ 1,8	246	+ 2,1	86	- 1,1
Nombre d'UTA°°	1,51	- 1,9	2,12	+ 0,9	1,67	+ 1,2	2,17	+ 1,8	2,03	+ 1,2
dont : UTA non salariées	1,41	- 2,8	1,46	- 0,2	1,41	+ 1,0	1,91	+ 1,4	1,61	+ 0,9
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)										
Capacité d'autofinancement	46,8	+ 39,7	93,6	+ 27,9	68,0	+ 18,3	91,0	+ 37,0	82,6	+ 62,4
- Prélèvements privés	21,2	+ 5,2	41,1	+ 9,1	38,1	+ 3,4	48,2	+ 34,8	39,2	+ 15,1
= Autofinancement	25,6	+ 100,0	52,4	+ 48,3	29,9	+ 43,7	42,7	+ 39,5	43,4	+ 183,2
Actif immobilisé	186,7	+ 1,1	308,1	- 2,1	180,9	- 0,9	293,9	+ 0,9	266,4	- 0,3
Actif circulant	71,3	+ 14,5	181,8	+ 4,1	93,8	+ 6,9	142,3	+ 14,4	143,5	+ 10,3
Stocks	31,0	+ 5,5	141,5	+ 6,9	45,4	+ 5,1	87,4	+ 1,8	79,0	+ 3,9
Capitaux propres	166,3	+ 5,9	160,0	+ 9,0	116,9	+ 6,5	203,2	+ 5,6	231,0	+ 5,3
Endettement total	92,2	+ 2,2	332,0	- 3,6	159,3	- 1,4	234,5	+ 4,3	180,3	+ 0,6
Soldes intermédiaires de gestion (millier d'euros)										
Ventes et autoconsommation	73,3	+ 3,5	430,5	+ 1,1	278,0	+ 6,5	281,2	+ 7,6	183,5	+ 15,4
- Achats d'animaux	3,5	+ 34,1	27,8	- 0,4	38,7	- 0,4	19,9	+ 4,6	10,3	+ 10,5
= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	69,8	+ 2,4	402,7	+ 1,2	239,3	+ 7,7	261,3	+ 7,8	173,3	+ 15,7
+ Production stockée	2,3	+ 214,7	9,2	+ 192,2	1,4	+ 170,5	3,2	+ 279,7	1,6	+ 765,9
+ Production immobilisée	2,2	- 33,1	7,4	- 33,7	2,2	- 23,4	5,6	+ 32,6	3,6	- 2,3
+ Produits divers	0,7	- 1,4	2,8	+ 3,5	2,2	- 22,7	2,2	+ 26,6	3,4	+ 14,7
= Production de l'exercice	75,0	+ 6,6	422,2	+ 4,7	245,1	+ 7,6	272,3	+ 10,8	181,9	+ 17,1
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,1	+ 14,0	0,3	+ 8,2	0,3	- 38,7	0,5	+ 1,3	0,6	- 10,3
- Charges d'approvisionnement	32,0	- 0,4	242,9	+ 1,5	130,7	+ 3,6	134,2	- 0,2	66,5	- 9,1
- Autres achats et charges externes (non compris fermages)	27,1	+ 0,8	72,8	- 5,2	48,0	+ 1,5	60,6	+ 6,6	49,7	+ 4,1
= Valeur ajoutée	16,0	+ 37,0	106,7	+ 21,9	66,6	+ 21,6	78,0	+ 40,3	66,3	+ 87,6
+ Remboursement forfaitaire TVA	€	///	€	///	€	///	€	///	€	///
+ Subventions d'exploitation	38,6	+ 27,4	22,0	+ 6,6	17,4	- 6,5	35,3	+ 4,2	41,7	- 0,8
+ Indemnités d'assurance	1,2	+ 42,7	1,5	- 76,5	1,2	- 43,3	3,0	+ 117,1	1,9	- 12,1
- Fermages	4,8	+ 2,2	8,2	- 2,0	5,7	- 3,8	10,5	- 0,6	13,3	- 0,9
- Impôts et taxes	1,0	+ 24,5	2,4	+ 7,3	1,6	+ 0,6	2,2	+ 6,6	2,3	+ 3,3
- Charges de personnel	1,7	+ 23,6	15,7	- 2,9	5,1	- 1,0	5,0	+ 8,3	8,0	- 1,0
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	48,2	+ 34,4	103,8	+ 20,5	72,7	+ 16,3	98,7	+ 34,2	86,2	+ 55,4
+ Transferts de charges	0,1	- 3,5	0,3	- 16,2	0,3	- 41,8	0,4	- 16,9	1,2	+ 32,1
- Dotations aux amortissements	18,0	+ 0,9	40,9	- 4,1	26,3	+ 2,7	35,5	+ 1,0	33,0	+ 1,7
= Résultat d'exploitation	30,3	+ 63,3	63,2	+ 43,4	46,7	+ 24,2	63,6	+ 62,7	54,4	+ 131,2
+ Produits financiers	0,2	+ 13,1	0,8	+ 51,0	0,3	+ 17,6	0,5	- 15,5	0,9	+ 48,0
- Charges financières	2,8	- 2,3	11,5	- 14,5	5,5	- 8,7	8,2	- 5,46 ¹	- 5,4	
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	27,7	+ 73,5	52,5	+ 68,5	41,5	+ 30,1	55,9	+ 78,3	49,1	+ 178,5
+ Plus ou moins-value sur cession d'actifs immobilisés	2,2	+ 15,7	1,7	- 52,1	1,6	- 46,9	3,5	- 16,9	4,5	+ 32,3
+ Quote-part des subventions d'investissement affectée à l'exercice	1,4	+ 0,4	1,6	+ 2,0	1,1	+ 6,4	1,9	+ 1,6	2,0	+ 29,6
+ Profits et charges exceptionnels	1,1	+ 3 696,9	0,2	+ 153,1	0,2	+ 142,1	- 0,4	- 276,9	0,5	- 11,7
= Résultat de l'exercice	32,4	+ 68,0	55,9	+ 56,2	44,4	+ 24,8	60,9	+ 61,7	56,1	+ 141,0

€ : nombre inférieur à 50 euros ou pourcentage inférieur à 0,05 % (en valeur absolue).

/// : sans objet ou non significatif.

° UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB.

°° UTA : unité de travail annuel, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année.

Champ : ensemble des exploitations professionnelles.

Source : RICA 2010 et 2009

Tableau 2
Situation financière des exploitations en 2009 et 2010

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Tableau de financement simplifié	Ensemble		Céréales et oléoprotéagineux		Cultures générales		Maraîchage		Fleurs et horticulture diverses	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010
Résultat courant avant impôts	20,9	45,7	11,1	53,4	31,3	80,5	37,7	66,6	25,4	31,6
+ Dotation aux amortissements	26,3	27,0	25,9	27,7	36,9	38,3	28,0	28,4	19,5	19,8
+ Charges et produits exceptionnels	0,5	0,3	0,6	0,1	2,3	1,9	-0,4	-0,2	-0,1	1,5
= Capacité d'autofinancement	47,8	72,9	37,6	81,2	70,5	120,7	65,4	94,8	44,8	52,9
- Prélèvements privés	34,9	38,7	34,1	36,6	53,6	62,7	46,8	51,9	30,5	37,0
= Autofinancement	12,9	34,2	3,4	44,6	16,9	58,0	18,6	42,9	14,3	15,9
+ Cessions d'immobilisations	6,2	7,7	10,7	12,4	11,6	16,2	1,6	6,3	1,1	1,9
+ Subventions d'équipement reçues	1,2	1,3	0,3	0,2	1,0	1,0	3,2	2,0	1,5	2,6
+ Nouvelles dettes financières	35,3	31,9	27,1	26,1	52,3	48,0	34,2	41,8	27,6	25,6
+ Variation des dettes auprès des tiers	-0,2	1,7	-1,3	-0,3	-2,0	-0,4	0,1	5,2	2,4	1,3
+ Diminution de trésorerie nette	2,1		5,7		4,8		2,8		0,8	
= Total des ressources	57,4	76,8	46,0	83,0	84,7	122,9	60,5	98,2	47,6	47,3
Acquisitions d'immobilisations	33,4	31,2	36,9	32,9	53,8	50,2	23,1	40,1	25,1	19,2
+ Augmentation des animaux reproducteurs	0,8	0,7	-0,2	-0,1	0,2	-0,1	0,4	-0,1	ε	ε
+ Charges à répartir	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε
+ Remboursements des dettes financières	28,7	30,8	23,1	24,7	42,7	42,8	34,8	38,2	20,6	22,5
+ Variation des stocks	-4,0	4,4	-10,6	9,7	-5,4	4,5	-0,0	2,3	0,6	1,1
+ Variation des créances auprès des tiers	-1,5	4,7	-3,2	9,2	-6,7	15,0	2,0	-0,9	1,1	0,1
+ Variation des comptes de régularisation	0,1	ε	0,1	-0,2	ε	-0,1	0,1	0,3	0,2	-0,1
+ Augmentation de trésorerie nette		5,1		6,8		10,6		18,4		4,4
= Total des emplois	57,4	76,8	46,0	83,0	84,7	122,9	60,5	98,2	47,6	47,3
Variation du fonds de roulement net	-7,3	12,5	-18,2	25,8	-14,9	30,3	-0,8	14,8	-1,2	4,4
Variation du besoin en fonds de roulement	-5,2	7,4	-12,5	19,0	-10,0	19,8	2,1	-3,6	-0,5	-0,0
Variation de trésorerie nette	-2,1	5,1	-5,7	6,8	-4,9	10,5	-2,8	18,4	-0,7	4,4
Investissement total	28,0	24,2	25,9	20,5	42,4	33,9	21,9	33,7	24,1	17,2
Excédent de trésorerie d'exploitation	51,5	64,3	51,1	62,9	78,6	101,1	64,1	94,6	40,8	49,9

Bilan 2010	Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture	
	Ouv.	Clôture	Ouv.	Clôture	Ouv.	Clôture	Ouv.	Clôture	Ouv.	Clôture
Actif immobilisé	232,5	233,5	185,9	185,5	274,1	278,5	142,5	150,4	114,7	113,1
Terrains	42,9	43,4	49,1	49,2	33,4	35,0	16,1	16,2	16,5	16,5
Aménagements terrains	2,2	2,2	3,5	3,3	1,7	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9
Constructions	47,8	47,9	14,3	14,9	32,3	34,9	49,1	46,8	34,7	35,7
Installations spécialisées	9,0	9,2	4,2	4,3	12,1	12,8	18,1	23,9	25,6	24,7
Matériel	64,3	63,3	86,4	84,7	110,8	107,3	41,1	45,4	23,7	22,8
Plantations (y compris forêt)	7,4	7,2	0,3	0,2	0,8	0,8	3,4	4,0	4,1	3,3
Animaux reproducteurs	39,8	40,5	4,4	4,4	8,0	7,9	1,6	1,5	0,0	0,0
Autres immobilisations	19,1	19,7	23,7	24,4	75,1	77,8	11,3	10,8	8,3	8,2
Actif circulant	141,8	154,8	108,9	133,5	171,0	199,4	87,6	104,6	81,5	85,0
Stocks et en-cours	89,2	93,6	58,5	68,2	78,4	82,9	28,0	30,3	35,5	36,7
dont animaux circulants	20,4	19,8	2,2	2,0	5,8	5,8	0,3	0,2	0,1	0,0
Valeurs réalisables	32,5	36,4	30,0	38,0	59,2	69,9	25,6	27,9	27,5	26,9
Valeurs disponibles	20,0	24,8	20,4	27,3	33,3	46,5	33,9	46,4	18,5	21,4
Régularisation actif	1,3	1,3	1,2	1,1	1,8	1,7	2,1	2,4	1,4	1,4
Total actif	375,6	389,6	296,0	320,1	446,9	479,6	232,3	257,4	197,6	199,5
Capitaux propres	217,5	229,9	174,3	198,2	232,2	261,7	73,1	92,2	77,6	77,3
Total endettement	158,0	159,7	121,7	121,7	214,4	217,6	159,2	165,3	120,0	122,2
Dettes à long ou moyen terme	103,3	105,3	79,5	81,3	139,1	146,6	87,8	92,6	65,0	70,4
Emprunts à court terme	6,9	6,1	4,4	4,2	9,2	6,9	7,4	6,2	6,7	4,4
Autres dettes financières à - 1 an	8,5	7,3	7,9	6,8	9,9	8,3	8,7	5,9	5,1	2,9
Dettes auprès de tiers	39,3	41,0	29,8	29,4	56,2	55,9	55,4	60,6	43,2	44,5
Régularisation passif	0,1	0,1	ε	0,2	0,3	0,3	ε	ε	ε	ε
Total passif	375,6	389,6	296,0	320,1	446,9	479,6	232,3	257,4	197,6	199,5

ε : nombre inférieur à 50 euros (en valeur absolue).

Champ : exploitations présentes dans l'échantillon en 2009 et 2010.

Source : RICA 2009 et 2010

Tableau 2 (suite)
Situation financière des exploitations en 2009 et 2010

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Tableau de financement simplifié	Viticulture		Fruits et autres cultures permanentes		Bovins lait		Bovins viande		Bovins mixtes	
	2009	2010	2009	2010	22009	2010	2009	2010	2009	2010
Résultat courant avant impôts	35,6	54,4	17,8	29,1	19,4	43,7	15,6	20,6	20,0	41,4
+ Dotation aux amortissements	20,3	20,3	22,7	22,4	29,4	29,9	19,8	19,8	34,0	35,1
+ Charges et produits exceptionnels	0,3	- 0,1	0,1	- 0,4	0,1	0,1	0,1	- 0,0	0,3	0,4
= Capacité d'autofinancement	56,2	74,7	40,6	51,1	48,9	73,7	35,5	40,4	54,2	76,9
- Prélèvements privés	45,0	48,1	32,1	32,6	32,6	39,7	18,4	25,6	35,2	37,9
= Autofinancement	11,2	26,6	8,5	18,4	16,3	33,9	17,1	14,8	19,1	39,0
+ Cessions d'immobilisations	2,9	4,5	2,2	4,1	5,9	6,4	4,3	5,8	6,3	6,6
+ Subventions d'équipement reçues	0,7	2,2	3,1	3,5	2,3	1,9	1,2	0,9	1,5	1,6
+ Nouvelles dettes financières	29,9	31,7	26,1	26,6	37,5	34,0	21,9	20,2	40,5	45,8
+ Variation des dettes auprès des tiers	0,2	3,5	3,9	4,1	1,1	- 1,2	ε	0,8	- 1,3	7,6
+ Diminution de trésorerie nette			4,5		2,5		0,2		2,5	
= Total des ressources	45,0	68,5	48,3	56,7	65,7	75,1	44,6	42,4	68,6	100,6
Acquisitions d'immobilisations	23,2	22,8	30,3	27,9	38,0	33,5	21,6	18,9	35,5	48,1
+ Augmentation des animaux reproducteurs	ε	ε	ε	ε	0,6	4,1	2,0	0,6	1,0	2,1
+ Charges à répartir	ε	ε	ε	ε	- 0,1	0,0	- 0,2	- 0,0	ε	ε
+ Remboursements des dettes financières	25,5	29,0	19,6	24,0	29,5	31,6	22,0	20,7	34,0	39,0
+ Variation des stocks	- 0,5	13,3	- 0,1	- 0,6	- 1,8	- 1,5	- 1,5	- 1,7	- 1,6	1,0
+ Variation des créances auprès des tiers	- 3,9	2,9	- 1,6	5,5	- 0,6	2,7	0,8	2,0	- 0,6	5,0
+ Variation des comptes de régularisation	ε	0,2	0,1	- 0,1	ε	- 0,1	ε	ε	0,4	0,1
+ Augmentation de trésorerie nette	0,7	0,3		0,0		4,9		1,9		5,4
= Total des emplois	45,0	68,5	48,3	56,7	65,7	75,1	44,6	42,4	68,6	100,6
Variation du fonds de roulement net	- 3,9	13,1	- 10,0	0,7	- 5,9	7,2	- 0,8	1,4	- 3,0	3,8
Variation du besoin en fonds de roulement	- 4,5	12,8	- 5,5	0,7	- 3,4	2,3	- 0,7	- 0,5	- 0,6	- 1,6
Variation de trésorerie nette	0,7	0,3	- 4,5	0,1	- 2,5	4,9	- 0,2	1,9	- 2,5	5,4
Investissement total	20,3	18,3	28,1	23,8	32,7	31,2	19,2	13,7	30,1	43,6
Excédent de trésorerie d'exploitation	57,6	58,4	40,9	42,4	51,6	68,0	34,9	41,1	53,3	74,4

Bilan 2010	Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture	
	Ouv. Clôture	Ouv. Clôture	Ouv. Clôture	Ouv. Clôture	Ouv. Clôture	Ouv. Clôture	Ouv. Clôture	Ouv. Clôture	Ouv. Clôture	
Actif immobilisé	222,1	220,4	153,7	157,4	264,2	269,2	254,6	252,0	333,7	346,3
Terrains	92,6	91,0	24,2	24,5	23,1	24,0	42,8	43,4	27,9	28,3
Aménagements terrains	1,0	1,4	1,2	1,2	1,9	1,9	1,8	1,8	2,3	2,4
Constructions	38,7	38,2	20,4	19,9	77,9	78,6	44,2	42,9	87,4	93,5
Installations spécialisées	4,8	5,0	12,0	15,5	15,0	14,2	3,6	3,4	11,9	11,6
Matériel	35,7	35,6	40,6	39,5	67,9	67,3	48,3	45,9	80,1	81,9
Plantations (y compris forêt)	36,8	36,5	39,0	39,2	ε	ε	ε	ε	0,0	0,0
Animaux reproducteurs	0,3	0,4	1,1	1,1	64,8	68,9	107,6	108,2	110,9	113,0
Autres immobilisations	12,2	12,4	15,2	16,5	13,5	14,1	6,3	6,4	13,3	15,6
Actif circulant	324,7	341,0	110,0	115,8	94,9	100,2	95,9	97,6	131,9	142,2
Stocks et en-cours	246,7	260,0	34,1	33,5	55,6	54,1	62,3	60,6	89,4	90,4
dont animaux circulants	0,2	0,2	0,3	0,2	27,6	25,2	42,5	40,2	57,5	57,0
Valeurs réalisables	52,3	54,7	42,6	49,2	24,9	27,1	17,2	19,1	24,4	28,5
Valeurs disponibles	25,7	26,3	33,2	33,1	14,4	19,0	16,4	17,9	18,1	23,3
Régularisation actif	1,3	1,4	1,3	1,3	1,5	1,4	0,6	0,5	1,5	1,5
Total actif	548,1	562,8	265,0	274,5	360,5	370,8	351,0	350,2	467,1	490,0
Capitaux propres	378,1	386,8	140,8	142,6	197,4	207,5	247,9	247,3	267,2	276,8
Total endettement	169,9	176,0	124,1	131,7	163,1	163,3	103,1	102,8	199,8	213,1
Dettes à long ou moyen terme	85,7	86,9	69,2	69,9	119,9	123,5	74,3	75,0	142,8	150,6
Emprunts à court terme	9,9	11,3	3,5	5,3	5,5	4,1	4,5	3,3	8,3	7,2
Autres dettes financières à - 1 an	11,2	11,1	6,2	7,2	5,3	4,3	4,4	3,9	8,0	6,9
Dettes auprès des tiers	63,2	66,7	45,2	49,3	32,3	31,4	19,9	20,6	40,7	48,4
Régularisation passif	ε	ε	0,1	0,2	ε	ε	ε	ε	0,1	0,1
Total passif	548,1	562,8	265,0	274,5	360,5	369,3	351,0	350,2	467,1	490,0

ε : nombre inférieur à 50 euros (en valeur absolue).

Champ : exploitations présentes dans l'échantillon en 2009 et 2010.

Source : RICA 2009 et 2010

Tableau 2 (suite et fin)
Situation financière des exploitations en 2009 et 2010

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Tableau de financement simplifié	Ovins et caprins		Porcins		Volailles		Granivores mixtes		Polyculture, polyélevage	
	2009	2010	2009	2010	22009	2010	2009	2010	2009	2010
Résultat courant avant impôts	16,8	29,4	31,9	54,2	33,6	44,1	32,9	59,1	17,6	49,3
+ Dotation aux amortissements	16,8	17,1	42,7	41,3	25,5	26,4	35,7	36,4	33,1	33,9
+ Charges et produits exceptionnels	ε	0,8	- 0,4	0,2	ε	0,1	0,2	- 0,4	0,4	0,4
= Capacité d'autofinancement	33,6	47,3	74,3	95,7	59,2	70,6	68,9	95,1	51,1	83,7
- Prélèvements privés	21,3	22,6	38,7	42,6	37,2	38,8	37,5	51,0	36,7	42,6
= Autofinancement	12,2	24,7	35,6	53,1	21,9	31,8	31,3	44,1	14,4	41,0
+ Cessions d'immobilisations	3,8	3,6	7,1	4,0	4,6	3,9	6,5	9,4	7,9	10,6
+ Subventions d'équipement reçues	1,0	0,8	1,1	0,6	0,7	1,2	0,7	1,2	1,2	1,3
+ Nouvelles dettes financières	14,7	19,6	79,2	60,6	33,6	30,2	47,9	50,1	39,4	36,8
+ Variation des dettes auprès des tiers	0,3	0,2	- 5,4	- 0,1	2,2	0,0	- 5,4	10,4	- 1,3	2,6
+ Diminution de trésorerie nette				0,8					4,6	
= Total des ressources	32,0	48,9	117,6	119,1	63,0	67,1	81,0	115,2	66,1	92,3
Acquisitions d'immobilisations	17,4	21,2	42,7	38,7	32,7	28,1	42,4	42,9	39,4	40,5
+ Augmentation des animaux reproducteurs	- 0,3	0,8	- 1,1	0,9	0,1	0,9	- 0,2	4,2	0,1	0,3
+ Charges à répartir	ε	ε	- 0,0	- 0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,1	0,0
+ Remboursements des dettes financières	15,7	16,0	80,5	72,7	29,4	30,0	42,8	44,9	33,3	33,8
+ Variation des stocks	- 2,0	1,8	- 10,7	10,3	- 0,2	2,6	- 4,3	2,2	- 6,4	3,6
+ Variation des créances auprès des tiers	0,1	2,8	- 0,7	- 3,4	- 0,6	2,9	- 0,3	11,6	- 0,2	5,3
+ Variation des comptes de régularisation	0,1	ε	ε	ε	0,1	ε	ε	ε	ε	ε
+ Augmentation de trésorerie nette	1,0	6,3	6,9		1,6	2,7	0,7	9,4		8,8
= Total des emplois	32,0	48,9	117,6	119,1	63,0	67,1	81,0	115,2	66,1	92,3
Variation du fonds de roulement net	- 1,1	10,7	1,0	6,2	- 1,3	8,2	1,5	12,8	- 9,9	15,1
Variation du besoin en fonds de roulement	- 2,1	4,4	- 5,9	7,0	- 2,9	5,5	0,8	3,4	- 5,3	6,3
Variation de trésorerie nette	1,0	6,3	6,9	- 0,9	1,5	2,7	0,7	9,4	- 4,6	8,8
Investissement total	13,3	18,3	34,5	35,5	28,2	25,0	35,7	37,7	31,6	30,3
Excédent de trésorerie d'exploitation	36,3	43,6	83,3	91,1	63,8	67,6	71,4	84,0	57,8	76,7

Bilan 2010	Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture	
	Ouv.	Clôture	Ouv.	Clôture	Ouv.	Clôture	Ouv.	Clôture	Ouv.	Clôture
Actif immobilisé	173,1	176,4	316,8	312,6	178,2	178,0	290,1	295,0	267,5	268,9
Terrains	36,6	39,8	24,7	25,2	19,8	20,4	18,1	18,5	33,1	34,9
Aménagements terrains	1,6	1,5	3,0	3,8	2,8	2,7	2,1	1,9	3,1	3,0
Constructions	37,8	35,6	149,5	141,8	61,1	61,1	93,9	91,1	55,5	55,2
Installations spécialisées	4,8	5,4	7,4	7,4	13,9	13,5	12,1	12,4	11,1	12,1
Matériel	42,6	43,4	66,6	65,0	53,2	51,7	76,3	79,7	85,9	84,0
Plantations (y compris forêt)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,4	0,0	0,0	4,6	3,8
Animaux reproducteurs	44,2	45,0	44,4	45,3	18,0	18,9	68,1	72,2	52,1	52,4
Autres immobilisations	5,4	5,6	21,2	24,2	9,0	9,4	19,5	19,2	22,2	23,4
Actif circulant	61,6	71,2	171,3	179,7	90,2	97,2	124,4	143,4	131,6	146,3
Stocks et en-cours	28,6	30,4	132,7	143,1	44,0	46,6	82,2	84,4	77,1	80,7
dont animaux circulants	12,3	12,4	98,0	102,3	28,1	28,8	50,7	50,7	27,3	27,4
Valeurs réalisables	18,2	20,3	28,8	25,2	30,7	32,2	26,6	37,2	32,6	36,5
Valeurs disponibles	14,8	20,4	9,8	11,5	15,5	18,5	15,6	21,9	21,9	29,1
Régularisation actif	0,4	0,4	2,0	2,1	1,7	1,7	1,6	1,6	1,6	1,6
Total actif	235,2	248,0	490,0	494,5	270,1	276,9	416,1	440,1	400,7	416,8
Capitaux propres	154,3	164,7	142,0	156,1	105,1	112,9	195,0	207,5	219,0	232,5
Total endettement	80,9	83,3	348,0	338,2	164,9	163,9	221,1	232,6	181,5	184,1
Dettes à long ou moyen terme	56,8	60,8	230,5	220,8	107,5	108,5	156,3	163,2	125,4	130,0
Emprunts à court terme	2,3	1,9	27,5	25,1	4,7	3,9	9,7	7,9	6,5	5,0
Autres dettes financières à - 1 an	3,7	2,3	34,4	36,8	7,7	6,5	17,1	13,0	10,0	7,0
Dettes auprès de tiers	18,1	18,3	55,6	55,5	45,0	45,0	38,0	48,5	39,6	42,1
Régularisation passif	ε	ε	0,0	0,1	0,1	0,1	ε	ε	0,1	0,1
Total passif	235,2	248,0	490,0	494,5	270,1	276,9	416,1	440,1	400,7	416,8

ε : nombre inférieur à 50 euros (en valeur absolue).

Champ : exploitations présentes dans l'échantillon en 2009 et 2010.

Source : RICA 2009 et 2010

Méthodologie d'enquête

Origine

Mis en œuvre en France depuis 1968, le RICA est une enquête réalisée dans les États membres de l'Union européenne selon des règles et des principes communs. Il est régi en France par le décret n° 2010-78 du 23 février 2010 relatif à la création d'un réseau de données dénommé réseau d'information comptable agricole – RICA France. Les données de base sont recueillies à partir d'une fiche d'enquête, définie au niveau européen, comprenant la comptabilité agricole de l'exploitation et des informations technico-économiques. Cette fiche est déclinée au niveau national pour être conforme aux normes comptables françaises et répondre à des besoins particuliers. Un retraitement de certaines données est effectué afin de cerner la réalité économique de l'exploitation au plus près ou rendre les exploitations comparables entre elles : amortissements linéaires, évaluation des stocks à la valeur à la clôture de l'exercice, formes sociétaires, etc.

Typologie des exploitations agricoles : Otex, Cdex, PBS

La très grande diversité des exploitations agricoles rend indispensable leur classification. La statistique agricole européenne, et française en particulier, utilise depuis 1978 une typologie fondée sur l'orientation technico-économique des exploitations (Otex) et la classe de dimension économique des exploitations (Cdex).

Tableau 1
Définition de la CDEX

Cdex	PBS « 2007 »
1	Moins de 2 000 euros
2	2 000 à moins de 4 000 euros
3	4 000 à moins de 8 000 euros
4	8 000 à moins de 15 000 euros
5	15 000 à moins de 25 000 euros
6	25 000 à moins de 50 000 euros
7	50 000 à moins de 100 000 euros
8	100 000 à moins de 250 000 euros
9	250 000 à moins de 500 000 euros
10	500 000 à moins de 750 000 euros
11	750 000 à moins de 1 000 000 euros
12	1 000 000 à moins de 1 500 000 euros
13	1 500 000 à moins de 3 000 000 euros
14	3 000 000 euros et plus

Les Otex constituent un classement des exploitations selon leur production principale (par exemple « grandes cultures », « maraîchage », et « bovins lait »...). Les Cdex constituent un classement des exploitations selon leur taille économique.

La détermination de l'Otex et de la Cdex d'une exploitation se fait à partir de données physiques, surfaces des différentes productions végétales et effectifs des différentes catégories d'animaux. À chaque hectare de culture et à chaque tête d'animal est appliqué un coefficient indicateur normatif unitaire. Ces coefficients sont établis par région. Pour les résultats diffusés jusqu'en 2009, la classification des exploitations était réalisée à l'aide de coefficients de marge brute standard « MBS ». La réforme de la politique agricole commune de 2003 instituant le découplage des aides liées à la production a conduit à **abandonner le concept de MBS au profit de la production brute standard (PBS)**. Les coefficients de PBS représentent la **valeur de la production potentielle par hectare ou par tête d'animal présent hors toute aide** et sont exprimés en euros. Les coefficients de PBS, calculés en **moyenne sur la période 2005 à 2009, sont dénommés PBS « 2007 »**.

Le total des PBS de toutes les productions végétales et animales donne la PBS totale de l'exploitation et permet de la classer dans sa Cdex.

Tableau 2
Nomenclature Otex française de diffusion détaillée

Code	Libellé
1500	Céréales et oléoprotéagineux
1600	Cultures générales (autres grandes cultures)
2800	Maraîchage
2900	Fleurs et horticulture diverses
3500	Viticulture
3900	Fruits et autres cultures permanentes
4500	Bovins lait
4600	Bovins viande
4700	Bovins mixtes
4813	Ovins et caprins
4840	Autres herbivores
5100	Porcins
5200	Volailles
5374	Granivores mixtes
6174	Polyculture, polyélevage

Les parts relatives de PBS partielles (c'est-à-dire des PBS des différentes productions végétales et animales) permettent de classer l'exploitation selon sa production dominante, et ainsi de déterminer son Otex.

Il en résulte une **nouvelle typologie des exploitations agricoles, définie par le règlement (CE) n° 1242/2008 de la Commission du 8 décembre 2008**. Cette nouvelle classification s'applique pour la première fois pour la diffusion des résultats du recensement agricole de 2010 ainsi qu'au RICA à partir de l'exercice 2010.

Champ de l'enquête

Sur le territoire métropolitain, le RICA couvre l'ensemble des exploitations agricoles dont la PBS est supérieure ou égale à 25 000 euros, soit les modalités 6 à 14 de la Cdex. Les 312 182 exploitations couvertes par le RICA représentent 63,7 % de l'effectif total des exploitations métropolitaines dénombrées par le recensement général agricole de 2010. Le potentiel productif des exploitations agricoles appartenant au champ de l'enquête, mesuré à partir de la PBS, s'élève à plus de 97 % du total de l'agriculture. Pour les trois départements d'outre-mer, pour lesquels le RICA est en cours de mise en place (Guadeloupe, Martinique et Réunion), le seuil d'appartenance à l'échantillon est abaissé à 15 000 euros (Cdex 5 à 14).

Recrutement des exploitations

Le recrutement des exploitations agricoles est effectué par les services régionaux de l'information statistique et économique (SRISE) auprès d'offices comptables (centres de gestion des réseaux CER France, associations de gestion et de comptabilité – AGC, ou experts-comptables) et avec le consentement de l'exploitant.

Le recrutement des exploitations agricoles s'effectue selon trois modes (ou sous-échantillon).

Sous-échantillon I : comptabilités d'exploitants imposés au « forfait » (article 64 du Code général des impôts) tenues spécifiquement pour le RICA. C'était, à l'origine du RICA, le seul mode de recrutement des exploitations.

Sous-échantillon II : comptabilités d'exploitants imposés au « réel » (article 69 du Code général des impôts) et donc tenus d'avoir une comptabilité destinée à calculer le revenu fiscal. Ce mode de collecte existe depuis 1987. Les plus grandes exploitations se trouvent dans ce sous-échantillon. Plus de 80 % des exploitations de l'échantillon relèvent désormais de ce sous-échantillon.

Sous-échantillon III : comptabilités d'exploitants en plan d'amélioration matérielle ou plan d'investissement. Ce mode de collecte existe depuis 1976 et disparaît dans le RICA à partir de l'exercice 2012. Les exploitants du sous-échantillon III sont dans une phase de transfor-

mation de leur activité. Ils sont plutôt jeunes et plus endettés que la moyenne. Ces exploitations peuvent être imposées au forfait ou au réel.

Le découpage en sous-échantillons renvoie à un mode de recrutement des exploitations du RICA, non à un régime fiscal. Les exploitations du sous-échantillon II sont imposées au réel, mais également certaines exploitations du sous-échantillon III.

Le recrutement des exploitations est réalisé dans le respect du plan de sélection.

Plan de sélection

L'échantillon n'est pas tiré « aléatoirement » dans une base de sondage. La méthode de sondage utilisée est proche de celle des quotas. Dans ce type de méthode, l'univers connu à partir de recensements ou d'enquêtes lourdes, est découpé en strates fondées sur des caractères faciles à observer et bien corrélés avec les variables étudiées.

Pour le RICA, ces strates résultent du croisement de la région et deux critères de la typologie des exploitations agricoles (Otex et Cdex). Compte tenu du nombre restreint d'exploitations dans les plus grandes classes de dimension économique (Cdex), les classes de Cdex 10 à 14 sont regroupées.

La répartition des exploitations agricoles dans « l'univers » selon ces critères est connue par le recensement agricole et les enquêtes sur la structure des exploitations agricoles.

Pour chacune des strates, un nombre d'exploitations à sélectionner est fixé. Afin d'améliorer la précision des résultats, on cherche à recruter relativement à la population de l'univers, une proportion plus importante de grandes exploitations que de petites.

Les SRISE sont chargés, avec les offices comptables, de sélectionner les exploitations en respectant ces quotas.

Pondération

Les taux de sondage (la proportion d'exploitations sélectionnées dans l'univers) diffèrent notablement selon les strates, notamment selon la dimension économique. Afin d'obtenir des résultats agrégés pertinents, il est nécessaire de les pondérer en utilisant un poids d'extrapolation affecté à chacune des exploitations de l'échantillon. Pour les années 2000 et 2010, les poids sont établis par rapprochement avec les dénombrements obtenus par dépouillement des deux recensements de l'agriculture correspondants. En ce qui concerne les résultats 2001 à 2009 « nouvelle typologie », on a calculé, pour chacune des neuf années, des poids en considérant des univers interpolés à partir des deux recensements 2000 et 2010.

Le calcul des poids est réalisé pour chacune des strates résultant du croisement des trois critères régions (22 modalités), Otex (15 modalités) et Cdex (5 modalités : 6, 7, 8, 9, 10 à 14).

Toutes les exploitations d'une strate donnée sont affectées d'un coefficient de pondération calculé comme suit. On effectue d'abord, pour la strate considérée, le rapport entre le nombre d'exploitations de l'univers et le nombre d'exploitations de l'échantillon. Ce calcul donne un jeu de coefficients intermédiaires.

Si l'on applique à toutes les exploitations de l'échantillon ces coefficients intermédiaires, on obtient un nombre total d'exploitations inférieur au nombre total fourni par l'univers car certaines strates ne sont pas représentées dans l'échantillon. Un autre jeu de coefficients, appelé coefficients finaux d'extrapolation est calculé, en « dilatant » les coefficients intermédiaires par un calage sur marge résultant de la mise en œuvre de la procédure « Calmar » produite par l'Insee. Le calage sur marge assure que le nombre des exploitations extrapolé à partir du coefficient final, est égal, pour chacune des régions, Otex et Cdex, à celui de l'univers. Ces coefficients permettent donc de se rapprocher au mieux de l'univers de référence.

Diffusion

Les résultats diffusés dans cette publication portent sur les exploitations situées en métropole.

Dans cette publication, les tableaux de données sont généralement déclinés selon l'Otex française de diffusion « détaillée ». Compte tenu d'une taille de l'échantillon trop réduite, les données relatives à l'orientation « Autres herbivores » (herbivores autres que bovins, ovins et caprins), ne sont pas diffusées.

Évolutions annuelles

Dans cette publication, les résultats présentés en niveaux absolus pour l'année 2010 sont évalués sur l'ensemble de l'échantillon – « échantillon complet ». En revanche les évolutions (ou les variations) par rapport à l'année 2009, toutes orientations confondues, sont calculées sur « échantillon constant », c'est-à-dire à partir d'exploitations présentes les deux années. Les évolutions par Otex sont calculées en considérant les exploitations ayant la même Otex sur les deux années. Des jeux de coefficients de pondérations ad hoc sont alors utilisés. Les séries (données sur plus de deux ans) sont construites à l'aide des « échantillons complets ».

Tableau 3
Champ du RICA et effectifs par CDEX

Cdex	PBS « 2007 »	Nombre d'exploitations dans l'échantillon définitif 2010	Nombre des exploitations extrapolées en 2010
6	25 000 à moins de 50 000 euros	652	62 429
7	50 000 à moins de 100 000 euros	1 885	88 104
8	100 000 à moins de 250 000 euros	3 306	113 382
9	250 000 à moins de 500 000 euros	1 241	36 644
10 à 14	500 000 à moins de 750 000 euros	365	11 623
	Ensemble	7 449	312 182

Source : RICA 2010

Tableau 4
Effectifs par Otex française de diffusion détaillée

Code	Libellé	Nombre d'exploitations dans l'échantillon définitif 2010	Nombre des exploitations extrapolées en 2010
1500	Céréales et oléoprotéagineux	1 132	51 420
1600	Cultures générales (autres grandes cultures)	549	19 492
2800	Maraîchage	205	4 436
2900	Fleurs et horticulture diverses	222	6 717
3500	Viticulture	1 074	46 941
3900	Fruits et autres cultures permanentes	336	7 951
4500	Bovins lait	1 150	48 171
4600	Bovins viande	730	33 455
4700	Bovins mixtes	275	9 374
4813	Ovins et caprins	376	14 137
4840	Autres herbivores	39	6 173
5100	Porcins	168	6 031
5200	Volailles	171	12 560
5374	Granivores mixtes	137	6 094
6174	Polyculture, polyélevage	885	39 230
	Ensemble	7 449	312 182

Source : RICA 2010

Plan, nomenclature, concepts et traitements comptables

L'arrêté interministériel du 11 décembre 1986 a approuvé le Plan comptable agricole (PCGA) pour les exercices comptables ouverts après le 1^{er} janvier 1987. Pour le RICA, dès l'exercice comptable 1987, les comptabilités ont toutes été tenues à l'aide de ce plan comptable.

Le PCGA a pris le relais du Plan comptable agricole de 1970, document approuvé par le Conseil national de la comptabilité et largement utilisé, mais sans base réglementaire. Ce changement répondait à une volonté de satisfaire de nouveaux besoins : extension du régime du bénéfice réel, création de nombreux GAEC, Sociétés civiles d'exploitation agricole... Il visait par ailleurs à une plus grande harmonisation comptable pour l'ensemble des entreprises.

La nomenclature

La nomenclature du PCGA est celle du Plan comptable général adaptée à l'activité agricole.

Elle permet donc :

- de regrouper éventuellement les subdivisions des comptes ;
- de faire ressortir, à l'intérieur de chaque compte, les opérations de sens contraire à celles qui y sont normalement portées ;
- d'améliorer l'enregistrement des amortissements et des provisions.

Des comptes spécifiques à l'agriculture ont été créés aux niveaux qui s'imposaient dans la subdivision des comptes.

Les documents de synthèse

Les documents de synthèse doivent décrire :

- les performances réalisées par l'entreprise au cours de l'exercice : le *compte de résultat* ;
- la situation patrimoniale et financière de l'entreprise à la clôture de l'exercice : le *bilan* ;
- un complément d'informations avec tout fait important ayant influencé le patrimoine, la situation financière et les résultats : l'*annexe*.

Outre ces trois documents obligatoires, l'entreprise peut établir :

- un tableau des soldes intermédiaires de gestion (voir ci-après) ;
- un tableau de financement de l'exercice.

Le compte de résultat

Les produits et charges y sont répartis en trois grandes catégories, selon qu'ils ont un caractère d'exploitation, financier ou exceptionnel. Cette distinction permet de calculer les résultats d'exploitation, financier et exceptionnel.

Les charges et les produits exceptionnels ne sont liés :

- ni à l'activité normale et courante de l'exploitation
- ni à sa gestion financière.

Le bilan

On distingue les actifs qui servent durablement à l'activité de l'entreprise (immobilisations) et les autres (actif circulant).

Les frais d'établissement sont désormais limités aux frais de constitution, de premier établissement et d'augmentation de capital.

Les animaux reproducteurs sont classés dans l'actif immobilisé mais font l'objet d'un traitement comptable simplifié semblable à celui des « stocks et en-cours ». Les autres biens vivants sont classés dans l'actif circulant en deux blocs suivant la durée de leur cycle de production (long ou court), de même que les en-cours de production.

Le résultat de l'exercice figure au passif, dans les capitaux propres. S'il s'agit d'un bénéfice, il est précédé d'un signe (+), dans le cas d'une perte, d'un signe (-).

Les effets à recevoir sont regroupés avec les créances dont ils sont l'objet et les effets à payer avec les dettes. Les comptes de régularisation sont alors limités aux produits et aux charges constatés d'avance et à répartir sur plusieurs exercices.

L'annexe

L'annexe est un document obligatoire qui complète et explique le compte de résultat et le bilan.

Elle comprend des tableaux chiffrés sur l'état :

- des immobilisations (entrées, sorties, virements de poste à poste) ;
- des amortissements (méthodes de calcul utilisées...) ;
- des provisions ;

Schéma des soldes intermédiaires de gestion

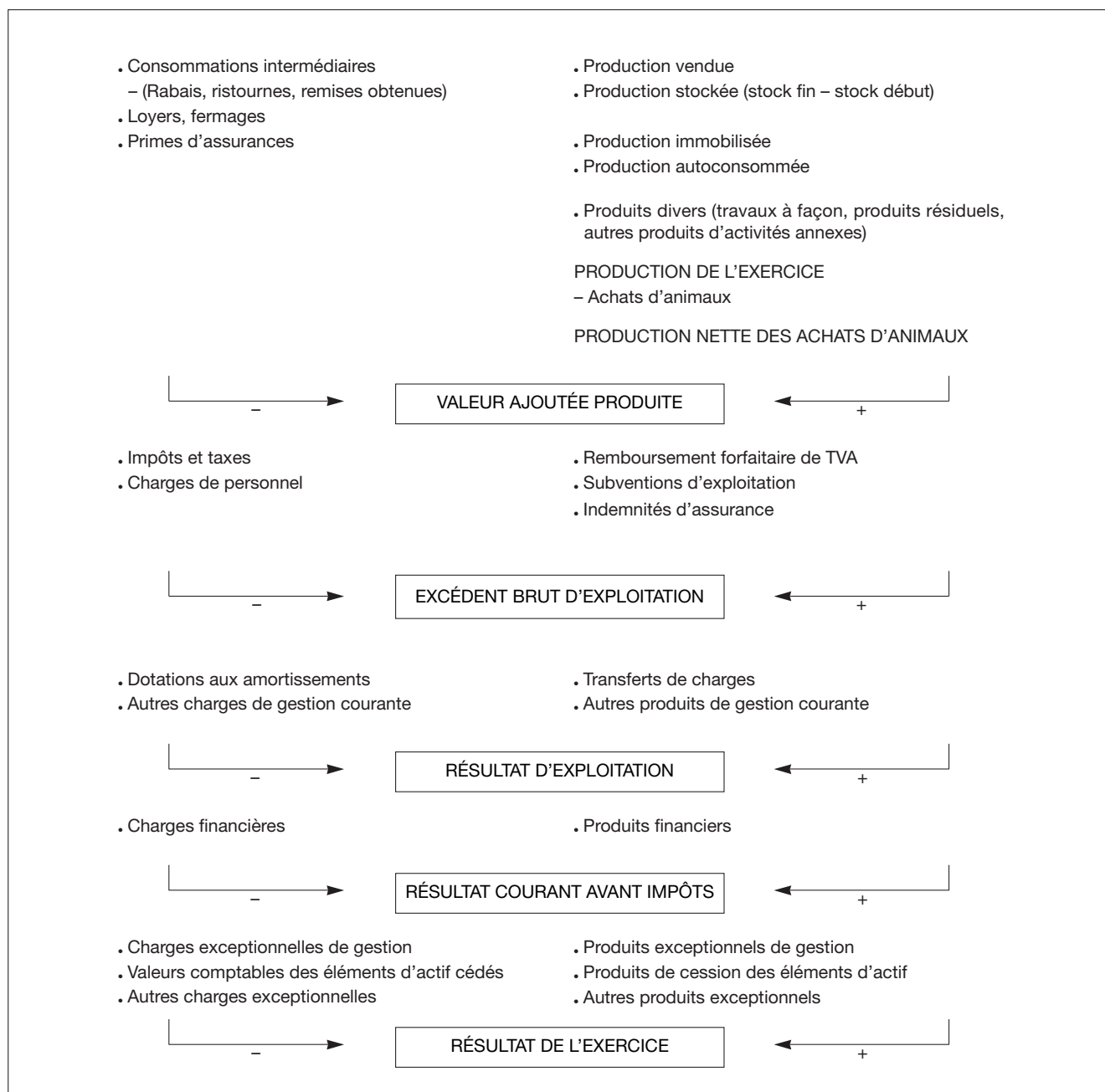


Schéma simplifié du bilan

ACTIF		PASSIF	
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations corporelles Immobilisations incorporelles Immobilisations financières	CAPITAUX PROPRES	Capital Réserves Résultat
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours Créances Disponibilités	DETTES	Emprunts et dettes financières Autres dettes
Comptes de régularisation ACTIF		Compte de régularisation PASSIF	

- des échéances des créances et dettes à la clôture de l'exercice.

Elle comprend également des informations diverses concernant :

- le montant des engagements en matière de crédit-bail ;
- l'état des dettes garanties ;
- des précisions sur la nature, le montant et le traitement des frais d'établissement ;
- les produits à recevoir et charges à payer au titre de l'exercice ;
- les produits et charges imputables à un autre exercice ;
- les produits exceptionnels et charges exceptionnelles.

Les spécificités du RICA

La récupération de données comptables garantit la rigueur et l'homogénéité des concepts utilisés pour la

collecte. Cependant, ces données comptables doivent être adaptées si l'on veut approcher la réalité économique d'une exploitation agricole. C'est pourquoi des instructions sont données afin que soient effectués les retraitements suivants :

- amortissement linéaire des immobilisations ;
- annulation des provisions ;
- retraitement des stocks, évaluation de la valeur des stocks à la date de clôture ;
- inscription au bilan, dans le cas des exploitations individuelles, des terres appartenant à l'exploitant.

Par ailleurs, des éclatements spécifiques sont demandés :

- ventilation des emprunts selon l'origine de l'organisme prêteur et selon la destination économique de ces emprunts.
- affectation de certaines charges.

Lexique

Les termes en gras italique sont définis par ailleurs dans le lexique.

Les termes en italique désignent des variables explicitement recueillies dans le RICA.

Actif circulant :

Stocks et en-cours + valeurs réalisables + valeurs disponibles.

Actif immobilisé :

Immobilisations incorporelles + immobilisations corporelles + immobilisations financières.

Actif total :

Actif immobilisé + actif circulant + régularisation de l'actif.

Aides aux jachères :

Subvention versée pour compenser la mise en jachère d'une partie de la superficie en céréales, oléagineux et protéagineux (Scop).

Amortissements :

Voir dotations aux amortissements.

Autoconsommation :

Ensemble des produits de l'exploitation consommés par l'exploitant ou les membres de sa famille.

Autofinancement :

Capacité d'autofinancement - prélèvements privés.

Besoin en fonds de roulement :

Voir Fonds de roulement (besoin en).

Bovins :

Bovins non laitiers, génisses d'élevage de 2 ans et plus, vaches laitières.

Bovins moins 1 an :

Veaux de batterie, autres veaux de boucherie, autres bovins de moins d'1 an.

Bovins non laitiers :

Bovins de moins d'1 an, bovins de 1 à 2 ans, bovins mâles de 2 ans et plus, génisses viande de 2 ans et plus, autres vaches.

Brebis :

Femelles d'un an et plus, ayant déjà mis bas. Les agnelles, jeunes femelles de remplacement, saillies mais n'ayant pas encore mis bas, ne sont pas comptabilisées dans les effectifs de brebis.

Capacité d'autofinancement :

Résultat de l'exercice + dotations aux amortissements – quote-part des subventions d'investissement affectées au compte de résultat – plus-values sur cessions d'immobilisations + moins-values sur cessions d'immobilisations.

Capital d'exploitation :

Partie de l'*actif immobilisé* comprenant les bâtiments (installations spécialisées et constructions), le matériel, l'outillage, les plantations, les autres immobilisations corporelles et les animaux reproducteurs.

Capitaux permanents :

Capitaux propres + dettes à long ou moyen terme.

Capitaux propres :

Situation nette + subventions d'investissement.

Charges à l'hectare :

Ensemble des charges d'exploitation et des charges financières rapportées à la SAU.

Charges d'approvisionnement :

Engrais et amendements + semences et plants + produits phytosanitaires + aliments du bétail + produits vétérinaires + combustibles, carburants et lubrifiants + fournitures et emballages.

Charges courantes :

Charges d'exploitation + charges financières

Charges exceptionnelles :

Valeur comptable des éléments de l'actif cédés + charges exceptionnelles sur opération de gestion + autres charges exceptionnelles.

Charges d'exploitation :

Charges d'approvisionnement + autres charges d'exploitation.

Charges d'exploitation autres (charges d'exploitation sans les charges d'approvisionnement) :

*Travaux par tiers, eau, gaz, électricité, eau d'irrigation, petit matériel, autres fournitures (y compris carburant à la pompe), redevances de crédit-bail, loyers et fermages, loyers du matériel, loyers des animaux, entretien des bâtiments, entretien du matériel, assurances, honoraires vétérinaires, autres honoraires, transports et déplacements, frais divers de gestion, autres travaux à façon et services extérieurs, impôts et taxes, **charges de personnel, dotations aux amortissements.***

Charges financières :

Intérêts + frais financiers.

Charges de personnel :

Rémunération du personnel salarié (salaire versé et part ouvrière) + charges sociales du personnel salarié (part patronale).

Chiffre d'affaires :

Somme des *produits sur ventes, travaux à façon, activités annexes, produits résiduels, pensions d'animaux, terres louées prêtes à semer, agritourisme, autres locations.*

Classe de dimension économique des exploitations (Cdex) :

Classement des exploitations selon leur taille, depuis 2010, en fonction de leur production brute standard (PBS) totale.

Consommations intermédiaires :

Charges d'approvisionnement, *travaux par tiers, eau, gaz, électricité, eau d'irrigation, petit matériel, autres fournitures (y compris carburant à la pompe), redevances de crédit-bail, loyers du matériel, loyers des animaux, entretien des bâtiments, entretien du matériel, honoraires vétérinaires, autres honoraires, transports et déplacements, frais divers de gestion, autres travaux à façon et services extérieurs.*

Découverts et intérêts :

Comptes de banques ou chèques postaux si soldes créditeurs + intérêts courus à payer + concours bancaires courants (crédits de campagne, emprunts de trésorerie à court terme liés au cycle de production).

Dettes à court terme :

Dettes à moins de deux ans, à savoir : emprunts à court terme, comptes financiers débiteurs à la banque, comptes de tiers (fournisseurs, personnel, organismes sociaux et État).

Dettes financières à court terme :

Emprunts bancaires à court terme + comptes financiers (banques, chèques postaux, intérêts à payer, concours bancaires).

Dettes financières à long ou moyen terme :

Emprunts à plus de 2 ans.

Dettes non financières :

Avances et acomptes reçus des clients + dettes d'exploitation (fournisseurs, dettes sociales, État (TVA), dettes sur immobilisations, autres dettes) + produits constatés d'avance.

Dettes totales :

Dettes financières à long ou moyen terme + dettes financières à court terme + dettes non financières.

Dotations aux amortissements :

Constatation comptable de la dépréciation annuelle et irréversible de la valeur des actifs immobilisés, résultant de l'usage, du temps, d'un changement technique ou de toute autre cause.

Le RICA retient la règle de l'amortissement linéaire des immobilisations.

Effectifs animaux exprimés en UGB (**unité-gros-bétail**) :

Résultat de la multiplication des effectifs moyens par un coefficient de conversion correspondant à chaque type d'animal. Voir la définition de UGB (unité-gros-bétail).

Excédent brut (ou insuffisance brute) d'exploitation (EBE) :

Valeur ajoutée produite + remboursement forfaitaire de TVA + subventions d'exploitation + indemnités d'assurances – impôts et taxes – charges de personnel.

Fonds de roulement (besoin en) :

Actif cyclique (stocks et en-cours, avances et acomptes versés aux fournisseurs, créances, valeurs mobilières de placement, charges constatées d'avance) – dettes non financières.

Dans une application plus rigoureuse du concept, les biens vivants et en-cours à cycle long serait à exclure du poste « actif cyclique », qui deviendrait donc « actif à cycle court », mais la nomenclature utilisée par le RICA ne le permet pas.

Fonds de roulement net :

Capitaux propres + dettes financières (sauf concours bancaires courants et découverts bancaires) – actifs immobilisés – charges à répartir.

Fournitures :

Depuis 2002, les charges de fournitures des tableaux standard correspondent à l'addition des charges d'emballage, de produits d'entretien, de fournitures d'atelier, de fournitures de bureau, de denrées pour le personnel, de matériaux divers, d'autres fournitures consommables et de matières premières.

Immobilisations corporelles :

Terrains et aménagements fonciers (foncier) + bois et aménagements forestier + plantation + constructions + installations techniques + matériel et outillage + animaux reproducteurs + autres immobilisations corporelles.

Immobilisations financières :

Participation à des organismes professionnels agricoles + part dans les établissements de crédit + autres immobilisations financières.

Immobilisations incorporelles :

Frais d'établissement + TVA non récupérable sur les biens constituant des immobilisations + autres immobilisations incorporelles.

Indemnités d'assurance :

Indemnités perçues au cours de l'exercice.

Indépendance financière :

Ratio rapportant les capitaux propres aux capitaux permanents.

Intraconsommation :

Ensemble des produits de l'exploitation utilisés comme **consommations intermédiaires**.

Investissement :

Différence entre acquisitions et cessions d'immobilisations (*bâtiments, installations spécialisées, matériel et outillage, plantations et autres immobilisations corporelles, augmentée de la différence entre stocks de fin et de début d'exercice*) pour les animaux reproducteurs

1. Voir la définition des soldes intermédiaires de gestion en annexe 3.

Investissement net :

Investissement – dotations aux amortissements.

Investissement total :

Différence entre les *acquisitions et les cessions* d'immobilisations réalisées au cours de l'exercice (y compris les *immobilisations foncières, incorporelles et financières*), augmentée de la différence entre les *stocks de début et de fin d'exercice* pour les animaux reproducteurs.

Nombre d'exploitations représentées :

À l'aide d'un jeu de coefficients d'extrapolation, calculés pour chaque combinaison des trois critères région, OTEX (orientation technico-économique), et CDEX dimension économique, et appliqués aux effectifs d'exploitations interrogées par le RICA, on détermine le nombre des exploitations représentées par cette enquête. En métropole, le champ couvert par le RICA est celui des exploitations dont la production brute standard est supérieure ou égale à 25 000 euros.

Orientation technico-économique des exploitations (OTEX) :

Classement des exploitations selon leur(s) production(s) principale(s) en fonction des *PBS* relatifs des différentes spéculations pratiquées.

Passif total :

Capitaux propres + dettes totales + régularisation du passif.

Poids des charges courantes :

Charges courantes/produit courant.

Prélèvements privés :

Solde des versements et des prélèvements, en espèces ou en nature, effectués par l'exploitant au cours de l'exercice.

Primes bovines :

Prime vaches allaitantes, primes abattage, autres primes bovines.

Primes compensatoires :

Subventions versées aux producteurs de céréales, oléagineux et de protéagineux.

Production brute :

Produit brut + intraconsommations.

Production brute standard (PBS) :

Dans chaque exploitation, pour chaque spéculation, une PBS est calculée en multipliant le nombre d'hectares de surface ou le nombre de têtes de bétail par le coefficient correspondant au produit et à la région considérés. La PBS totale est obtenue en effectuant la somme des PBS des diverses spéculations et caractérise la dimension (et la classe de dimension CDEX) de l'exploitation. Les contributions relatives des diverses spéculations permettent de calculer l'OTEX (orientation technico-économique). Les PBS s'expriment en euros.

Dans cette publication, le calcul des OTEX et CDEX repose sur les coefficients de PBS « 2007 ».

Production de l'exercice (nette des achats d'animaux) :

Somme des *produits bruts élémentaires* (animaux, produits animaux, végétaux, produits végétaux, produits horticoles) et des produits issus de la *production immobilisée, des travaux à façon, de la vente de produits résiduels, des pensions d'animaux, des terres louées prêtes à semer, des autres locations, de l'agritourisme et des produits d'activités annexes.*

Production immobilisée :

Travaux effectués par et pour l'entreprise durant l'exercice et dont le montant doit être affecté à un poste d'*immobilisation*. Il s'agit de la contrepartie de montants enregistrés en *charges d'exploitation* qui doivent, en définitive, être inscrits en *immobilisations*.

Produits bruts élémentaires :

• Animaux

Somme des *ventes, variations de stocks, autoconsommation d'animaux*, diminuée des *achats d'animaux*.

• Produits animaux

Somme des *ventes, variations de stocks, autoconsommation de produits animaux*.

• Végétaux

Somme des *ventes, variations de stocks, autoconsommation de végétaux*.

• Produits végétaux

Somme des *ventes variations de stocks, autoconsommation de végétaux transformés*.

• Produits horticoles

Somme des *ventes, variations de stocks, autoconsommation de produits horticoles*.

Produit courant :

Somme de la production de l'exercice (nette des achats d'animaux), des subventions d'exploitation, et des produits divers non exceptionnels.

Par différence entre le produit courant et les charges courantes, on obtient le **résultat courant avant impôts**.

Produits divers non exceptionnels :

Rabais, remises et ristournes obtenus, ventes de produits résiduels, travaux à façon, produits des activités annexes, pensions d'animaux, terres louées prêtes à semer, agritourisme, autres locations, production immobilisée, subventions d'exploitation, indemnités d'assurance, remboursement forfaitaire de TVA, autres produits de gestion courante, produits financiers, transferts de charges.

Produits exceptionnels :

Produits exceptionnels de gestion + produits de cession des éléments d'actif + quote-part des subventions d'investissement + autres produits exceptionnels

Remboursement d'emprunts à LMT (long ou moyen terme) :

Montant des remboursements de capital sur les prêts à plus de deux ans (non compris les charges financières).

1. Voir la définition des soldes intermédiaires de gestion en annexe 3.

Remboursement forfaitaire de TVA :

Montant dû par l'État aux exploitations agricoles soumises au régime du remboursement forfaitaire en compensation de la TVA qu'elles ne peuvent pas récupérer.

Résultat courant avant impôts (RCAI) :

Résultat d'exploitation + résultat financier. Dans le RICA, le RCAI est calculé avant déduction des cotisations sociales de l'exploitant.

Résultat exceptionnel :

Produits exceptionnels – charges exceptionnelles.

Résultat de l'exercice :

Résultat courant avant impôts + résultat exceptionnel.

Résultat d'exploitation :

Excédent brut (ou insuffisance brute) d'exploitation + transferts de charges + autres produits de gestion courante – **dotations aux amortissements** – autres charges de gestion courantes.

Résultat financier :

Produits financiers – **charges financières**

SAU (superficie agricole utilisée) :

Terres labourables, terres en maraîchage ou sous-verre, terres florales, cultures permanentes, prairies et pâturages (y compris landes et parcours productifs). Les jardins familiaux ne sont pas compris dans la SAU.

SAU en faire-valoir direct :

Superficies mises en valeur par le propriétaire, l'usufruitier ou par l'intermédiaire d'un salarié.

SAU en fermage :

Terres mises en valeur par une autre personne que leur propriétaire ou usufruitier, moyennant un contrat de location. La caractéristique du fermage est que la redevance est fixée d'avance et indépendante des résultats de l'exercice.

SAU en métayage :

Terres mises en valeur par l'association entre le bailleur et le preneur (métayer) sur la base d'un contrat de métayage. La caractéristique du métayage est que la production annuelle est répartie entre le bailleur et le métayer selon une clé fixée à l'avance.

SFP (surface fourragère principale) :

Cultures fourragères et prairies.

Situation nette :

Capital individuel initial + variations de capital initial.

Stocks et en-cours :

Approvisionnements, stocks de produits, animaux circulants (non reproducteurs), avances aux cultures, autres en-cours, c'est-à-dire biens en cours de formation au travers d'un processus de production, et non susceptibles d'être commercialisés en l'état.

Subventions d'exploitation :

Sommes accordées à l'entreprise à titre gratuit par l'Union européenne, l'État, certaines collectivités publiques, ou éventuellement d'autres tiers, pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits normaux ou de faire face à certaines charges normales de l'exercice.

À partir de 1993, la règle du moment d'enregistrement des subventions a été révisée. Le principe général n'est plus celui de l'encaissement mais celui des droits et obligations, c'est-à-dire celui de l'enregistrement au moment où les créances attachées aux opérations sont certaines. Ce principe n'exclut pas des enregistrements selon le principe de l'encaissement dans le cas où le montant de la créance ne peut pas être estimé à la clôture de l'exercice.

La réforme de la politique agricole commune (PAC) a introduit le principe du découplage des aides directes qui s'applique en France depuis 2006. Deux types d'aides sont en vigueur : des aides couplées à la production et l'aide découplée, fondée sur un dispositif de droits à paiement unique.

Dans cette publication, les subventions d'exploitation sont éclatées en sept rubriques.

Aides nationales et communautaires

- **Droits à paiement unique (DPU).**
- **Aides aux productions animales** (bovines et ovines) : maîtrise de la production laitière, aides aux produits laitiers (y compris paiements supplémentaires), prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes, prime à l'abattage et primes aux bovins mâles (aides supprimées en 2010), paiements à l'extensification, aides aux veaux sous la mère et aux veaux biologiques, autres primes bovines, primes à la brebis et à la chèvre, autres aides ovines, autres aides animales.
- **Aides aux productions végétales** (compensatoires) : aides aux terres arables (céréales, oléagineux, protéagineux, - aides supprimées en 2010), chanvre, lin, aide à la culture du riz, aides aux cultures énergétiques (aides supprimées en 2010), aides à la surface pour les fruits à coque, aides à la diversité de l'assolement, aides aux légumineuses à grain, aides aux légumineuses fourragères, aides au secteur du vin et des fruits et légumes, autres aides aux plantes industrielles et autres aides au secteur végétal.
- **Autres aides nationales et communautaires** : aides directes pour compenser un handicap géographique (ICHN), aides directes pour compenser un accident climatique, aides agro-environnementales (prime herbagère agroenvironnementale PHAE par exemple), soutien à l'agriculture biologique, autres aides de l'État, à l'exclusion des subventions d'investissement telles que la Dotation d'installation des jeunes agriculteurs DJA.

Aides locales et régionales

Celles-ci sont réparties entre les secteurs animal, végétal et les autres aides.

Subventions d'investissement (notamment subventions d'équipement) :

Sommes perçues en vue d'acquiescer ou de créer des immobilisations. Ces sommes sont échelonnées sur plusieurs années (ou « amorties »). La Dotation d'installation des jeunes agriculteurs (DJJA) est considérée comme une subvention d'équipement.

STH (surface toujours en herbe) :

Prairies permanentes.

Tableau de financement :

Le tableau de financement décrit les flux de ressources et d'emplois affectant le patrimoine au cours de l'exercice. Les principaux flux de ressources durables sont la **capacité d'autofinancement** et les nouvelles **dettes financières** (nouveaux emprunts à court, moyen ou long termes). Les emplois stables les plus importants sont les **prélèvements privés**, le **remboursement des dettes financières** et les **acquisitions d'immobilisations**. Par différence entre les flux de ressources durables et les flux d'emplois stables, on en déduit la variation du **fonds de roulement**. En rapprochant la variation du fonds de roulement et la variation du **besoin en fonds de roulement**, on détermine la variation de **trésorerie nette**.

Taux d'endettement :

Ratio rapportant l'ensemble des dettes au total du passif.

Taux d'intérêt apparent :

Charges financières/dettes totales.

Trésorerie nette :

Disponibilités (banques, chèques postaux, intérêts à recevoir, caisse) – crédits de trésorerie (concours bancaires courants, découverts bancaires).

UGB (unité-gros-bétail) :

Unité employée pour pouvoir comparer ou agréger des effectifs animaux d'espèces ou de catégories différentes.

Par définition, 1 vache laitière = 1 UGB. Les équivalences entre animaux sont basées sur leurs besoins alimentaires, on a par exemple 1 veau de boucherie = 0,45 UGB, 1 brebis-mère nourrice = 0,18 UGB, 1 truie = 0,5 UGB. Les coefficients utilisés depuis 1995 diffèrent pour quelques catégories de ceux utilisés précédemment. Ils ont en effet été recalés sur les coefficients de l'enquête structures.

UTA (unité-travail-année) :

Travail agricole effectué par une personne employée à plein temps pendant une année. Une UTA = 1 600 heures.

UTANS :

Travail effectué par une personne non salariée employée à plein-temps pendant une année.

Valeur ajoutée avec fermages non déduits (VAHF) :

Valeur ajoutée produite + loyers et fermages.

Valeur ajoutée produite :

Production de l'exercice nette des achats d'animaux – consommations intermédiaires – loyers et fermages – primes d'assurance – rabais et ristournes.

Valeurs disponibles :

Banques + chèques postaux + intérêts à recevoir + caisse et titres de placement.

Valeurs réalisables :

Avances et acomptes versés + clients + créances sociales + État + autres créances.

Variations de stocks approvisionnements :

Variation d'inventaire (stock fin – stock début) des biens d'approvisionnements.

Variations de stocks de produits :

Variation d'inventaire (stock fin – stock début) des biens produits par l'exploitation : végétaux (en magasin et en terre), végétaux transformés, animaux (y compris animaux reproducteurs) et produits animaux (tels que lait, œufs...).

Pour en savoir plus

Collection Agreste

- « Rica France – tableaux standard 2010 »
Chiffres et données n° 216 – février 2012
- « Résultats économiques des exploitations agricoles en 2009 »
Les Dossiers n° 12 – juillet 2011
- « Rica France – tableaux standard 2009 »
Chiffres et données n° 214 – février 2011
- « Résultats économiques des exploitations agricoles en 2008 »
Les Dossiers n° 9 – septembre 2010
- « Fortes fluctuations et accroissement des disparités »
Agreste Primeur n° 247 – Agreste Synthèses n° 2010 – juillet et août 2010
- Agreste Synthèses n° 2010 – juillet 2010
- « Rica France – tableaux standard 2008 » – Chiffres et données n° 210
mars 2010
- « Résultats économiques des exploitations agricoles en 2007 »
Agreste Les Dossiers n° 5 – juillet 2009
- « La consommation d'énergie directe des exploitations agricoles »
Agreste Primeur n° 224 – avril 2009
- « Rica France - tableaux standard 2007 »
Chiffres et données n° 203 – février 2009
- « Résultats économiques des exploitations agricoles en 2006 »
Agreste Les Dossiers n° 2 – septembre 2008
- « Rica France - tableaux standard 2006 »
Chiffres et données n° 195 – février 2008
- « Résultats économiques des exploitations agricoles en 2005 »
Agreste Cahiers n° 1 – juin 2007
- « Rica France - tableaux standard 2005 »
Chiffres et données n° 189 – mars 2007
- « Résultats économiques des exploitations agricoles en 2004 »
Agreste Cahiers n° 3 – mai 2006
- « Rica France - tableaux standard 2004 »
Chiffres et données n° 177 – mars 2006
- « Résultats économiques des exploitations agricoles en 2003 »
Agreste Cahiers n° 4 – juin 2005
- « Rica France - tableaux standard 2003 »
Chiffres et données n° 170 – août 2005
- « Résultats économiques des exploitations agricoles en 2002 »
Agreste Cahiers n° 3 – novembre 2004
- « Rica France - tableaux standard 2002 »
Chiffres et données n° 161 – août 2004
- « Résultats économiques des exploitations agricoles en 2001 »
Agreste Cahiers n° 2 – juin 2003
- « Rica France - tableaux standard 2001 »
Chiffres et données n° 146 – janvier 2003
- « Résultats économiques des exploitations agricoles en 2000 »
Agreste Cahiers n° 1 – juin 2002
- « Rica France - tableaux standard 2000 »
Chiffres et données n° 139 – février 2002
- « Résultats économiques des exploitations agricoles en 1999 »
Agreste Cahiers, hors série n° 2 – juin 2001
- « Rica France - tableaux standard 1999 »
Chiffres et données n° 131 – février 2001
- « Résultats économiques des exploitations agricoles en 1998 »
Agreste Cahiers, hors série n° 1 – juin 2000
- « Rica France - tableaux standard 1998 »
Données chiffrées n° 121 – février 2000
- « Résultats économiques des exploitations agricoles en 1997 »
Les cahiers n° 38-39 – juin 1999
- « Rica Europe - tableaux standard 1994 »
Données chiffrées n° 116 – mars 1999
- « Rica France - tableaux standard 1997 »
Données chiffrées n° 113 – janvier 1999
- « Résultats économiques des exploitations agricoles en 1996 »
Les cahiers n° 31-32 – août 1998
- « Rica Europe - tableaux standard 1993 »
Données chiffrées n° 96 – septembre 1997
- « Résultats économiques des exploitations agricoles en 1995 »
Les cahiers n° 19-20 – août 1997

« Rica France - tableaux standard 1995 »
Données chiffrées n° 89 – février 1997

« Résultats économiques des exploitations agricoles en 1994 »
Les cahiers n° 3-4 – juin 1996

« Rica France - tableaux standard 1994 »
Données chiffrées n° 76 – février 1996

« Rica Europe - résultats standards 1992 »
Données chiffrées n° 68 – juin 1995

« Rica résultats standard 1993 »
Données chiffrées n° 67 – mars 1995

« Résultats économiques des exploitations agricoles en 1993 –
rapport annuel »
Analyses et études - Études n° 31 – février 1995

« Rica résultats standard 1992 »
Données chiffrées n° 57 – avril 1994

« Rica rapport annuel 1992 »
Analyses et études - Études n° 25 – février 1994

« Rica résultats standard 1991 »
Données chiffrées n° 42 – mars 1993

« Rica rapport annuel 1991 »
Analyses et études - Études n° 22 – juin 1993

« Rica résultats standard 1990 »
Données chiffrées n° 32 – mai 1992

« Rica rapport annuel 1990 »
Analyses et études - Études n° 16 – juin 1992

« Rica résultats standard 1989 »
Données chiffrées n° 20 – mai 1991

« Rica rapport annuel 1989 »
Analyses et études - Études n° 10 – juillet 1991

« Rica résultats standard 1988 »
Données chiffrées n° 17 – octobre 1990

« Rica rapport annuel 1988 »
Analyses et études - Études n° 2 – avril 1990

Collection Rica

« Résultats 1987, réseau d'information comptable agricole » n° 11 –
décembre 1989

« Résultats économiques des exploitations agricoles en 1987 »
n° 10 – mai 1989

« Résultats 1986, réseau d'information comptable agricole »
n° 9 – août 1988

« Données technico-économiques 1984-1985-1986 »
n° 8 – avril 1988

« Résultats économiques des exploitations agricoles en 1986 »
n° 7 – mars 1988

« Le crédit fournisseur en agriculture » n° 6 – octobre 1987

« Résultats 1985, réseau d'information comptable agricole »
n° 5 – septembre 1987

« Résultats économiques des exploitations agricoles en 1985 » n° 4
– avril 1987

« Résultats 1984, réseau d'information comptable agricole »
n° 3 – avril 1987

« Résultats économiques des exploitations agricoles en 1984 »
n° 2 – juillet 1986

« Résultats 1982 et 1983, réseau d'information comptable agricole »
n° 1 – mars 1986

Retrouvez toute l'actualité de la statistique agricole sur le site **Agreste**.

Les tableaux nationaux et les tableaux détaillés par région, orientation technico-économique et dimension économique de l'exploitation de 2000 à 2010 sont disponibles dans l'espace « **Données en ligne** » du site Agreste : **www.agreste.agriculture.gouv.fr**

Visualisation et téléchargement gratuit, réutilisation sans licence et sans versement de redevance, sous réserve de mention de la source.

Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA PROSPECTIVE

12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 -
93555 MONTREUIL-SOUS-BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05
<http://www.agreste.agriculture.gouv.fr>

Directeur de la publication : Fabienne Rosenwald
Composition : SSP Beauvais
Impression : SSP Toulouse
Dépôt légal : À parution
ISSN : 1760-8341
© Agreste 2012